SCIENCES HUMAINES
N°357
AVRIL
2023
Comprendre l'humain et la société

ENTRETIEN

SERHII PLOKHY
Ukraine, le retour de l'histoire

Équilibre personnel, reconnaissance, sens, salaire, horaires...

TRAVAILLER, À QUEL PRIX ?

DOM/S : 7,5 € - BEL/LUX : 7 € - CH : 11 FS - CAN : 11,99 $CA - D : 8 € - ESP/ITA/GR/PORT CONT : 7,5 € - MAR : 74 MAD - TOM : 990 XPF - TUN : 9,9 TND

L 18925 - 357 - F: 6,50 € - RD

WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

RÉFÉRENCE
Inégalités scolaires, Boudon contre Bourdieu

ENJEU
Phobie sociale, l'épidémie ?

LIVRE DU MOIS
La démocratie, une histoire à éclipses

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

SCIENCES HUMAINES

BOUTIQUE EN LIGNE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

« HUMANITÉ, FAMILLE, SOCIÉTÉ, LA NOTION DE TRANSMISSION SE DÉCLINE AU PLURIEL. »

COMMANDEZ CE NUMÉRO (VERSION PAPIER OU DIGITALE) EN SCANNANT CE QRCODE

RETROUVEZ TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE
WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

VIVRE EN HAMSTER ? NON MERCI !

De La Fontaine à Marx, la fourmi et l'abeille ont longtemps fait figure de métaphore du travailleur. Aujourd'hui, c'est un rongeur qui s'invite dans notre imaginaire, le hamster. Eugénie, 28 ans, résume sa vie avant qu'elle quitte son emploi et sa vie parisienne : « *J'étais ce hamster qui court indéfiniment dans cette roue. Cette roue que je faisais tourner et même accélérer. Cette roue qui tournait à l'unisson avec les roues de toutes les personnes que je côtoie. Faire toujours plus et pourtant n'avoir jamais le temps pour rien, être* busy, *sous l'eau et charrette. Et se plaindre collectivement du manque de temps et de cette nouvelle routine qui nous épuise.* » ❶ Emblématique de beaucoup d'entre nous, mais plus radicale – ou plus épuisée -, Eugénie est partie vivre « *quelque temps* » dans une yourte en Ille-et-Vilaine.

Avec l'arrivée d'Internet et la financiarisation de l'économie, le travail a subi de profondes modifications. Nous travaillons moins d'heures que nos aïeux, mais éprouvons une plus grande fatigue psychique. Ce paradoxe tient au fait que nos labeurs ont changé de nature. Moins physiques mais plus morcelés, ils reposent sur un « *modèle de la hâte* », selon Corinne Gaudart et Serge Volkoff *(p. 40)*. Les techniques de communication nous pressent, dans tous les sens du terme, et nous éparpillent. À un artisan ou à un développeur, on demandera de faire « *vite et bien* », à un employé de guichet ou à une sage-femme de « *se dépêcher tout en prenant son temps* », à un journaliste d'être « *le premier à sortir l'info tout en respectant la chaîne de validation* ». Ce qui est mal fait ou non effectué s'accumule dans des zones grises, ce qui génère une insatisfaction continue et finit par déborder dans la vie personnelle et familiale. À bas bruit, l'individu s'épuise. Il se sent « vidé ».

© SAMUEL BERTHET

● **HÉLOÏSE LHÉRÉTÉ**
DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION

Comment cesser d'être des hamsters ? Il existe trois issues possibles : changer le travail, changer son rapport au travail, ou changer de travail. La première voie consiste à rendre l'organisation plus humaine. Ce sont les approches managériales, politiques et syndicales, qui peuvent s'appuyer les sciences humaines (psychologie du travail, ergonomie, sociologie des organisations...). La seconde voie consiste à appréhender autrement sa propre vie professionnelle. Le « *quiet quitting* » en est l'ultime avatar. Venue d'outre-Atlantique, cette notion signifie « démission silencieuse » : les salariés restent à leur poste mais s'en tiennent au minimum horaire, avec l'idée que la vraie vie est ailleurs. La troisième voie consiste à démissionner, pour faire un métier plus épanouissant. Beaucoup se disent aujourd'hui tentés *(p. 36)*. Leurs arguments ? Retrouver du temps pour soi, privilégier des relations humaines authentiques, faire un travail tangible sans être pollué par l'enchaînement des réunions improductives, des courriels, des ordres et des contrordres ; se sentir responsable, libre, fier et vivant. « *Le travail est la meilleure et la pire des choses : la meilleure s'il est libre, la pire s'il est serf* », résumait le philosophe Alain dans *Propos sur le bonheur* (1925). ●

❶ Témoignage recueilli sur https://zep.media/

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

Mieux comprendre les mécanismes de l'inflation et les moyens de la maîtriser

Longtemps limitée à 2 ou 3 % par an, l'inflation a fait un bond spectaculaire depuis bientôt 2 ans qui porte atteinte à notre pouvoir d'achat. Ce numéro vous permettra de mieux comprendre les mécanismes du phénomène, ses conséquences sur notre vie quotidienne et les politiques menées pour limiter la hausse des prix.

Dans ce numéro de *Cahiers français* :

✔ Comprendre le phénomène
✔ Ce que l'histoire nous apprend sur l'inflation
✔ Les Français et la vie chère
✔ Quelles politiques anti-inflation ?

Disponible à partir du 13 mars 2023

Cahiers français n° 432
10 € (papier), **6,99 €** (numérique)

Prochainement :

Cahiers français n° 433

Les défis des outre-mer

Examinez les défis et les opportunités des douze territoires d'outre-mer français, un monde en constante évolution.

Disponible à partir du 10 mai 2023

Déjà disponibles :

Revue disponible en kiosque, en librairie, sur **Vie-publique.fr** et par abonnement

La Documentation française

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

RETROUVEZ SUR WWW.SCIENCESHUMAINES.COM
Pour approfondir notre Référence de ce mois-ci, retrouvez en accès libre une analyse sur *Les Héritiers*, de Bourdieu et Passeron bit.ly/SHheritiers

© JULIEN PACAUD

JULIEN PACAUD est un artiste et illustrateur parisien. Influencé par le cinéma et le mouvement surréaliste, il compose des collages à partir de photos d'archives et d'actualités. Il a illustré ce dossier.

© STEVEN MAY/ALAMY

© PATRICK BOX/GAMMA-RAPHO/GETTY

49 RÉFÉRENCE
BOUDON contre BOURDIEU
D'OÙ VIENNENT LES INÉGALITÉS SCOLAIRES ?

6 ACTUALITÉS

- **6 Enquête**
  Chauffeurs-livreurs, des vies au pas de course
- **10 Image du mois**
  La colleuse d'affiches
- **18 CULTURE POP**
  Le hip-hop, c'est chic ?

17 ENJEU

- Phobie sociale, l'épidémie ?

22 ENTRETIEN

- **Serhii Plokhy**
  Ukraine, le retour de l'histoire

27 DOSSIER
TRAVAILLER, À QUEL PRIX ?

- **28** Les travailleurs en quête de sens **THOMAS COUTROT ET CORALIE PEREZ**
- **32** Pourquoi travaille-t-on ? **CÉCILE PELTIER**
- **34** Penser le travail à travers les âges **ENTRETIEN AVEC OLIVIER GRENOUILLEAU**
- **36** La grande démission, un mythe ? **PHILIPPE ZAWIEJA**
- **39** Les Français sont à la fois dociles et frondeurs **ENTRETIEN AVEC PHILIPPE D'IRIBARNE**
- **40** Et si on se donnait du temps ? **CORINNE GAUDART ET SERGE VOLKOFF**
- **42** Des jeunes plus mobiles et exigeants **MAUD NAVARRE**
- **44** Qu'est-ce qu'un salaire juste ? **FRÉDÉRIQUE LETOURNEUX**
- **46** Rémunérer les surfeurs, un débat philosophique **JÉRÔME BALLET**

49 RÉFÉRENCE

- Boudon contre Bourdieu D'où viennent les inégalités scolaires ?

54 LE JOUR OÙ...

- la « nouvelle vague » est née

56 LE LIVRE DU MOIS

- La démocratie, une histoire à éclipses

58 LIVRES

66 LE MOT QUI FÂCHE

- Luxe durable

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

CHAUFFEURS-LIVREURS, DES VIES AU PAS DE COURSE

Pendant les confinements, on les appelait « les indispensables de la deuxième ligne ». Au volant de leur fourgonnette, les chauffeurs-livreurs forment une nouvelle classe ouvrière sous pression, précarisée par la sous-traitance. ÈVE CHARRIN

© ALISTAIR BERG/GETTY

En ville, ils se repèrent facilement. À bord de leur véhicule utilitaire léger, souvent floqué aux couleurs d'une grande enseigne avec un logo bien visible, les chauffeurs-livreurs sillonnent les rues. Comme Sébastien ❶, la cinquantaine, qui gare comme il peut son Sprinter dans les artères huppées mais encombrées du 7e arrondissement parisien. Ou Tanjona ❷, la trentaine, qui, coincé derrière un camion-benne dans le 14e, saisit un paquet à l'arrière de sa Fiat Ducato et file au pas de course sur le trottoir pour le remettre à son destinataire avant midi. Pour eux, la journée de travail ressemble à une course contre la montre. Entre les entrepôts situés en banlieue et le consommateur final des zones résidentielles urbaines, ces « ouvriers roulants » (le plus souvent des hommes) assurent la jonction. Ils couvrent « le dernier kilomètre », le plus dense et le plus difficile. Au domicile du client, Sébastien, Tanjona et leurs collègues apportent une paire de baskets, des vêtements, des livres… Marginales il y a vingt ans, les commandes en ligne se sont généralisées en France et amplifiées depuis les confinements. Fin 2022, l'Hexagone comptait 42,7 millions de cyberacheteurs, un million de plus en deux ans ❸. Simplissime côté consommateur, le shopping virtuel exerce des effets sociaux durables. « *L'ouvrier de la logistique a remplacé l'ouvrier d'usine* », résument le politologue Jérôme Fourquet et le journaliste Jean-Vincent Cassely dans *La France sous nos yeux* (Seuil, 2021). Tracer les contours de cette nouvelle classe ouvrière se révèle cependant peu évident. Ainsi, pour estimer les effectifs des chauffeurs chargés d'approvisionner les zones urbaines denses, « *il faut procéder par recoupements* », explique Pétronille Rème-Harnay, spécialiste de l'économie des transports à l'université Gustave-Eiffel (Seine-et-Marne). D'après « Données sociales du transport routier de marchandises » ❹, les abonnés aux courtes distances sont au nombre de 277 000 – qu'ils travaillent pour un fleuriste, un traiteur, un grand magasin… ou pour une entreprise de transport. Au sein de cette dernière catégorie, 50 000 d'entre eux effectuent leur tournée urbaine pour le compte d'entreprises de messagerie comme UPS, Fedex, DHL, Chronopost. C'est le cas de Sébastien et de Tanjona.

SOUS-TRAITANCE MASSIVE

Par rapport aux postes industriels classiques, les nouveaux emplois apparaissent globalement dégradés. « *Le passage de l'ouvrier d'industrie au magasinier, et de l'usine à l'entrepôt (…) est un phénomène contemporain de la baisse en gamme du niveau des emplois populaires et du surgissement du phénomène des travailleurs*

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

pauvres », constatent J. Fourquet et J.-L. Cassely dans leur somme sur la France. Parmi les premiers concernés figurent ceux qui, en bout de chaîne, assurent les livraisons en main propre au destinataire final ou en point relais. Bien sûr, il y a les travailleurs des plateformes (Uber Eats, Deliveroo...) qui, juchés sur leurs deux-roues, sont considérés jusqu'à nouvel ordre comme des autoentrepreneurs. Peu enviable, leur situation est bien documentée ❺. Le cas de la sous-traitance est moins connu. Depuis une vingtaine d'années, les grandes firmes de messagerie et de fret urbain de marchandises recourent de plus en plus à cette pratique qui consiste, pour une grande entreprise, à déléguer une partie de ses tâches à des entreprises plus petites. En Île-de-France, la sous-traitance touche « *90 % des effectifs de chauffeurs-livreurs* », observe P. Rème-Harnay, autrice d'un mémoire d'habilitation à diriger des recherches sur la sous-traitance dans les transports routiers de marchandises ❻. Dans certains cas, indique-t-elle, le taux de sous-traitance atteint 100 % : « *Une entreprise comme Amazon sous-traite intégralement ses livraisons.* »

Dans l'entreprise multinationale dont Sébastien et Tanjona arborent la tenue réglementaire, la proportion de salariés parmi les chauffeurs-livreurs est tombée en vingt ans de 80 % à quelque 15 %. Embauché au tournant du siècle, Sébastien fait partie de cette minorité. En contrat à durée indéterminée, son ancienneté est prise en compte dans sa rémunération. Pour « *mieux défendre (s)es droits* », il a adhéré à un syndicat. Couvert par la convention collective des transports, il bénéficie d'un treizième mois et travaille 35 heures par semaine. Lors de notre rencontre, avec ses 20 ans de maison, le quinqua athlétique gagnait 1 700 euros nets mensuels, « *parfois 1 800 en cas de prime qualité* », à raison de 7 heures par jour à parcourir les rues embouteillées de son secteur. Voilà qui ferait presque de lui, craint-il, un « *privilégié* » aux yeux de ses collègues qui, comme Tanjona, ne sont employés qu'indirectement par la grande entreprise de messagerie.

En contrat à durée indéterminée depuis 2 ans, le chauffeur malgache

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

est salarié par une PME de transport à laquelle la grande société de messagerie a sous-traité plusieurs tournées urbaines. De l'extérieur, la différence entre les deux emplois ne saute pas aux yeux. Même logo sur la fourgonnette. Même allure pressée sur les trottoirs parisiens, du véhicule à l'immeuble du client, et retour : « *Dans ce métier, on fait du sport,* souffle Sébastien. *Ma moyenne, c'est 8 kilomètres par jour* » ; « *j'ai perdu 15 kilos* », glisse Tanjona. Les deux hommes commencent leur journée de travail le matin dans le même entrepôt de banlieue, et voient leur journée rythmée par les livraisons et les « ramasses » (prises de colis en dépôt) prévues dans leur plan de tournée. L'un et l'autre restent rivés à leur scan, boîtier de plastique noir grand comme la main, sur lequel ils enregistrent chacune de leurs opérations. Leur hantise ? Les « *undel* », pour « *undelivered* » – oui, « *le scan parle anglais* », explique Tanjona. Il s'agit des colis qui n'ont pu être remis à leur destinataire pour cause d'absence de ce dernier, de retard du livreur, de digicode inexpugnable, ou toute autre raison qu'il faudra justifier, une fois de retour à l'entrepôt, auprès du superviseur. Tous deux banlieusards, Sébastien et Tanjona sont fiers de connaître comme leur poche leur « secteur » des beaux quartiers parisiens. Sous pression l'un et l'autre, ils s'hydratent peu pendant la tournée pour éviter d'aller aux toilettes, parce que « *ça casse le rythme* ». Leurs salaires mensuels semblent peu ou prou équivalents.

MENACES DE PÉNALITÉS

Alors ? À y regarder de plus près, les situations diffèrent nettement. Les véhicules ne sont pas de même facture (Mercedes pour le salarié, Fiat pour le salarié sous-traité). Surtout, « *la sous-traitance se traduit pour les salariés sous-traités par un allongement des horaires de travail,* indique P. Rème-Harnay. *En général, ces sous-traitants travaillent 9 heures par jour, soit 45 heures par semaine* ». Analyse confirmée sur le terrain. À 14 h 30, Sébastien a fini sa tournée, qui comprend entre 40 et 60 arrêts. Il prend la pause réglementaire de 30 minutes, puis rentre au dépôt sans encombre. Mais Tanjona, lui, doit effectuer entre 60 et 80 arrêts. Il ne peut se permettre de s'arrêter 30 minutes, même si la pause est obligatoire. Alors il triche, « *on nous l'a appris* », lâche-t-il. À de multiples reprises, il indique « *break* » alors qu'au volant de la fourgonnette, il file vers sa prochaine destination. À la fin de la tournée, au total, « *ça fait 30 minutes* », dit-il. À ce moment, il est déjà 17 heures. Depuis Paris, pour rejoindre l'entrepôt en pleine heure de pointe, il faut compter une bonne heure. Étranger, non syndiqué, Tanjona ne se plaint pas. Pas même quand des contretemps irréductibles (retards, « *undel* ») viennent amputer directement son salaire par le biais des « pénalités », son obsession de chaque instant. Imposées par la grande entreprise à la PME sous-traitantes, ces sanctions pécuniaires (qui s'appliquent aussi, entre autres, en cas de fourgonnette non lavée ou d'entorse à la tenue réglementaire…) sont répercutées par la PME à ses salariés. Et ce, en toute illégalité. Et pour cause : aux termes du contrat signé avec leur prestigieux donneur d'ordre, nombre de ces PME ne peuvent se permettre un respect scrupuleux du droit du travail. Certaines ne paient que partiellement les cotisations dues à l'Urssaf. D'autres ne déclarent qu'à mi-temps leurs salariés, payant le reste en liquide. La notion d'« heure supplémentaire », telle que prévue par le Code du travail, n'a pas cours pour Tanjona ni pour ses collègues « sous-traités ». Mais les chauffeurs sont maintenus « *sous l'emprise du donneur d'ordre par les pénalités, par le suivi en temps réel de la tournée* via *le scan, et par un système de notation post-livraison* », explique P. Rème-Harnay. Aux marges du droit, ces salariés fragiles paient le prix de la fluidité logistique.

> « EN GÉNÉRAL, LES SOUS-TRAITANTS TRAVAILLENT 9 HEURES PAR JOUR, SOIT 45 HEURES PAR SEMAINE. »
>
> **PÉTRONILLE RÈME-HARNAY**
> SPÉCIALISTE DE L'ÉCONOMIE DES TRANSPORTS À L'UNIVERSITÉ GUSTAVE-EIFFEL

ÈVE CHARRIN
Journaliste, auteure de *La Course ou la Ville*, Seuil, 2014.

❶ Prénom changé. Rencontré par l'autrice de ces lignes pour un reportage publié dans *Marianne*, « 24 heures avec Sébastien, chauffeur-livreur, la cinquantaine », 14 décembre 2018.

❷ Prénom changé. Rencontré par l'autrice de ces lignes pour un reportage publié dans *La Croix-L'Hebdo*, « Ma vie de livreur », 10 juin 2022.

❸ D'après le baromètre Médiamétrie-Fevad, décembre 2022.

❹ Service des données et études statistiques, « Données sociales du transport routier de marchandises », étude pour le ministère de la Transition écologique, mai 2022.

❺ Voir les travaux de Sophie Bernard et de Arthur Jan.

❻ Pétronille Rème-Harnay, « La sous-traitance dans les transports routiers de marchandises : une approche sous l'angle de la dépendance économique », Cnam, 2022.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

© FLASHPOP/GETTY

PSYCHOLOGIE
Les surdoués n'ont pas plus de troubles mentaux

Le fort intérêt médiatique pour les personnes à haut potentiel (HPI) a popularisé l'idée que les surdoués sont plus à risque de maladies et troubles mentaux, plusieurs études étant venues appuyer cette hypothèse. Un article paru dans *European Psychiatry* vient relancer ce débat, pointant les biais de beaucoup de ces travaux : échantillons de population étudiés très faibles ou biaisés. Ce dernier point est notamment évoqué pour les études prenant comme échantillons de population des membres de Mensa, une organisation regroupant uniquement des personnes possédant un quotient intellectuel (QI) très élevé.

L'appartenance à cette organisation suggère en effet une probabilité forte que les personnes ont passé des tests de QI dans un cadre médical en raison de troubles comportementaux. Pour avoir à la fois un large échantillon et éviter ces biais, les chercheurs se sont penchés sur les données de la biobanque britannique, une des plus grandes cohortes médicale au monde, en comparant la prévalence des troubles mentaux de plus de 16 000 personnes à haut QI à celles de plus de 236 000 ayant un QI dans la moyenne. Le résultat : les personnes à haut potentiel n'ont pas plus de troubles mentaux que la population générale, et seraient même moins touchées par les troubles anxieux et le syndrome de stress post-traumatique. Les seuls troubles – non psychiatriques – dont semblent souffrir davantage les personnes à haut QI sont certaines allergies et la myopie, sans que ces résultats, déjà présents dans d'autres études, soient complètement compris.

● **OLIVIER BORIES**

SOURCE

- Camille Williams *et al.*, « High intelligence is not associated with a greater propensity for mental health disorder », *European Psychiatry*, vol. LXVI, n° 1, novembre 2022.

SCIENCE
Les chercheurs en panne de créativité ?

L'époque des grandes découvertes scientifiques est-elle révolue ? C'est ce que suggère une étude de trois chercheurs états-uniens parue dans la revue *Nature*. À partir de 45 millions d'articles scientifiques et 3,9 millions de brevets, ils ont calculé un « indice de disruptivité » pour mesurer le caractère innovant d'une nouvelle parution. Si, cinq ans après publication, elle est souvent citée seule, sans mention des travaux antérieurs sur le même sujet, c'est qu'elle est particulièrement novatrice. Si, à l'inverse, l'article ou le brevet est mentionné parmi d'autres sur le même sujet, c'est qu'il vient consolider ou compléter ce qui avait été établi auparavant.

Entre 1945 et 2010, l'indice de « disruptivité » des articles de sciences sociales analysés a diminué de 92 %, et même de 100 % en physique. Constat similaire du côté des brevets, avec une chute de l'indice de 96 % entre 1980 et 2010 dans le domaine médical et de 94 % pour l'informatique et la communication.

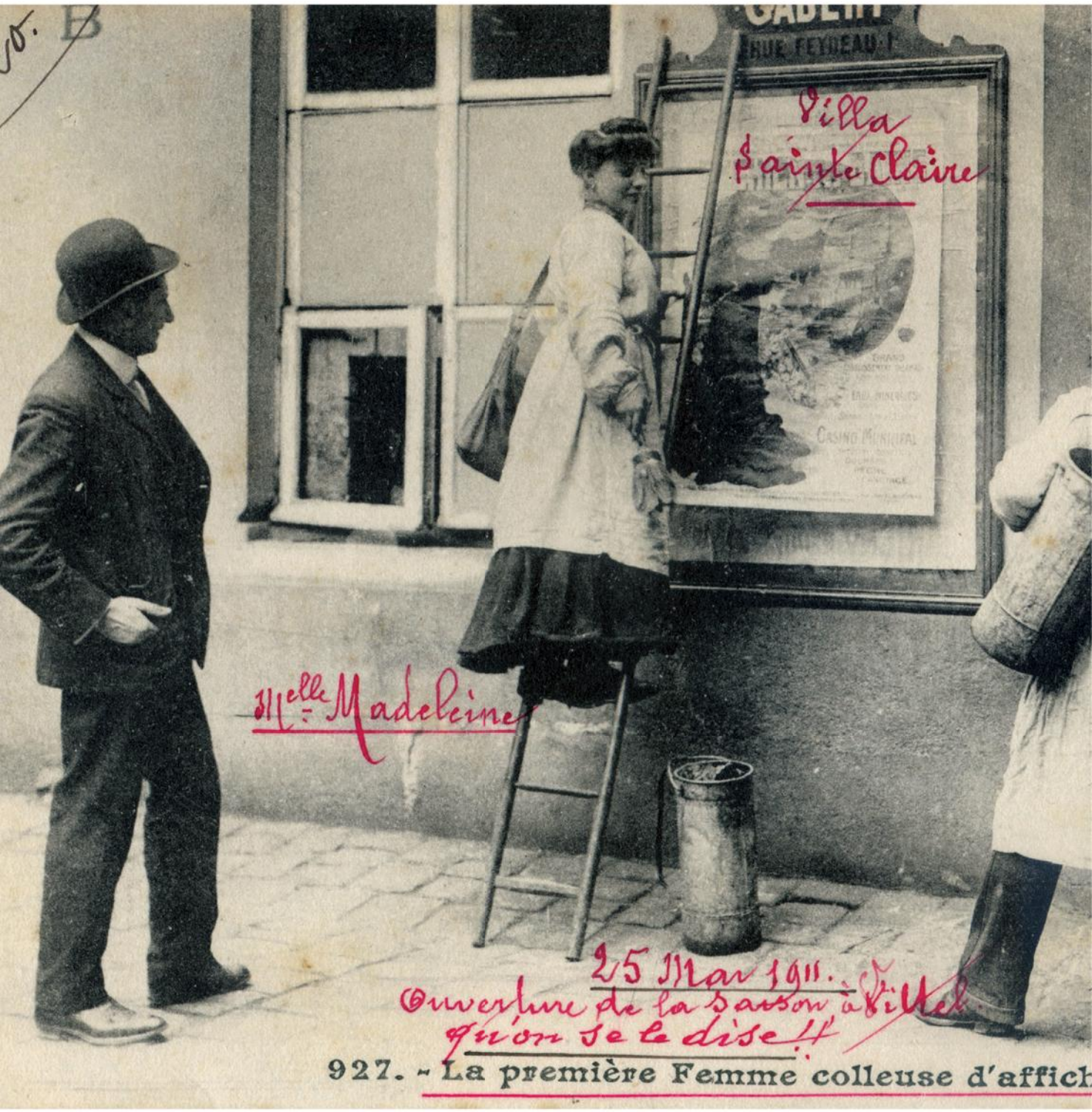
Comment l'expliquer ? Les auteurs pointent l'organisation des universités qui poussent à publier, au lieu de miser sur la qualité. Les chercheurs n'ont pas assez de temps pour se tenir informés de toutes les nouvelles publications et ont tendance à se référer à un petit nombre de travaux familiers et plus anciens. « *S'appuyer sur des tronçons de connaissances plus étroits profite aux carrières individuelles, mais pas au progrès scientifique en général* », résume l'étude, qui invite à davantage subventionner les congés sabbatiques de chercheurs. ● **ADÈLE CAILLETEAU**

SOURCE

- Michael Park, Erin Leahey et Russell Funk, « Papers and patents are becoming less disruptive over time », *Nature*, 4 janvier 2023.

© SYDA PRODUCTIONS/ADOBE

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM



Délivré à 353101 le 3/17/2023, 10:38:01 AM

© EDITEUR J.H./JULIETTE RENNES/EHESS

IMAGE DU MOIS

La colleuse d'affiches

Paris, 1911, l'une des premières colleuses d'affiches s'exécute sous les yeux de deux hommes. L'un exerce le même métier ; l'autre, un passant, observe cette femme perchée sur une échelle avec un air surpris et amusé.

Au début du 20e siècle, les cartes postales fleurissent. Alors que le tourisme se développe, les éditeurs veulent promouvoir Paris, la ville capitale. Les photographes immortalisent le pittoresque, en particulier les métiers de rue. Populaires, peu lucratifs et peu qualifiés, ils sont très majoritairement exercés par des hommes : affûteurs de scies, ramasseurs de crottes de chien, marchands de fleurs…

Certaines cartes postales pouvaient être tirées jusqu'à 100 000 exemplaires. Elles convenaient à un large public : une image, un court texte pour donner des nouvelles. L'ère de la communication de masse s'ouvre.

Pour rendre les clichés encore plus attractifs, certains photographes font appel à de jeunes et belles figurantes. Celles-ci remplacent les rares femmes qui travaillent dans la rue et sont souvent, en réalité, plus âgées. Quelques vraies pionnières apparaissent aussi, à l'instar de la petite dizaine de femmes cochères formées à Paris en 1907. La presse de l'époque ne leur consacre pas moins de 300 articles en l'espace de quelques mois. Cette notoriété est de courte durée : l'arrivée de la Grande Guerre évince des médias la question de la féminisation des métiers masculins.

Ces cartes postales témoignent d'un monde aujourd'hui disparu : la plupart de ces métiers ne sont plus. Pourtant, plus d'un siècle plus tard, ceux qui travaillent dans la rue demeurent toujours majoritairement des hommes : ouvriers du bâtiment ou des espaces publics, élagueurs, vigiles, livreurs, véhicules de transport avec chauffeur (VTC), éboueurs, vendeurs à la sauvette…

MAUD NAVARRE

Cette carte postale est l'une des 190 illustrations que l'historienne Juliette Rennes a utilisées pour étudier les représentations des femmes et des hommes dans la rue. Son livre *Métiers de rue. Observer le travail et le genre à Paris en 1900* a été publié aux éditions de l'EHESS en 2022. **M.N.**

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

POLITIQUE

Les parents penchent-ils à droite ?

Nul n'ignore l'ampleur des changements psychologiques et identitaires qui accompagnent l'entrée dans la parentalité, mais ceux-ci vont-ils jusqu'à impacter nos opinions politiques ? Telle est la question à laquelle s'est intéressée une équipe internationale de chercheurs en psychologie, qui ont tenté d'évaluer dans quelle mesure le fait d'être parent pouvait prédisposer à adopter des idées conservatrices. Sur le plan théorique, deux éléments appuient leur hypothèse : d'une part, il est solidement établi que la mission parentale requiert des comportements de protection, valorisant la stabilité et la sécurité. D'autre part, on peut remarquer que la plupart des mouvements politiques conservateurs se présentent comme des défenseurs des valeurs familiales. Mais ces convergences idéologiques se traduisent-elles en pratique ?

Pour le savoir, les chercheurs ont enquêté auprès de 2 610 adultes, parents ou non, issus de 10 pays. Ils les ont interrogés sur leurs opinions politiques, ainsi que sur leurs attitudes – de protection, de soin, de tendresse – à l'égard des jeunes enfants. Leurs résultats mettent en lumière une élévation statistiquement significative du niveau de conservatisme social – incluant l'attachement au mariage, à la sécurité militaire et nationale, au patriotisme, ou encore une réprobation de l'avortement et du divorce – non seulement dans le sous-groupe des parents, mais aussi chez les personnes les plus fortement impliquées par les soins aux enfants, quel que soit leur statut familial.

Constatée chez les hommes comme chez les femmes, cette corrélation se retrouve en outre dans l'ensemble des pays étudiés. Pourrait-il s'agir d'un phénomène universel ? Peut-être, affirment les chercheurs, qui ont soumis leurs hypothèses aux données de l'enquête internationale World Values Survey récoltées entre 1980 et 2020 et constaté la validité de leurs conclusions dans 78 des 88 pays participants, faisant de la parentalité le premier facteur explicatif de l'augmentation des niveaux de conservatisme au cours de la vie. ● **BÉATRICE KAMMERER**

SOURCE

- Nicholas Kerry *et al.*, « Experimental and cross-cultural evidence that parenthood and parental care motives increase social conservatism », *Proceeding of the Royal Society B. Biological sciences*, 14 septembre 2022.

© PETER DAZELEY/GETTY

© WILLIE B. THOMAS/GETTY

ÉCOLE

Les garçons sous-notés ?

Dans les pays occidentaux, les filles sont généralement considérées comme meilleures élèves que les garçons, mais se pourrait-il que cette représentation découle en partie de biais dans la notation des enseignants ? Oui, répondent deux sociologues, qui ont exploité les données du programme national d'évaluation italien de 38 957 élèves âgés de 15-16 ans. En analysant les performances des adolescents à ce test standardisé et anonyme, et en les confrontant aux résultats obtenus en classe, ils ont montré qu'à compétences égales, les filles recevaient en moyenne des notes supérieures d'environ 0,4 point (sur 10) à celles des garçons. Soit un écart suffisant pour perturber l'analyse des différences de genre : alors qu'aux évaluations nationales, les performances des filles apparaissent en moyenne supérieures à celles des garçons en littérature et inférieures en mathématiques, en classe, au contraire, elles les surpassent dans toutes les matières.

Pour les chercheurs, ce phénomène n'aurait rien de marginal : leurs analyses révèlent que ce biais de notation se retrouve autant chez les enseignants masculins que féminins, expérimentés ou novices. Il pourrait s'expliquer par l'attitude scolaire des filles – souvent plus attentives et appliquées – que les enseignants récompenseraient indirectement. ● **B.K.**

SOURCE

- Ilaria Lievore et Moris Triventi, « Do teacher and classroom characteristics affect the way in which girls and boys are graded ? A multilevel analysis of student-teacher matched data », *British Journal of Sociology of Education*, vol. XLIV, n° 1, 2022.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

CLIMAT
Des manuels à la traîne

Depuis les premiers consensus scientifiques sur le réchauffement climatique dans les années 1970, les manuels universitaires de biologie ont intégré l'étude de ce problème à leurs contenus. Mais la place qui lui est accordée est-elle proportionnelle à la montée des préoccupations sociales et scientifiques que suscite la crise climatique ? Loin de là, estiment deux chercheurs américains qui ont analysé le contenu de 57 manuels publiés aux États-Unis entre 1970 et 2019 (et dont les traductions ont été diffusées dans la majorité des pays). Si leurs résultats confirment une augmentation globale du volume de texte référant à ce thème, cette progression apparaît en net ralentissement depuis le début des années 2010, ce qui contraste avec la très forte croissance des publications scientifiques.

De surcroît, la part consacrée au changement climatique reste très modeste : au mieux 0,3 % de l'ensemble des contenus des manuels. Parallèlement, les chercheurs notent une tendance à la relégation de ce thème en toute fin d'ouvrage. L'évolution de ces contenus est aussi qualitative : aujourd'hui principalement centrés sur les conséquences dramatiques du réchauffement climatique, les manuels évoquent bien moins souvent que dans les années 1990 les solutions concrètes à mettre en œuvre. Un choix qui, loin de rassurer les jeunes, pourrait au contraire accroître leur sentiment d'impuissance.

● **B.K.**

SOURCE

• Rabiya Arif Ansari et Jennifer Landin, « Coverage of climate change in introductory biology textbooks, 1970–2019 », *PLoS One*, vol. XVII, n° 12, décembre 2022.

© CHRISTIAN CHARISIUS/ALLIANCE/GETTY

Greta Thunberg lors d'une manifestation à Hambourg en février 2020.

JEUNESSE
Un effet Greta Thunberg

N'en déplaise à ses détracteurs, Greta Thunberg a bel et bien eu un effet sur l'engagement des jeunes en matière de changement climatique. C'est le résultat auquel est parvenue une équipe de sociologues à l'issue d'une vaste enquête menée auprès de 1 571 jeunes Suédois entre 2017 et 2021. Une conclusion d'autant plus surprenante que les scientifiques n'avaient initialement pas l'intention d'axer leurs recherches sur ce sujet, mais sur ce que pensaient plus généralement les jeunes de leur époque et ce qui les inspirait. L'enquête a pourtant montré un changement clair dans les réponses à l'automne 2019, lorsque Greta Thunberg a reçu une large attention des médias, et que le mouvement Fridays for future s'est propagé avec des grèves scolaires dans plusieurs pays.

« *Les jeunes mentionnaient spontanément Greta Thunberg et l'importance de prendre en compte les problèmes climatiques. Ils commençaient à s'inquiéter du fait qu'il fallait trouver d'autres façons de gérer la société. Après 2019, ils ont abordé ce sujet d'une façon plus systématique. Les réponses de 2017 étaient moins détaillées* », explique Jan Frode Haugseth, un des auteurs de la recherche. Les chercheurs n'excluent cependant pas que l'attention accrue des médias aux questions climatiques ait également pu influencer la conscience des jeunes autour du sujet, et ce sans l'influence de G. Thunberg. Toutefois, cette dernière a marqué les jeunes bien davantage que le Giec a réussi à le faire : aucun des jeunes ne mentionne en effet les rapports du groupe de scientifiques dans ses réponses à l'enquête.

● **EMMANUELLE PICAUD**

SOURCE

• Jan Frode Haugseth et Eli Smeplass, « The Greta Thunberg Effect. A study of Norwegian youth's reflexivity on climate change », *Sociology*, novembre 2022.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

© MEDITERRANEAN/GETTY

DÉMOGRAPHIE
Le *boom* des centenaires

La probabilité de vivre centenaire n'a jamais été aussi élevée. Alors qu'ils n'étaient qu'une centaine en 1900 et 27 500 en 2021, une récente étude de l'Ined estime qu'ils pourraient représenter, d'ici 2060, une population de près de 200 000 individus, soit sept fois plus qu'aujourd'hui ! Atteindre cet âge semblait pourtant difficilement pensable il y a à peine trois cents ans : à la fin du 17e siècle, le biologiste Buffon estimait en effet qu'une personne bien portante, qui n'aurait subi aucun accident ni souffert d'aucune maladie pourrait vivre cent ans, mais pas davantage…

Comment expliquer un tel allongement de l'espérance de vie ? L'amélioration des conditions de vie et les progrès de la médecine ont pu repousser l'espérance de vie humaine jusqu'à 110 ans, voire 120 ans pour quelques rares élus. Depuis les années 1980, une nouvelle classe d'âge est d'ailleurs devenue une réalité statistique : celle des « supercentenaires », c'est-à-dire ceux qui ont fêté leur 110e anniversaire. Cette tendance pose à nouveau la question de la limite de la longévité humaine.

Désormais, certains scientifiques n'excluent plus que des êtres humains puissent vivre jusqu'à 150 ans, voire davantage. Nos connaissances progressent dans les domaines de la génétique et du mécanisme de vieillissement, permettant ainsi de ralentir les processus biologiques. Pour l'heure, l'allongement de l'espérance de vie semble surtout lié au fait que davantage de personnes atteignent des âges élevés, indique l'Ined. Rien ne prouve ainsi que la limite extrême de la vie humaine physiologique (115, 120, 125 ans…) serait à nouveau en train de bouger. ● **E.P.**

SOURCE
- Institut national d'études démographiques, « Nombre de centenaires. Évolution et projection, données France métropolitaine », janvier 2023. www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/structure-population/centenaires/

SOCIÉTÉ
Ultramoderne solitude

En France, une personne sur cinq déclare se sentir seule. C'est le résultat de l'étude du Crédoc parue en janvier 2023. L'isolement social peut être déclenché par des événements de vie : contexte de séparation ou de divorce, maladie de longue durée, précarité… Mais cet isolement, objectivement mesurable (des individus sans contact de visu avec au moins un des réseaux de sociabilité), est distinct du sentiment de solitude, plus subjectif, qui repose sur les déclarations des enquêtés. Fait étonnant, ce ne sont pas toujours les personnes objectivement isolées qui déclarent le plus leur sentiment de solitude, même si les deux peuvent se recouper. Les auteurs de l'étude insistent notamment sur la qualité des relations perçues qui joue sur le sentiment d'être seul… ou pas.

Malgré des politiques publiques et un secteur associatif engagé à lutter contre la fragilisation des liens sociaux, le chiffre du nombre de personnes souffrant d'un sentiment de solitude est stable depuis plusieurs années, au même niveau qu'avant la crise sanitaire. Le milieu associatif est lui-même très fragmenté. L'étude explore les pistes pour rendre ces politiques plus efficientes, notamment en encourageant les pratiques interprofessionnelles entre les acteurs sociaux et une meilleure coordination des différents acteurs engagés sur le terrain. Elle encourage aussi à combattre les préjugés liés à la solitude et à produire de la connaissance pour mieux comprendre le phénomène.

● **CHLOÉ RÉBILLARD**

SOURCE
- Hadrian Riffaut, Séverine Dessajan, Delphine Saurier, Sandra Hoibian et Solen Berhuet, rapport « Solitudes 2022. Regards sur les fragilités relationnelles », Crédoc, janvier 2023.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

ARCHÉOLOGIE
Le secret du béton romain

Il y a longtemps qu'on s'interrogeait sur le secret du béton romain. Comment expliquer une telle durabilité ? On pensait que celle-ci était due à la pouzzolane, qui provient des scories volcaniques et qu'on trouve en abondance en Italie. Mais une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (États-Unis) et de l'Istituto Meccanica dei Materiali (Grancia, Suisse) aurait enfin trouvé l'ingrédient mystère : de la chaux vive. Celle-ci, lors du mélange, formerait de petits fragments de carbonate de calcium qui permettraient, lors d'une infiltration d'eau, de former une solution colmatant les fissures. Voici donc le secret du béton romain : il s'autorépare ! ● **VINCENT CAPDEPUY**

SOURCE

• Linda Seymour *et al.*, « Hot mixing. Mechanistic insights into the durability of ancient Roman concrete », *Sciences Advances*, vol. IX, n° 1, 2023.

DÉCOUVERTE
Un sourire de façade

Une noble mayennaise, morte au 17e siècle la soixantaine passée, a souffert le martyre pour rester belle. Elle grinçait des dents et ne se les brossait pas correctement, si bien qu'elles devinrent branlantes. Craignant de perdre le charme de son sourire, elle les a donc fait ligaturer par des fils d'or. Les chirurgiens ont quand même dû en percer certaines pour mieux les resserrer ; une autre, déjà tombée, fut remplacée par une prothèse en ivoire. Mais comment savons-nous cela ?

Les indiscrets sont les archéologues qui ont examiné les mâchoires sur sa dépouille, enterrée au château de Laval. Grâce à des techniques innovantes, ils nous révèlent les souffrances et les angoisses d'Anne d'Alègre, qui avait les moyens de préserver sa beauté. Heureusement pour elle, la Mayenne, patrie d'Ambroise Paré, fondateur de la chirurgie moderne, comptait aussi d'habiles dentistes.

● **ROMAIN PIGEAUD**

SOURCE

• Rozenn Colleter *et al.*, « Dental care of Anne d'Alègre (1565–1619, Laval, France). Between therapeutic reason and aesthetic evidence, the place of the social and the medical in the care in modern period », *Journal of Archaeological Science : Reports*, janvier 2023.

© ROZENN COLLETER/INRAP

M. DEIBLER, LE BOURREAU DE PARIS

© DR

HISTOIRE
Les états d'âme du bourreau

Après avoir exercé vingt ans comme bourreau, on raconte que le troisième exécuteur national Louis Deibler est devenu hématophobe. Sa peur du sang l'empêchant de faire son travail, il démissionne en 1898. C'est son fils Anatole Deibler qui prend la relève et tient au cours de ses quarante ans de carrière des carnets d'exécution, grâce auxquels l'historienne Anne Carol interroge : pour être un bon bourreau, faut-il être insensible ?

Avec la plus grande rigueur, Anatole Deibler a consigné les 395 exécutions dont il a été chargé : état civil du condamné, crime commis, date et lieu d'exécution, conditions météorologiques… Une partie des annotations semble être recopiée de la presse, dans le but de construire une image négative du condamné pour mettre l'homme à distance et légitimer l'acte à venir. Ces passages sont bien écrits, sans faute, au stylo. Un travail bureaucratique qui « *dénote une volonté de cantonner l'activité du scripteur dans les balises d'une pratique routinière, répétitive, banale* », selon A. Carol.

D'autres passages, qui décrivent la dernière séquence de l'exécution, sont parfois rajoutés au crayon, dans une langue bancale. Ce mélange des genres relie les deux vies d'A. Deibler, d'homme et de bourreau. Ses émotions y transparaissent surtout quand il relate des ratés : en 1939 par exemple, un condamné a eu « *la tête tranchée de travers, le menton fortement entamé* ». « *Incapacité de l'aide* » est entouré et souligné en rouge. Le signe, selon l'historienne, que ce qui compte pour le bourreau, c'est le travail bien fait. ● **ADÈLE CAILLETEAU**

SOURCE

• Anne Carol, « Insensible, le bourreau ? Les carnets d'Anatole Deibler (1885-1939) », *Sensibilités*, n° 11, 2022/1.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

© SAMUËL BERTHET

● **FABIEN TRÉCOURT**
JOURNALISTE,
IDÉES, CULTURE, SOCIÉTÉ

CULTURE POP

Le hip-hop, c'est chic ?

L'année dernière, les artistes ayant vendu le plus d'albums en France étaient tous des rappeurs : Orelsan, Ninho, Gazo, Jul ou encore Lomepal trustent le top 10, ne concédant que trois places à des artistes pop (Stromae, Angèle et Clara Luciani). Les musiques hip-hop se sont démocratisées et gentrifiées depuis leur émergence dans les années 1980 ; plus d'une personne sur trois en écoute aujourd'hui. Mais sont-elles valorisées comme des œuvres d'art à part entière ? Rien n'est moins sûr, tempèrent les sociologues Karim Hammou et Marie Sonnette-Manouguian : « *Le rap peut encore nourrir peurs et fantasmes, être au cœur de formes d'illégitimation artistique, culturelle ou politique.* »

En règle générale, une nouvelle pratique artistique passe par trois étapes avant d'être légitimée : elle est investie par des groupes sociaux (le public, des artistes…) ; elle s'impose dans le champ social et politique (même des personnes qui n'écoutent pas de hip-hop en ont entendu parler, ont une opinion…) ; enfin, elle accède au statut de patrimoine devant être conservé et valorisé. Or ce schéma – classique en sociologie de la culture – est « *particulièrement déstabilisé* » dans le cas du hip-hop.

D'une part, l'investissement des groupes sociaux est fortement marqué par des frontières de classe. Les catégories moyennes et supérieures, les plus prescriptives dans le secteur culturel, valorisent des artistes qui leur ressemblent comme Orelsan et Lomepal, tandis que les rappeurs appréciés des classes populaires – Booba, Jul, PNL – restent souvent frappés « *d'indignité culturelle* ».

D'autre part, les politiques publiques ont peu soutenu les musiques hip-hop avant les années 2000 et surtout 2010. Cet investissement tardif a notamment été entravé par un processus d'« *illégitimisation politique et juridique* » : au fil de controverses et de procès, le rap a régulièrement été associé à la violence (verbale, physique…), à une haine de la République et de la France, ou encore au « problème des banlieues ».

Enfin, un mouvement de patrimonialisation semble certes entamé pour les rappeurs des années 1980-1990, comme l'illustre le récent succès d'une série consacrée au groupe NTM sur Arte, *Le Monde de demain* (2022). Pour autant, il semble impossible de dire s'il se poursuivra pour les artistes actuels. « *Les étiquettes "rap" ou "hip-hop" paraissent bénéficier d'une valeur sociale plus versatile que jamais* », et le monde de demain reste à écrire. ●

SOURCE

• Karim Hammou et Marie Sonnette-Manouguian (dir.), *40 ans de musiques hip-hop en France*, Presses de Sciences Po/ministère de la Culture, 2022.

© RINDOFF/CHARRIAU/GETTY

Le rappeur Orelsan lors de la Fashion Week de Paris en octobre 2019.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

ENJEU

PHOBIE SOCIALE, L'ÉPIDÉMIE ?

© STEPHANE CARDINALE/CORBIS/GETTY

Les cas d'anxiété sociale, de phobie scolaire et d'agoraphobie sont en forte hausse depuis la pandémie de covid-19. Comment l'expliquer ? Les causes sont-elles individuelles ou sociales ? Et comment prendre en charge la souffrance psychique des personnes concernées ?

MARC OLANO

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

Imaginez qu'en rentrant dans cette salle, vous vous aperceviez soudain que vous êtes tout nu. Imaginez bien ce que vous ressentiriez alors... Sans doute de la gêne, de la honte. Que feriez-vous ? Chercheriez-vous à fuir, à vous dérober au regard des gens ? Et si vous deviez rencontrer à nouveau les personnes vous ayant vu ainsi, dans quelles dispositions seriez-vous ? [1] » C'est avec ces mots poignants, prononcés au Congrès mondial de psychiatrie à Rio de Janeiro, que la présidente de l'Association américaine des troubles anxieux a tenté d'expliquer à son auditoire ce que pouvait ressentir une personne souffrant d'anxiété sociale. Un sentiment d'être à nu, totalement désarmé et vulnérable dans des contextes les plus banals parfois, comme en témoigne une patiente : « *J'ai peur de tout. Peur du regard des gens dans la rue, peur de rentrer dans la boulangerie acheter du pain, peur de croiser un voisin dans l'escalier, peur de décrocher le téléphone sans savoir qui m'appelle, peur de prendre la parole en réunion, peur d'y assister tout simplement, peur de rencontrer des gens qui me plaisent, car j'ai peur de ne pas leur plaire* [2]. »

La phobie sociale est bien plus que la simple timidité. C'est une peur qui paralyse, qui empêche de penser, de s'affirmer, d'agir. L'intensité des émotions fait la différence : quelqu'un qui a le trac avant un oral peut se sentir stimulé tout autant qu'angoissé alors que chez le phobique, la peur est telle qu'elle empêche toute action. Ces dernières années, les consultations chez les psychiatres et psychologues pour ce type de mal-être sont en hausse. S'agit-il donc d'une pathologie de la modernité, une forme d'inadéquation de notre psychisme aux exigences d'une société de plus en plus compétitive et individualiste ? Ou bien de comportements passagers, dont la classification en tant que pathologie mentale serait sujette à caution ?

DES FORMES DE RETRAIT PLUS ALARMANTES

« *Nous ne pouvons affirmer avec certitude que les situations de phobie sociale soient plus nombreuses aujourd'hui, mais ceux qui sont concernés présentent des formes de plus en plus graves* », affirme Antoine Pelissolo, coauteur de *La Nouvelle Peur des autres* (2023), réédition d'un livre écrit à l'origine par Christophe André et Patrick Légeron en 1995, date à laquelle on parlait encore peu de phobie sociale. Depuis les années 2000, les cas de phobies scolaires (ou refus scolaire anxieux) se sont multipliés. De plus en plus d'adolescents refusent de se rendre dans leur établissement scolaire, demandent des cours par correspondance, s'enferment dans leur chambre et trouvent refuge dans un monde virtuel. Au Japon, des centaines de milliers d'adolescents et jeunes adultes, appelés « *hikikomori* », vivent coupés du monde, souvent entourés de jeux vidéo et d'écrans, et ne sortent jamais de chez eux. Il semblerait que ce phénomène ne soit pas une exception japonaise, puisqu'on trouve des profils similaires dans nombre de pays occidentaux. Avec le covid, le phénomène a franchi un nouveau palier. Les cours à distance, le masque dans les lieux publics, l'interdiction de sortir ont été souvent très bien vécus par les anxieux. Si bien que le retour aux habitudes antérieures a été douloureux.

Dans l'histoire de la psychologie, le concept de phobie sociale apparaît seulement très récemment avec les travaux du psychiatre britannique Isaac Marks dans les années 1970.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

© DAVID SACKS/GETTY

La phobie sociale et l'évitement causent une détresse importante et impactent les relations sociales et professionnelles de la personne.

Le manuel psychiatrique américain *DSM-3* en définit ses critères diagnostiques en 1980. C'est une peur persistante (depuis au moins 6 mois) à propos d'une ou de plusieurs situations sociales dans lesquelles la personne peut être observée par des tiers (par exemple manger à la cantine, faire un exposé devant un auditoire, aller à la rencontre d'une personne inconnue…). Cette peur et l'évitement causent une détresse importante et impactent les relations sociales et professionnelles de la personne ❸. La plupart des phobies sociales débuteraient avant l'âge de 20 ans et seraient le plus souvent stables et chroniques. D'où l'importance d'une prise en charge précoce et efficace *(encadré ci-contre)*.

UN DÉSÉQUILIBRE BIOLOGIQUE ?

D'où nous vient cette peur des relations sociales ? On peut analyser le phénomène à travers trois angles différents : biologique, psychologique et social.

Selon le psychologue américain Jerome Kagan ❹, il existerait une prédisposition génétique à l'anxiété. Certains enfants seraient, dès la naissance, plus anxieux et timides que les autres. D'un point de vue fonctionnel, leur amygdale (noyau cérébral impliqué dans l'évaluation émotionnelle des *stimuli*) réagit plus fortement lorsqu'ils sont confrontés à des situations inhabituelles. Mais cela ne veut pas dire qu'ils deviendront forcément des phobiques sociaux. Beaucoup d'autres facteurs entrent en ligne de compte au cours de l'enfance, comme le lien d'attachement avec leurs parents ou encore le contexte éducatif dans lequel ils grandissent.

Une découverte neurobiologique essentielle fut celle de l'implication d'un neurotransmetteur, la sérotonine, dans ce trouble. Cette molécule joue un rôle clé dans la régulation de l'humeur. Certains antidépresseurs dits « inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine », comme le Prozac ou le Zoloft, permettent de réguler l'équilibre de ce neuromodulateur dans le cerveau. Ils seraient efficaces dans le traitement de l'anxiété sociale. La mise sur le marché de ces nouveaux traitements à la fin des années 1990 coïncide avec la popularisation des phobies sociales, et déclenche alors une controverse. Ses détracteurs reprochent à l'in-

CONTRE-POINT
ET SI LA PEUR ÉTAIT UN ATOUT ?

D'un point de vue somatique, les réactions de peur sont des réflexes physiologiques face à une menace. L'accélération du rythme cardiaque et de la respiration, la dilatation des vaisseaux sanguins pour mieux irriguer les muscles ou encore la sécrétion d'adrénaline préparent le corps à combattre ou à fuir. Ces fonctions auraient été conservées au fil de l'évolution, car propices à la survie.

Selon une autre hypothèse de la psychologie évolutionniste, d'autres réactions défensives, comme le rougissement, auraient eu des vertus apaisantes en situation de conflit, car donnant à l'adversaire un signal pacifique et une prédisposition à vouloir éviter le combat ❶.

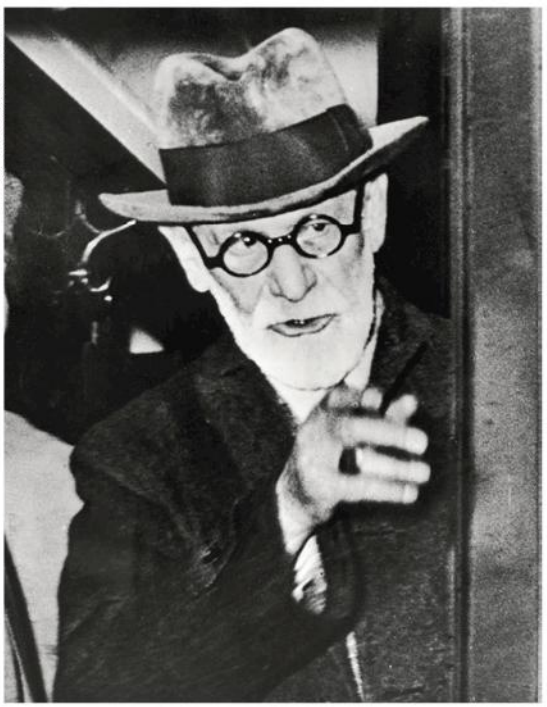
D'un point de vue historique, les réactions anxieuses seraient donc des réflexes qui pourraient avoir leur utilité. Encore aujourd'hui, les artistes, les orateurs ou les sportifs témoignent souvent des bienfaits de manifestations anxieuses avant une prestation : en mettant leur esprit en alerte, elles sont susceptibles de booster leur performance. ● M.O.

❶ Corine Dijk *et al.*, « The remedial value of blushing in the context of transgressions and mishaps », *Emotion*, vol. IX, n° 2, avril 2009.

SOURCE

- *La Nouvelle Peur des autres. Trac, timidité et phobie sociale* Christophe André *et al.*, Odile Jacob, 2023.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM



© IMAGNO/BRANSTAETTER/GETTY

Sigmund Freud quittant Vienne en 1938.

Être seul responsable de sa vie est parfois lourd à porter, et l'excès d'autonomie individuelle se retourne parfois en pathologies narcissiques.

dustrie pharmaceutique de vouloir créer toujours de nouvelles maladies dans une optique commerciale. Mais ces traitements semblent bel et bien avoir des effets bénéfiques sur certains phobiques ❺.

DÉFENSE PSYCHIQUE

À l'origine, le terme « phobie » renvoie à l'aversion envers une chose identifiée, comme la phobie des araignées ou la phobie du vide. Pour le fondateur de la psychanalyse Sigmund Freud, elle constitue une forme de déplacement d'une angoisse primaire qui se cristallise sur un objet précis. Ainsi, il analyse la phobie des chevaux du petit Hans de 5 ans comme un détournement d'une peur associée à son père qui travaille avec ces chevaux. Une autre hypothèse avancée par Freud concerne le lien mère-enfant. La phobie traduirait l'angoisse de séparation du petit avec sa mère ; elle serait souvent en lien avec une mère surprotectrice et un père absent. Pour la psychanalyse, la phobie est une manière de canaliser l'angoisse en la centrant sur un objet. Et donc, en soi, une tentative de guérison ! Supprimer une phobie sans traiter la problématique de fond risquerait de recréer un déséquilibre avec une peur qui pourrait se déplacer sur autre chose. Aujourd'hui, on préfère le terme « anxiété sociale » à « phobie », car il décrit mieux cette peur diffuse pouvant englober des situations très variées : peur de rougir, de manger en public, de participer à un cours de sport, de bavarder avec un inconnu, de donner son avis au sein d'un groupe d'amis...

La psychologie cognitivo-comportementale dont un des fondateurs fut le psychologue américain Burrhus Skinner pose une autre hypothèse : les phobies seraient des mécanismes comportementaux, avec des schémas de pensées appris et répétés depuis l'enfance. Des modèles éducatifs trop intrusifs, marqués par l'hypercontrôle, trop rigides ou dévalorisants pourraient participer à instaurer cette peur d'aller vers les autres et pousser vers ce type de réactions extrêmes. Des vécus traumatiques plus ou moins graves, comme une humiliation en public, des moqueries ou du harcèlement scolaire, en seraient également fréquemment à l'origine. La phobie s'entretient par des comportements d'évitement. Pour ne pas avoir peur, on évite de s'exposer. Ce qui, en retour, renforce la peur. Des mécanismes de pensées perpétuent ce cercle vicieux : l'anticipation anxieuse avant l'évènement (« *je ne vais jamais y arriver* », « *je ne sais pas quoi dire* »), la focalisation sur soi pendant la situation anxieuse qui empêche d'être pertinent dans ses réflexions (« *ils ont repéré mes tremblements* », « *ils me trouvent ennuyeux* »), et enfin, les sentiments de honte après coup (« *j'ai été ridicule, je ne mérite pas d'être leur ami* »...).

EN INADÉQUATION AVEC LE MONDE MODERNE ?

Au-delà des facteurs psychiques individuels, l'évolution de notre société est parfois pointée du doigt. « *Il y a une pression à être performant et à s'exposer de plus en plus forte aujourd'hui. Or, l'anxiété sociale va souvent de pair avec l'appréhension d'une évaluation par autrui* », affirme A. Pelissolo. Les nouveaux médias incitent à se mettre en scène et à montrer une bonne image de soi sur les photos ou dans les vidéos, aller à la pêche aux *likes*. Cette compétition permanente laisse sur le bord tous ceux qui ne se sentent pas à la hauteur, et qui peuvent alors avoir tendance à s'isoler. Pour la psychanalyste Sophie Braun, auteure de *La Tentation du repli* (2021), « *une bonne image de soi a besoin d'être en permanence nourrie. Quand ce n'est pas le cas, il y a souffrance. Nous vivons peut-être ce moment où Narcisse se*

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 1:23:03 PM

THÉRAPIE
COMMENT SOIGNER L'ANXIÉTÉ SOCIALE ?

Il existe plusieurs options thérapeutiques face à l'anxiété sociale.
Les thérapies comportementales et cognitives (TCC) travaillent notamment la restructuration cognitive (transformer les pensées négatives et anticipations anxieuses en éléments réalistes et objectifs), l'affirmation de soi, le renforcement de l'estime de soi et la désensibilisation *via* l'exposition progressive aux situations anxiogènes.
Les thérapeutes d'inspiration analytiques tentent davantage de comprendre le sens profond des réactions anxieuses et d'établir des liens avec l'histoire de la personne.
Les thérapies de groupe s'appuient sur l'émulation collective et l'entraide par des pairs rencontrant les mêmes difficultés.
Les thérapies psychocorporelles, telles que la méditation de pleine conscience, la sophrologie ou le yoga, proposent de passer par la détente corporelle pour ramener l'esprit vers plus de sérénité.
En seconde intention, quand la thérapie à elle seule ne suffit pas à apaiser l'anxiété, des traitements anxiolytiques ou antidépresseurs sont parfois nécessaires. Une vaste analyse des données de la recherche sur différentes interventions et traitements de l'anxiété sociale publiée dans la revue *The Lancet* en 2014 conclut sur une meilleure efficacité des thérapies cognitives et comportementales dans le traitement de l'anxiété sociale.
Pour ce qui est des interventions médicamenteuses, les inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine (antidépresseurs) seraient les plus efficaces pour traiter l'anxiété sociale.

M.O.

SOURCE
- « Psychological and pharmacological interventions for social anxiety disorder in adults. A systematic review and network meta-analysis »
Evan Mayo-Wilson *et al.*, *The Lancet Psychiatry*, vol. I, n° 5, octobre 2014.

© FIORDALISO/GETTY

noie en regardant son propre reflet dans l'eau. Les jeunes avec une phobie sociale sont des lanceurs d'alerte qui nous avertissent d'un véritable danger : la perte de sens de la relation. » Ce qui pouvait faire corps auparavant tend parfois à devenir fragile, friable. « *Les communautés d'appartenances, qu'elles soient familiales, locales ou religieuses, sont de moins en moins présentes et solides* », affirme A. Pelissolo. Pour S. Braun, « *le déclin des institutions et du patriarcat élargit les champs des libertés. Elle crée une nécessité croissante de se situer et de se construire individuellement.* » Mais être seul responsable de sa vie est parfois lourd à porter, et l'excès d'autonomie individuelle se retourne parfois en pathologies narcissiques. Produits de la modernité, les troubles anxieux en font partie, soutient Alain Ehrenberg. Pour ce sociologue, nous sommes entrés « *dans un type de socialité où chacun doit être l'agent de son propre changement* ». L'autonomie, les compétences relationnelles, l'estime de soi, la performance sont devenues des valeurs centrales. « *Tout ce qui concerne la subjectivité individuelle, les affects, les émotions, la vie psychique, voire la vie cérébrale, est passé au centre de la vie sociale* ❻. » En privilégiant la claustration, les phobiques sociaux refusent en quelque sorte cette règle du jeu contemporaine : ils soustraient leur personnalité au jugement social. Mais ce qui peut aider, pour un temps court, à reprendre son souffle, peut devenir pathologique dans la durée. On ne se soustrait pas du monde sans danger. Comme le disait si bien le pédiatre anglais Donald Winnicott : « *Se cacher est un plaisir, ne pas être trouvé une catastrophe* ❼. »

MARC OLANO

❶ Cité par Christophe André *et al.*, *La Nouvelle Peur des autres. Trac, timidité et phobie sociale*, Odile Jacob, 2023.
❷ *Op. cit.*
❸ American Psychiatric Association, *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*, 5e éd., 2015.
❹ Jerome Kagan, *La Part de l'inné*, Bayard, 2000.
❺ Evan Mayo-Wilson *et al.*, « Psychological and pharmacological interventions for social anxiety disorder in adults. A systematic review and network meta-analysis », *The Lancet Psychiatry*, vol. I, n° 5, octobre 2014.
❻ Alain Ehrenberg, « France-États-Unis, deux conceptions de l'autonomie », *Sciences Humaines*, n° 220, novembre 2010.
❼ Donald Winnicott, *Jeu et réalité. L'espace potentiel*, 1971, rééd. Gallimard, coll. « Folio », 2002.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

SERHII PLOKHY
UKRAINE, LE RETOUR DE L'HISTOIRE

Un an après le début de l'invasion russe, l'historien ukrainо-américain Serhii Plokhy raconte l'histoire millénaire des relations entre Moscou et Kiev. Et décèle dans la guerre un prolongement de l'effondrement de l'Union soviétique..

© STEVEN MAYALAMY

BIOGRAPHIE
Serhii Plokhy est historien et professeur d'histoire ukrainienne et de l'Europe de l'Est à l'université de Harvard. Il vient de publier *Aux portes de l'Europe. Histoire de l'Ukraine* (Gallimard, 2022).

À Harvard, où il enseigne depuis 2007, l'historien ukrainо-américain Serhii Plokhy occupe une chaire au nom de Mykhaïlo Hrouchevsky (1866-1934). Auteur d'une synthèse majeure de l'histoire de son pays, ce prestigieux devancier fut aussi président de la République populaire ukrainienne en 1917 et 1918, preuve que le récit historique a joué un grand rôle dans le projet national ukrainien.

Auteur depuis vingt ans de nombreux ouvrages sur la région, Serhii Plokhy a connu sa première traduction française, *Aux portes de l'Europe. Histoire de l'Ukraine*. Un an après le début de l'invasion russe, le 24 février 2022, il vient d'achever un essai sur le sujet, *The Russo-Ukrainian War. The return of history*, dont son éditeur français, Gallimard, publiera la traduction.

Votre nouveau livre sur la guerre russo-ukrainienne est sous-titré « Le retour de l'histoire ». Qu'entendez-vous par là ?

En 1991, quand l'Union soviétique s'est effondrée, on craignait un conflit militaire majeur, une répétition de ce qui se passait en Yougoslavie. On a pourtant évité ce scénario. Ce qui se produit aujourd'hui, selon moi, est un « retour de l'histoire » : la Russie s'inscrit dans les pas d'autres empires qui se sont effondrés et ont tenté, au prix de guerres, de contrecarrer les proclamations d'indépendance de colonies ou de périphéries. Après la Seconde Guerre mondiale, le retrait de la France de ses anciennes possessions impériales, par exemple, a été tout sauf pacifique.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

Le monde entier a pleinement pris conscience du conflit avec l'invasion de février 2022. Auparavant, il y avait eu l'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass en 2014, précédées de signes avant-coureurs. Quand situez-vous le début du conflit ?

On peut voir ces conflits comme deux guerres russo-ukrainiennes successives ou comme une seule, mais si on s'intéresse aux problèmes non résolus et aux tensions qui ont débouché sur cette phase militaire, le conflit a commencé très tôt après la chute de l'URSS. La question clé était de savoir si l'indépendance de l'Ukraine, et par extension celle des autres républiques soviétiques, s'effectuait sous condition ou sans conditions. La Russie ne concédait à l'Ukraine qu'une souveraineté limitée, dans le cadre d'une alliance postimpériale et d'une sphère d'influence russe. L'Ukraine, dès le début, partait du principe que l'indépendance signifiait l'indépendance. C'est une des questions qui se décide aujourd'hui sur les champs de bataille.

Dans l'épilogue de votre livre *Aux portes de l'Europe*, vous estimez que l'histoire « *a été mise à toutes les sauces* » dans ce conflit…

Dans l'histoire moderne de l'Europe, il n'existe peut-être aucune guerre à ce point formulée et légitimée par l'histoire. Quelques jours avant l'agression de février 2022, Vladimir Poutine a prononcé un important discours, *de facto* une déclaration de guerre, dans lequel les observateurs

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

PERSONNALITÉ

• **STEPAN BANDERA** (1909-1959)
Stepan Bandera était l'un des dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, un parti nationaliste radical créé en 1929. Condamné en Pologne pour le meurtre d'un diplomate soviétique et d'un ministre, échappé de prison lors de l'invasion de 1939, il a brièvement fait alliance avec les Allemands pour proclamer l'indépendance de l'Ukraine avant d'être arrêté par eux et déporté au camp de Sachsenhausen. Exilé en Allemagne de l'Ouest après la guerre, il y a été assassiné par les services secrets soviétiques. Sa figure a été mise en avant, au prix de polémiques internes et internationales, par le pouvoir ukrainien à partir des années 2010.

ont vu une leçon d'histoire : il y qualifiait, en gros, l'État ukrainien d'illégitime au motif que c'était une création de Lénine. Quelques mois plus tôt, il avait écrit, ou du moins publié, un long essai défendant l'unité historique des Russes et des Ukrainiens comme un seul et même peuple. Cette vision impérialiste des nations n'est pas nouvelle : cette idée dominait dans l'Empire russe avant la Première Guerre mondiale. De même que certains Américains proclament « *Make America great again* », il existe un « *Make Russia great again* » qui voit dans le passé impérial un âge d'or.

Le président russe se réfère notamment à l'héritage de la « Rus' de Kiev », un État qui a existé dans la région entre les 9e et 13e siècles.

La majorité de l'Ukraine actuelle, la Biélorussie et une bonne partie de l'ouest de la Russie formaient en effet alors un empire dont Kiev était le cœur. Mais cela ne constitue pas un argument politique pour aujourd'hui ! Imagine-t-on un président français qui affirmerait que Français et Italiens forment un seul peuple au motif qu'ils appartenaient au même Empire romain ou carolingien, et que Paris a donc des droits historiques sur Rome ?

En 1991, toutes les régions ukrainiennes ont voté pour l'indépendance. Ce sentiment national généralisé existe-t-il encore ?

Nous ne pouvons pas vraiment connaître le sentiment de la Crimée ou d'autres territoires occupés par les Russes. Des référendums y ont eu lieu, mais sans présence d'observateurs indépendants. Ce qu'on peut dire, c'est que l'Ukraine affiche un niveau d'unité et d'engagement impressionnant, différent de celui de 1991 : ce n'est pas la même chose de voter pour l'indépendance et de risquer ou sacrifier votre vie pour ce principe. C'est un changement de société majeur. Les Ukrainiens ont surpris et continuent de surprendre le monde depuis février 2022 : Washington et Moscou avaient des points de vue très différents sur la crise, mais tout le monde s'accordait sur le fait que Kiev n'allait pas tenir plus de deux semaines. Si nous parlons encore de ce conflit au présent, c'est que les Ukrainiens sont toujours là. Leur résistance s'explique par leur volonté de combattre. En 2014, la société ukrainienne avait été prise par surprise ; certains de ses segments, à l'Est par exemple, avaient été sensibles aux promesses du soi-disant « printemps russe ». Cela n'a pas été le cas depuis février dernier : dans des villes du Sud et de l'Est comme Kherson ou Berdiansk, en majorité russophones, on a vu des gens défiler derrière des drapeaux ukrainiens contre les tanks.

> « L'UKRAINE RESSEMBLE À TOUT SAUF À UN ÉTAT "FAILLI". C'EST UN ÉTAT RÉSILIENT, QUI PROTÈGE SES CITOYENS. »

Comment expliquer ce changement ?

Le projet national ukrainien a longtemps existé, et survécu, en opposition à l'État : ce dernier, même dirigé par les gens du cru, était toujours quelque chose d'étranger à la société. L'État était plutôt perçu comme une instance de contrôle et d'exploitation. Depuis 2014, la société ukrainienne a découvert que l'État fournit des services dont elle-même ne disposait pas, comme la sécurité et les forces armées. Si on regarde aujourd'hui comment le gouvernement et les municipalités gèrent la pression de la guerre et les attaques de missiles contre la population, l'Ukraine ressemble à tout sauf à un État « failli ». C'est plutôt un État résilient, qui sert et protège ses citoyens.

L'histoire constitue-t-elle aussi un élément important de sa mobilisation ?

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

La référence principale est la Seconde Guerre mondiale, marquée par l'occupation nazie de l'Ukraine entre 1941 et 1943 et la résistance nationaliste aux Soviétiques. La plupart des Ukrainiens ont entendu parler de ce conflit de la bouche de leurs grands-parents. Alors que la propagande russe tente de dépeindre les Ukrainiens comme des nazis ou des nationalistes enragés, la réponse ukrainienne consiste à faire des Russes les nouveaux nazis. Jusque-là confinée à l'ouest du pays, la popularité de Stepan Bandera, héros mythifié du nationalisme radical en lutte contre les Soviétiques, s'est de son côté étendue, même si cela déplaît à la partie la plus libérale de la société ukrainienne.

L'Ukraine fait un usage sélectif du passé. Elle emprunte aux slogans de résistance des années 1940-1950 tout en rejetant un nationalisme étroit. Elle a survécu aux combats de 2014-2015. Elle est dirigée par un président d'origine juive, Volodymyr Zelensky, combat en parlant à la fois russe et ukrainien. Même si elle le voulait, elle ne pourrait pas s'unifier autour d'une religion ou d'une langue. Elle doit chercher d'autres symboles, ceux de la démocratie et du pluralisme.

L'Ukraine serait donc une nation au sens de projet, non de communauté identitaire ?

J'ai beaucoup voyagé dans le monde. J'ai vécu quinze ans au Canada, où la langue est étroitement liée au territoire et à l'administration. Et nulle part, je n'ai vu la même situation qu'en Ukraine, avec ses deux langues utilisées simultanément : parfois, à la télévision, vous voyez un interlocuteur parler en ukrainien et un autre en russe… En ce sens, l'Ukraine fournit, à l'heure actuelle, l'exemple canonique d'une nation civique. Au 19e siècle, elle considérait la langue parmi les fondations de son projet national mais elle a toujours été multiethnique et multiculturelle. Durant la période soviétique, une bonne partie de ses habitants sont devenus russophones, ce qui fait que la carte de l'Ukraine indépendante ne recoupe pas la carte linguistique. Avec la guerre, cependant, nous voyons de plus en plus d'Ukrainiens, notamment les plus jeunes, se tourner vers l'ukrainien par rejet politique de tout ce qui est russe. Il est donc possible que le conflit constitue un virage vers une « ukrainisation » linguistique et culturelle.

> « L'HISTOIRE DE L'UKRAINE EST CELLE, CLASSIQUE, DE L'ÉMERGENCE D'UN ÉTAT SUR LES RUINES D'UN EMPIRE. »

Une théorie encore citée aujourd'hui, développée par Samuel Huntington dans son célèbre essai *Le Choc des civilisations* (1996), veut qu'elle soit menacée par une ligne de fracture entre catholicisme et orthodoxie…

Ce raisonnement en termes de civilisations, de cartes avec des frontières très définies, est un non-sens total dans le cas ukrainien, car ces frontières n'existent pas. Il n'y a pas de frontière civilisationnelle et culturelle claire entre la langue russe et la langue ukrainienne ni entre le christianisme occidental et oriental. L'Église qui se place sous l'autorité du pape utilise la liturgie et le rite orthodoxes, et d'autres églises coexistent dans cet espace : l'Ukraine faisait partie de la « ceinture de la Bible » de l'URSS, avec des groupes protestants très actifs. Beaucoup de zones de transition permettent au pays de continuer à exister.

À la lecture de vos travaux, on comprend que l'histoire de l'Ukraine est très liée à celle de la Russie, mais aussi des États d'Europe centrale.

Absolument. L'Occident considérait cette région au prisme de l'Empire russe, ceux qui émigraient disaient arriver de Russie, même durant la guerre froide. De ce point de vue, il était compliqué pour l'Ukraine, comme pour tout État postsoviétique, de s'inscrire dans l'imaginaire mondial comme une entité souveraine. L'histoire de l'Ukraine est celle, classique, de l'émergence d'un État sur les ruines d'un empire ; la différence est qu'elle a émergé sur les ruines de trois empires, pas d'un seul. Le deuxième était l'empire ottoman, dont faisait partie la Crimée. Le troisième, l'empire austro-hongrois : avant la Première Guerre mondiale, la Galicie, par exemple, appartenait au même espace que Milan et Vienne, pas Saint-Pétersbourg ou Moscou. Durant l'entre-deux-guerres, un certain nombre d'États, comme la

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie ou la Hongrie, ont ensuite tenté d'absorber des territoires ukrainiens mais ont échoué. Tout cela fait partie de l'ADN culturel des habitants de la région.

Peut-on comparer le destin actuel de l'Ukraine à celui de ces pays d'Europe centrale ?

La chute des empires entraîne la création sur leurs ruines de nouveaux États très jeunes et militairement plutôt faibles. Ils se débattent avec leur identité, peinent à définir les rapports entre la nationalité dominante et les minorités. Ce vide du pouvoir attire les forces postimpériales, revanchardes après une défaite. Dans le cas de l'Europe centrale, l'Allemagne a tenté, après la Première Guerre mondiale, de s'approprier des territoires dominés culturellement et linguistiquement par les Allemands. Aujourd'hui, la Russie essaie de se remettre de son effondrement en annexant des territoires qu'elle considère comme russes ou en renforçant sa domination sur les nouveaux États de la région.

L'Ukraine est officiellement candidate à l'entrée dans l'Union européenne (UE). De quand date son intérêt pour le projet européen ?

Dès les débuts du projet national ukrainien moderne, dans l'ère postnapoléonienne, a émergé l'idée que l'Ukraine ne pouvait pas s'affirmer en solitaire. Elle avait besoin d'un contrepoids à la Russie. Il y a d'abord eu l'idée d'une Fédération slave, qui lui aurait associé des États aujourd'hui membres de l'UE, comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, les pays des Balkans... Au milieu du 19e siècle lui a succédé l'intérêt pour une fédération européenne, bien avant la création d'un espace économique, politique et militaire commun. Il existe donc une tradition intellectuelle selon laquelle l'Europe est une possible alternative à la Russie. L'Europe a toujours été là, pour le bon et le moins bon, des projets démocratiques de Giuseppe Mazzini au 19e siècle [1] au communisme national des années 1920, qui se référait à la Commune de Paris, en passant par les idées fascistes arrivées d'Italie ou l'Allemagne. En 1975, après les accords d'Helsinki sur les droits humains en Europe, la première réaction des dissidents ukrainiens a été d'affirmer : « *Nous, Ukrainiens, vivons en Europe.* »

L'indépendance de l'Ukraine avait déstabilisé l'URSS, la guerre en Ukraine peut-elle fragiliser le régime russe ?

Je place cette guerre dans un long continuum d'événements qui ont commencé par la désintégration de l'Empire russe en 1917. Les bolcheviks ont réussi à maintenir en place la majorité de l'empire à l'aide de l'idéologie communiste, mais cet empire s'est effondré en 1991 et cet effondrement se poursuit. Non seulement des frontières ont déjà bougé ou peuvent bouger, comme en Ukraine ou en Géorgie, mais celles de la Fédération russe, État encore très multiethnique, peuvent aussi le faire, et pas seulement en s'étendant. Avec la guerre, la Tchétchénie a acquis une autonomie plus grande et on assiste à des tensions croissantes autour de la mobilisation militaire dans des zones en majorité non russes comme la Bouriatie ou la Yakoutie. En 1991, quand les Ukrainiens ont voté à plus de 90 % pour l'indépendance, l'Union soviétique s'est effondrée en une semaine. Pourquoi ? Parce que l'Ukraine était, et reste, le deuxième espace postsoviétique en termes de population et de potentiel économique.

> « EN 1991, QUAND LES UKRAINIENS ONT VOTÉ À PLUS DE 90 % POUR L'INDÉPENDANCE, L'UNION SOVIÉTIQUE S'EST EFFONDRÉE EN UNE SEMAINE. »

D'une certaine manière, le résultat de cette guerre ne décidera pas seulement le destin de l'Ukraine mais aussi de la Russie, du Kazakhstan ou des pays Baltes, déjà membres de l'Union européenne et de l'Otan, mais que Moscou considère encore comme faisant partie de sa sphère d'influence. Si la Russie est défaite en Ukraine, on pourrait assister à une crise politique, et certainement à une reconfiguration des relations de pouvoir dans l'espace postsoviétique.

● PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-MARIE POTTIER

[1] Le nationaliste italien Giuseppe Mazzini (1805-1872) a fondé en 1834 avec des militants d'autres pays le mouvement paneuropéen Giovine Europa, qui a influencé les nationalistes ukrainiens.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

DOSSIER

Équilibre personnel, reconnaissance, sens, salaire, horaires…

TRAVAILLER, À QUEL PRIX ?

Le travail occupe une place centrale dans nos vies. Il nous assure un salaire, mais constitue aussi un socle du lien social et une dimension essentielle de notre identité. Les évolutions socioéconomiques des dernières décennies se sont cependant accompagnées d'une augmentation de la souffrance au travail et d'un sentiment croissant de perte de sens, renforcés par la crise sanitaire. Au point que certains brandissent aujourd'hui le spectre d'une « grande démission ». Effet conjoncturel ou vrai changement de paradigme ? Que révèle cette crise de sens ? Qu'attendent les salariés du travail et de l'entreprise, et en particulier les jeunes ? Comment fixer un « juste » prix au travail, alors que la crise sanitaire a mis l'accent sur le décalage entre les rémunérations et l'utilité sociale ? Peut-on imaginer de nouvelles formes d'organisations sociales, à travers par exemple l'instauration d'un revenu universel ? Tour d'horizon.

DOSSIER COORDONNÉ PAR **CÉCILE PELTIER**

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

© JULIEN PACAUD

LES TRAVAILLEURS EN QUÊTE DE SENS

Les évolutions managériales des dernières décennies ont réduit la liberté d'action des salariés, pour qui le sens du travail est aujourd'hui un enjeu central. Que signifie au juste cette revendication ? Et comment y répondre ? **THOMAS COUTROT ET CORALIE PEREZ**

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

ÉTHIQUE

TRAVAILLER POUR DÉTRUIRE LA PLANÈTE ?

Le sentiment accru d'urgence écologique renforce le conflit éthique environnemental : en 2019, 7 % des salariés interrogés dans le cadre de l'enquête « Conditions de travail » éprouvaient « toujours » ou « souvent » le sentiment de faire un « *travail qui a des conséquences négatives sur l'environnement* ». Il s'agit en majorité d'ouvriers peu qualifiés, manipulant des produits chimiques toxiques dans des conditions de sécurité précaires. On trouve aussi des cadres dans la communication, la publicité ou le secteur des travaux publics, en proie au doute quant à l'impact environnemental de leur travail.
Ces personnes sont plus nombreuses à envisager une reconversion professionnelle dans les trois ans à venir : les bifurcations pour motif écologique sont sans doute appelées à se multiplier dans le futur. ● T.C. ET C.P.

Prendre au sérieux la question du sens du travail suppose d'en finir avec un vieux préjugé : pour beaucoup, le travail renvoie à la souffrance ; le mot lui-même dériverait d'ailleurs du latin « *tripalium* » – instrument de torture. Outre que cette étymologie est contestée ❶, une telle approche doloriste exclut par principe la question du sens. La torture est subie ; elle inflige, par nature, le mal pour faire mal. Les sciences du travail (ergonomie, psychodynamique du travail…) privilégie une tout autre conception. Dans le sillage de Karl Marx, elles envisagent le travail comme une activité par laquelle les humains modifient le monde naturel et social et se transforment eux-mêmes.

De cette action de transformation, le travail tire son sens, qui comporte, selon le psychologue Christophe Dejours, trois grandes dimensions : le sens « *par rapport à une finalité dans le monde objectif* », le sens « *par rapport à des valeurs dans le monde social* » et le sens « *par rapport à l'accomplissement de soi dans le monde subjectif* » ❷.

Ainsi, un travail a du sens s'il nous permet de nous sentir utile (utilité sociale), de nous reconnaître dans ce que nous faisons en respectant les règles du métier et l'éthique commune (cohérence éthique) et de développer nos habiletés et notre expérience (capacité de développement).

Comment ces dimensions s'incarnent-elles sur le terrain ? Nos recherches à partir des enquêtes nationales « Conditions de travail » de 2013 à 2016 de la Dares, conduites avant la crise sanitaire, révèlent que les métiers les plus riches en sens ne sont pas forcément, comme on pourrait s'y attendre, les plus prestigieux ou les mieux rémunérés : assistantes maternelles, aides à domicile, ouvriers qualifiés du BTP, employés administratifs et commerciaux du tourisme… Les métiers les plus démunis de sens, eux, sont souvent peu diplômés (ouvriers non qualifiés, caissières, agents de sécurité…) mais pas toujours (cadres de la banque et des assurances). En fait, il n'y a pas de lien évident entre niveau de qualification (ou salaire) et sens du travail. Le fait d'avoir un emploi au contact avec le public ou d'appartenir à une petite entreprise contribue, à l'inverse, à donner du sens au travail.

LES OUVRIERS COMME LES CADRES

De même, travailler dans le secteur public ou associatif confère globalement plus de sens que dans le privé, même si les conflits éthiques sont aussi plus fréquents.

Cette dimension joue un rôle crucial sur le quotidien des travailleurs. Le manque de sens est le premier facteur de démission d'un salarié. Ceux ou celles qui ne peuvent ou n'osent pas partir ont tendance à développer davantage de troubles psychiques (symptôme dépressif, notamment) et d'absentéisme pour cause de maladie ❸. Ce risque n'est pas n'est pas un « problème de riches ». Si les ouvriers trouvent globalement dans leur travail moins de sens, celui-ci a autant d'importance à leurs yeux que pour les cadres : face à une perte de sens, ils ont, comme les cadres, deux fois plus de chances de tomber en dépression. Les jeunes sont autant concernés que leurs aînés.

La pandémie, qui a mis au premier plan du débat public la question de l'utilité sociale des métiers (les activités « essentielles ») *(p. 42)*, et a sans doute renforcé le questionnement, en germe depuis quelques années, sur le sens du travail. Le taux inédit de départs volontaires (démissions ou ruptures conventionnelles) en 2022 *(p. 32)* peut s'interpréter de cette manière.

LE MANAGEMENT PAR LES CHIFFRES

Les causes, elles, sont à chercher dans les grandes évolutions managériales des quarante dernières années. Au banc des accusés, le management par les chiffres. Il s'est généralisé à partir des années 1990, moment où les investisseurs financiers com-

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

EXPÉRIENCE
L'ORGANISATION EN DÉBAT

Diverses expérimentations, associant représentants syndicaux et chercheurs en sciences du travail, se sont appuyées sur le vécu intime des personnes pour élaborer des propositions visant à faire évoluer l'organisation du travail.
Parmi les solutions formulées émerge l'idée d'une demi-journée par mois accordée à tous les salariés pour délibérer entre pairs sur l'organisation et les finalités de leur travail ❶. Les animateurs de ces débats devront être légitimes aux yeux des salariés et autonomes par rapport au management. L'employeur, quant à lui, aura le devoir de répondre formellement à leurs revendications. De quoi, espèrent ses promoteurs, transformer le travail pour lui redonner du sens.

● T.C. ET C.P.

❶ Cette proposition de « réduction du temps de travail subordonné » est portée par les Ateliers travail & démocratie (atd.nursit.com).

mencent à exiger une rentabilité élevée (ou une baisse des coûts dans le secteur public) et une transparence absolue des sources de performance. Les réorganisations permanentes sont des signaux envoyés aux marchés financiers. Inspirée du modèle Toyota, la production allégée (*lean management*) – visant la réduction des coûts et des stocks par une plus grande responsabilisation des salariés – a été dévoyée par des exigences de contrôle et de standardisation comme l'écrit Michel Sailly (*Démocratiser le travail. Un nouveau regard sur le* lean management, 2017). Elle a multiplié les procédures rigides (les fameux « *process* ») et l'obligation régulière de rendre des comptes sur l'activité (*reporting*), donnant naissance à un néotaylorisme digital.

Or, comme nous l'avons montré, les changements organisationnels permanents, les objectifs chiffrés, le fait de travailler en sous-traitance pour un donneur d'ordres, emblématiques du management par les chiffres, contribuent fortement à dégrader le sens du travail et donc la santé des travailleurs.

Ce management prétend ignorer le fait que l'activité réelle de travail diffère toujours de celle qui a été prescrite par les dirigeants ❹. Les sciences du travail ont montré que même dans les tâches apparemment les plus routinières, les travailleurs sont amenés, pour faire face aux inévitables imprévus, à inventer, à interpréter, voire à désobéir aux ordres. Le travail fait sens quand il est « vivant », c'est-à-dire quand il permet le déploiement de l'intelligence individuelle et collective, de la sensibilité et de l'attention humaine.

Le travail fait sens quand il est « vivant », c'est-à-dire quand il permet le déploiement de l'intelligence individuelle et collective, de la sensibilité et de l'attention humaine.

C'est l'irréductible liberté nichée au cœur du travail qui fait de ce dernier un enjeu politique. Alors que le partage de la richesse créée a longtemps polarisé les conflits sociaux, une lutte politique émerge autour de la question du sens du travail, portant une remise en cause des rapports de domination ❺.

Bien sûr, les manageurs ne restent pas les bras ballants. Diverses expériences de « transformation » ou « libération » du travail menées en entreprise démontrent qu'il existe des alternatives crédibles au management par les chiffres ❻. Mais leurs limites sont patentes. Par exemple, l'analyste américain Marvin Weisbord, dans le bilan qu'il tire de ses 40 années de conseil en management antitaylorien à des dizaines de grandes entreprises américaines, regrette que les projets menés aient « *rarement duré plus longtemps que le mandat des dirigeants qui les* [avaient] *initialement soutenus* ». La raison tient en un mot, selon lui : pour les dirigeants ordinaires, « *le pouvoir et le contrôle l'emportent sur l'efficacité* » ❼. Les déconvenues récentes chez plusieurs pionniers de « l'entreprise libérée » ne viennent pas lui donner tort : parmi les trois expériences emblématiques (Poult, ministère belge des Transports, Chronoflex) présentées en 2015 dans *Le Bonheur au travail*, un documentaire remarqué d'Arte, les deux premières n'ont pas survécu au départ de leur initiateur.

UNE ASPIRATION RÉVOLUTIONNAIRE

Le bilan de la responsabilité sociétale et environnementale (RSE), qui ne permet pas d'échapper aux contraintes d'un capitalisme financier fondé sur des marchés liquides, n'est guère plus encourageant. Danone, Volkswagen ou Orpéa caracolaient en tête des classements RSE (ou environnement, social et gouver-

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 11:08:13 AM

nance) avant de connaître l'éviction d'un PDG jugé trop idéaliste par les actionnaires pour la première, et des scandales écologiques et sanitaires pour les deux autres. Aujourd'hui et pour l'essentiel, la RSE est un vernis : l'enquête « Conditions de travail » de 2019 montre que les salariés dont l'entreprise a adopté une démarche RSE certifiée par un cabinet d'audit externe ne trouvent pas plus de sens à leur travail que les autres...

Si, comme tout l'indique, la question clé est celle du pouvoir sur l'organisation du travail, alors il n'est pas étonnant que l'autorégulation ne produise pas les résultats escomptés. Voilà précisément pourquoi redonner du sens au travail relève, selon nous, d'une aspiration révolutionnaire : la quête de sens du travail remet en cause le monopole des actionnaires et de leurs mandataires en matière d'organisation du travail.

Les objectifs chiffrés et les changements organisationnels permanents sapent le sens du travail et la santé des salariés, sauf quand ces derniers ont un pouvoir d'agir sur ce qui leur arrive. S'ils estiment avoir exercé une influence sur la manière dont le changement a été réalisé, alors l'impact négatif disparaît [8]. De même, s'ils ont pu participer à la fixation des objectifs chiffrés, ceux-ci ne dégradent plus le sens de leur travail, et renforcent même la capacité de développement. Mais pour cela, la participation doit être réelle ! Les salariés consultés qui estiment ne pas avoir eu d'influence sur le changement vont un peu moins bien que ceux qui n'ont pas été consultés.

Dans ces conditions, comment redistribuer le pouvoir de décision sur le travail ? Les « espaces de discussion sur le travail » recommandés par l'accord interprofessionnel de 2013 sur la qualité de vie au travail (QVT) auraient pu constituer un premier pas dans cette direction. Mais le bilan des accords d'entreprise sur la QVT est décevant [9]. Facultatifs, mal définis, flous dans leur organisation et leurs objectifs, ces espaces de discussion sont restés lettre morte. Il est temps d'instituer un véritable droit à la délibération sur le travail.

DÉMOCRATISER LA GOUVERNANCE

Si la redistribution du pouvoir doit commencer au niveau du travail réel – c'est-à-dire celui effectivement réalisé par le travailleur, toujours différent du travail prescrit par les consignes et la hiérarchie –, elle ne peut s'y cantonner. Elle doit aussi concerner la gouvernance d'ensemble, la prise de décision stratégique sur les finalités du travail et le financement de l'entreprise. La codétermination à la scandinave ou à l'allemande, où les représentants des salariés disposent d'une forte représentation dans les conseils d'administration, allant jusqu'à 50 % dans les grandes entreprises, ne résout guère les dilemmes liés à l'utilité sociale ou à la cohérence éthique. La preuve avec le scandale Volkswagen (autour de la falsification de la mesure des émissions de CO_2 des moteurs par les ingénieurs de l'entreprise).

La société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), où la gouvernance est véritablement partagée entre les parties prenantes, est plus prometteuse : elle permettrait dans les grands groupes, notamment, d'associer non seulement les salariés mais aussi les associations et ONG afin de peser sur les décisions d'investissement et de production, qui ont un impact sur l'environnement.

Ces avancées juridiques – droit à la délibération sur le travail, gouvernance partagée – sont aujourd'hui nécessaires pour passer d'une logique productiviste à une logique du « prendre soin » (*care*). Pour cela, prenons le temps de ralentir afin de délibérer des finalités et de l'organisation du travail.

Les objectifs chiffrés et les changements organisationnels permanents sapent le sens du travail et la santé des salariés, sauf quand ils ont un pouvoir d'agir sur ce qui leur arrive.

THOMAS COUTROT ET CORALIE PEREZ
Thomas Coutrot, statisticien et économiste, et Coralie Perez, socioéconomiste, sont les auteurs de *Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire*, Seuil, coll. « La République des idées », 2022.

[1] Marie-Anne Dujarier, *Troubles dans le travail. Sociologie d'une catégorie de pensée*, PUF, 2021.
[2] Christophe Dejours, « Coopération et construction de l'identité en situation de travail », *Futur antérieur*, vol. XVI, n° 2, 1993
[3] Thomas Coutrot et Coralie Perez, « Quand le travail perd son sens. L'influence du sens du travail sur la mobilité professionnelle, la prise de parole et l'absentéisme pour maladie », Dares, *Document d'études*, n° 249, 25 août 2021.
[4] Voir Christophe Dejours, *Travail vivant*, t. II, *Travail et émancipation*, Payot, 2013, et Yves Clot, *Le Travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*, La Découverte, 2010.
[5] Alexis Cukier, *Le Travail démocratique*, PUF 2018.
[6] Suzy Canivenc, *Les Nouveaux Modes de management et d'organisation. Innovation ou effet de mode ?*, La Fabrique de l'industrie, 2022.
[7] Marvin Weisbord, *Productive Workplaces Revisited. Dignity, meaning, and community in the 21st century*, Jossey-Bass, 2012.
[8] D'après notre exploitation des enquêtes « Conditions de travail ».
[9] Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck, 2010.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

POINTS DE REPÈRE

POURQUOI TRAVAILLE-T-ON ?

Au-delà du salaire, le travail est aussi un moyen de s'insérer socialement et de se réaliser.

CÉCILE PELTIER

© DARIIA/ADOBE

© DARIIA/ADOBE

DE QUOI PARLE-T-ON ?

« Je travaille mes maths », « ses dents la travaillent », « je vais au travail », « il aime le travail du bois »… : la notion de « travail » recouvre en français une grande diversité de tâches et de métiers, mais aussi de statuts et de situations. D'où la difficulté à le définir. Les anthropologues et les sociologues insistent sur le fait qu'il n'existe pas un sens univoque, tandis que les historiens rappellent la nécessité de situer le travail dans un contexte spatial et temporel. Pour les sociologues, c'est une catégorie sociale qui exprime l'état de la société. Ils associent en général la naissance du travail moderne à l'avènement du salariat au cours des 18e et 19e siècles.

Cette conception du travail en tant que travail salarié contribue à distinguer le travail des autres sphères de la vie sociale, contrairement à la situation qui prévalait autrefois, à la ferme notamment. Elle s'oppose à une conception extensive du travail qui englobe « *toutes les actions humaines difficiles porteuses de transformation* », résume la sociologue **Dominique Méda**.

SOURCES

- Marie-Anne Dujarier, *Troubles dans le travail, sociologie d'une catégorie de pensée*, PUF, 2021.
- Dominique Méda, *Le Travail*, 7e éd., PUF, coll. « Que sais-je ? », 2022.
- Flora Baumlin et Romain Bendavid, « "Je t'aime moi non plus" : les ambivalences du nouveau rapport au travail », Fondation Jean-Jaurès, janvier 2023.
- Achille Weinberg, « Pourquoi travaille-t-on ? », *Sciences Humaines*, n° 242, novembre 2012.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

• GAGNER SA VIE

Dans les enquêtes, le travail reste d'abord perçu comme un moyen de gagner sa vie. L'emploi est d'ailleurs devenu la principale source de revenus des ménages, en particulier en France, où la création de la Sécurité sociale, puis de l'assurance chômage découlent du salariat.

Au sens strict est d'ailleurs considéré comme travail ce qui permet d'augmenter le produit intérieur brut (PIB). Une manière de sanctionner ce qui relève d'une activité socialement utile.

Le temps consacré au travail a fortement augmenté au 19e siècle au moment de la révolution industrielle, avant de reculer à partir du 20e siècle. D'après le sociologue **Michel Lallement**, il représentait, en 2007, 20 % du temps éveillé contre 50 % sous Napoléon.

• FAIRE DES CHOSES ET S'ACCOMPLIR

Confucius disait déjà : « *Choisissez un travail que vous aimez et vous n'aurez pas à travailler un seul jour de votre vie.* »

Au 19e siècle, le travail cesse d'être une peine, un sacrifice et devient une liberté créatrice, source (théorique) d'épanouissement. Chez **Karl Marx**, le travail est l'essence de l'homme. C'est ce qui lui permet de s'arracher à sa condition animale et de se réaliser.

Selon le politologue **Ronald Inglehart**, dans nos sociétés postmatérialistes du 20e siècle, les dimensions expressives, symboliques et relationnelles prennent le pas sur la dimension instrumentale du travail. Ce dernier procure un plaisir en soi.

Le travail est aussi un moyen d'affirmer sa singularité, d'avoir le sentiment de progresser et se sentir utile à la société. Selon le psychologue américain **Abraham Maslow**, la réalisation de soi, qui couronne sa pyramide des besoins, ne peut être satisfaite qu'une fois les besoins physiologiques, sécuritaires ou encore identitaires assouvis.

En 2022, respectivement 78 % et 72 % des salariés estiment que la disparition de leur métier serait une perte importante pour eux-mêmes et pour la société (sondage Ifop pour la fondation Jean-Jaurès). Leur ambition réside moins aujourd'hui « *dans le fait de "se réaliser" par le travail que, plus modestement, de s'y sentir bien, d'avoir le sentiment de faire un travail utile et porteur de sens* », résument les auteurs de l'étude.

• EXISTER SOCIALEMENT

« *Qu'est-ce que vous faites dans la vie ?* » est une des premières questions qu'on pose à quelqu'un lorsqu'on le rencontre. La réponse « *Je suis infirmière* » ou « *Je prépare un CAP menuisier* » donne une idée de la dimension identitaire de cette activité. Le travail est une « *machine à produire de l'identité sociale* », selon les termes du sociologue **Renaud Sainsaulieu**.

Dès le 19e siècle, **Adam Smith** fait du travail le fondement de l'ordre social. **Émile Durkheim**, dans *De la division du travail social* (1893), considère la spécialisation en métier comme une source de cohésion sociale. Il conditionne à la fois notre place dans la société et notre sentiment de reconnaissance, central aujourd'hui dans le revendications des travailleurs.

Les enquêtes récentes montrent l'importance de la dimension relationnelle du travail et le besoin des individus d'appartenir à un groupe, une communauté professionnelle, un métier avec ses savoir-faire, ses codes, ses valeurs, ses rites de sociabilité.

Ces attentes sont particulièrement fortes chez les jeunes et les diplômés. Dans une société où le travail reste la norme, le chômage à l'inverse est souvent mal vu et mal vécu.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

ENTRETIEN

OLIVIER GRENOUILLEAU
PENSER LE TRAVAIL À TRAVERS LES ÂGES

Les hommes n'ont cessé de s'interroger sur leur rapport au travail, tantôt sacré, tantôt maudit.

Votre dernier ouvrage s'intitule *L'Invention du travail*. Qu'entendez-vous par là ?

L'objectif n'était pas de définir le travail en général, ce qui n'aurait guère eu de sens. Il s'agissait de voir comment les hommes ont répondu à une question qu'ils se sont toujours posée : « *Pourquoi faut-il travailler ?* » D'où l'examen d'un nombre considérable de textes. Deux constantes en ressortent. La première est que le travail est toujours envisagé comme une nécessité. La seconde, que les hommes lui ont toujours accordé des significations dépassant cette nécessité. Le travail peut être perçu comme la continuation de l'œuvre divine ou la sanction d'un péché, comme un moyen de perfectionnement personnel ou un obstacle à l'élévation vers la vertu, comme un service rendu à la communauté ou un moyen de s'accomplir...

Vous nuancez des lectures trop rapides des textes, menant selon vous à des visions tronquées, comme celle qui consiste à dire que les Anciens méprisaient le travail...

En effet, c'est résumer un peu vite des siècles d'histoire ! Dans la mythologie, les dieux travaillent : Apollon bâtit les remparts de Troie, Héphaïstos forge l'armure d'Achille... Dans *Les Travaux et les Jours*, Hésiode voit dans le travail un moyen pour les hommes de se réconcilier avec les dieux. Ulysse défie un prétendant de Pénélope de tracer le sillon le plus droit et le plus long, et dans un éloge funèbre aux Athéniens, Périclès dit qu'il n'y a pas de honte à être pauvre, mais à ne rien faire pour tenter d'y remédier.

Ce que certains représentants des élites gréco-romaines, comme Platon ou Aristote, critiquent, c'est le travail pour autrui, considéré comme humiliant. En particulier s'il s'agit d'un travail manuel, qui fragilise le corps et l'esprit, et empêche l'expression de la vertu. Cette condamnation comporte une dimension politique : Platon comme Aristote aspirent à un gouvernement des sages et paraissent regretter l'irruption politique du peuple des artisans. Au quotidien, nombre d'Athéniens travaillent.

De même, vous remettez en cause l'idée selon laquelle la Bible ferait du travail une malédiction. Pourquoi ? Ne lit-on pas, dans la Genèse : « *Tu travailleras à la sueur de ton front* » ?

Suite au péché originel, ce n'est pas le travail qui est maudit, mais la Terre ; malédiction qui prend fin après la seconde alliance entre Dieu et Noé. Dans la Genèse, Dieu, Adam et Ève travaillent. Il revient à l'homme de « *garder* » et « *cultiver* » l'œuvre divine, ce qui sanctifie le travail. Dans le Nouveau Testament, la Sainte Famille travaille. Et saint Paul dit : « *Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus* » (2 Thessaloniciens 3,10).

L'époque médiévale est riche en débats. Dans les monastères, l'*Opus Dei* l'emporte, mais le travail des mains a sa place et revêt, avec les moines copistes, un caractère spirituel. Thomas d'Aquin formule la théorie de l'âme forme substantielle du corps. Le temps et le savoir n'appartiennent qu'à Dieu. Mais le gain de l'usurier devient légitime, ainsi que le salaire de l'universitaire.

Les protestants, dit Max Weber, auraient revalorisé le travail et ouvert la voie au capitalisme. Qu'en est-il ?

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

© D.R.

BIOGRAPHIE
Historien, directeur de recherche au centre Roland-Mousnier, Sorbonne-Université, Olivier Grenouilleau est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *L'Invention du travail* (Cerf, 2022), *Et le marché devint roi* (Flammarion, 2013).

Cette thèse est fondée sur la lecture un peu rapide de *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme* (1904). Car Weber lui-même n'y voit qu'un facteur parmi d'autres de l'essor du capitalisme. Comment ? Avec la profession qui devient vocation (Martin Luther) et l'idée, chez les calvinistes, que la réussite matérielle peut être signe de l'élection divine. La thèse est séduisante. Mais Weber cite des exemples du 18e siècle (de quakers, notamment) pour valider une théorie susceptible d'avoir joué un siècle plus tôt. Ajoutons que Luther dénonce l'usure et le commerce.

Le principal apport de la Réforme réside sans doute plutôt dans l'instauration d'un rapport décomplexé à l'argent. Plus que la confession, c'est peut-être le degré d'intériorisation du message religieux qui joue : fort, il favorise des formes d'autocontrôle (refus des excès, sens de l'économie, rigueur…), susceptibles par ricochet de jouer en faveur du développement du capitalisme.

Beaucoup d'économistes voient dans la révolution industrielle la naissance du travail « moderne »…

Le travail dans sa dimension capitalistique moderne naît à la fin du 18e siècle, à l'époque moderne. Cela est logique. Cela n'empêche pas, comme le faisait Karl Marx, de voir ce qu'il en était avant. Dès les temps médiévaux, la bourgeoisie doit travailler, accumuler et transmettre pour s'élever. Et transformer les qualités qu'elle s'attribue (labeur, épargne…) en vertus afin de légitimer son ascension. Dans *Utopia* (1516), Thomas More fait du travail un outil de réorganisation de la société. Un siècle plus tard, le *Traité d'économie politique* d'Antoine de Montchrestien associe deux idées jusque-là opposées : celle d'*oikos* (sphère domestique) et de *polis* (cité). Il fait du travail la source de la prospérité du prince et de son royaume…

Quel est l'impact de la révolution industrielle sur la manière de penser le travail ?

L'usine est un univers fermé et normé, où la journée n'en finit pas. Les cadences infernales imposées par la machine font perdre son sens au travail. Paradoxalement, nombre de penseurs font alors de ce travail – si aliénant sur le plan individuel – la voie d'accomplissement de l'humanité. D'Adam Smith à Georg Hegel, en passant par Friedrich Engels, le travail, associé au progrès technique, est la promesse d'une entrée dans la modernité. Auparavant considéré comme l'intendant de Dieu sur Terre, l'homme souhaite désormais devenir l'architecte d'un monde à bâtir.

Dans quelle mesure Marx remet-il en cause cette vision ?

Marx accepte la révolution industrielle et la division du travail, mais veut neutraliser les effets aliénants du travail. Dans le monde débarrassé de ses effets pervers, un besoin subsistera, celui d'autrui, comblé par le travail de l'homme. Nos productions, écrit-il dans *Notes de lecture sur John Stuart Mill*, « *seraient autant de miroirs où nos êtres rayonneraient l'un vers l'autre* ».

Quelle place occupe aujourd'hui le travail dans nos sociétés ?

Au 20e siècle, le temps de travail a fortement diminué au profit des loisirs. Ces derniers, considérés par les Anciens comme une activité aux dimensions civiques, constituent un temps choisi. Lequel peut être productif (jardinage), et susciter des efforts intenses (sport). Jean Baudrillard voyait déjà dans les années 1970 dans le marché des loisirs une nouvelle aliénation, avec l'idée que l'homme n'aurait pas le droit de « perdre » son temps. La crise présente de la « valeur travail » s'insère dans une quête de sens plus générale. Mais l'histoire n'est pas finie. Car penser le travail, c'est aussi réfléchir à la singularité de l'expérience humaine.

● PROPOS RECUEILLIS PAR **CÉCILE PELTIER**

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

LA GRANDE DÉMISSION, UN MYTHE ?

En France comme aux États-Unis, les taux de démission atteignent des niveaux très élevés. Au point que certains brandissent le spectre d'une « grande démission », qui semble réductrice.

PHILIPPE ZAWIEJA

Les grandes économies occidentales seraient depuis un an le théâtre d'une vague de démissions d'une ampleur jusque-là inconnue, aussitôt baptisée « grande démission », par analogie avec la grande dépression des années 1930. De fait, le nombre de démissions est en France passé, par paliers successifs, de 346 000 au quatrième trimestre 2020 à 553 000 au troisième trimestre 2022 ❶. Le taux de démission, qui exprime le rapport entre le nombre de démissions et le nombre de salariés du secteur privé, a, sur la même période, crû de 1,90 % à 2,87 %.

L'originalité du phénomène ne réside toutefois pas dans son ampleur. Taux de démission et taux de chômage étant inversement proportionnels, chaque période de reprise économique et de baisse du taux de chômage – ici, la sortie des mesures de restriction liée à la pandémie de covid-19, ou plus tôt, la fin de la « grande récession » de 2008 – coïncide avec un nombre croissant de démissions, les salariés espérant trouver dans un autre emploi de meilleures conditions de rémunération et de travail. Aux États-Unis, c'est la dimension contracyclique qui a surpris : alors que le début de la pandémie avait induit des vagues importantes de licenciements et une montée du taux de chômage, les salariés ont paradoxalement continué à quitter leur emploi tout au long de la crise sanitaire – en dépit, donc, de la pénurie persistante de main-d'œuvre et du taux de chômage élevé.

En France, le taux de démission s'est effondré au début de la pandémie (1,46 % au deuxième trimestre 2020 avec 263 000 démissions), pour repartir durablement à la hausse à partir du deuxième trimestre 2021. L'impact du covid ne doit toutefois pas être surestimé, car le taux de démission croissait déjà régulièrement depuis plusieurs années.

EFFET D'AUBAINE OU REMISE EN QUESTION ?

Comment expliquer un tel phénomène ? L'effet d'aubaine est probable ❷ : la reprise économique crée des opportunités d'embauche, notamment dans les secteurs où la pénurie de candidats était déjà sensible : commerce, hôtellerie-restauration, informatique, santé et médico-social, etc. Et en effet, 80 % des démissionnaires quittent un emploi pour signer à brève échéance un nouveau contrat à durée indéterminée (CDI). S'installe alors une spirale qui renforce les tensions sectorielles de recrutement. Il s'agit pour les entreprises d'améliorer leur marque employeur pour fidéliser leurs salariés et attirer les candidats, en rivalisant d'avantages, rémunératoires notamment.

Un deuxième courant d'analyse postule que la pandémie, en généralisant le recours au télétravail, a modifié le rapport au travail ❸. Volontiers critiques à l'égard du capitalisme, ses tenants invoquent la prise de conscience de la déconnexion entre rémunération et utilité sociale : les professions dites « essentielles » ont été les seules à continuer de travailler pendant la crise sanitaire, malgré leurs faibles rémunérations et leur manque de prestige social, quand la finance prospérait. La vague de démissions serait née du refus de continuer à cautionner cette rhétorique d'une réussite fondée sur le mérite.

De manière plus crédible, certains observateurs estiment que la précarité au sein du foyer associée aux confinements, au chômage partiel et au télétravail a altéré la santé psychologique des travailleurs – anxiété, dépression, troubles du sommeil et consommation d'alcool et de tabac ont fortement crû durant les confinements ❹ – et contribué à accentuer le rééquilibrage entre les différents temps de vie, au bénéfice

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

© JULIEN PACAUD

de la vie personnelle à l'œuvre depuis quelques années. Mis en avant par les entreprises pour séduire les candidats, le respect de la vie personnelle conduit même certains à affirmer ou espérer que, pour la première fois, le travail s'adapte à la vie privée, et non plus l'inverse.

Cette demande de rééquilibrage se réclame parfois de philosophies plus radicales, prônant la frugalité ou un certain antimatérialisme, où gagner moins est acceptable s'il s'agit de vivre mieux. Il entre occasionnellement en résonance avec les propositions visant à instaurer un revenu universel (*lire p. 46-47*), égal pour tous, sans contrôle ni condition de ressources ou de besoins, sur une base individuelle et inconditionnée, et que chacun serait libre de compléter ou non par une activité rémunérée. D'autres, enfin, rêvent d'une inversion des rapports de force sur le marché du travail, désormais plus favorable aux salariés, qui n'auraient que l'embarras du choix s'ils souhaitent changer d'employeur [5].

Dans tous les cas, il s'agit, quand le télétravail est possible, de parvenir à imaginer comment continuer à être rémunéré en travaillant moins, quantitativement ou moins longtemps mais plus intensément et mieux. Le télétravail a, en matière de productivité, surmonté les réticences initiales et prouvé son efficacité en autorisant un travail moins contrôlé, mais plus concentré, débarrassé des perturbations de la vie de bureau, et donc plus productif – à la condition expresse de n'être pas pollué par l'inexorable enchaînement des réunions en visioconférence.

De grande démission, donc, il peut donc être difficile de parler si on s'en tient aux taux de démission enregistrés, certes élevés mais pas inégalés. Mais l'analyse mérite sans doute d'être poussée plus loin, la démission ne constituant qu'une des solutions possibles face aux situations d'insatisfaction au travail.

TRAVAILLER MOINS POUR GAGNER AUTANT ?

Schématiquement, l'insatisfaction professionnelle peut être résolue de quatre façons : **l'augmentation de salaire,** dont l'efficacité est en général temporaire, mais qui résout les mécontentements les moins graves ; **la promotion,** qui redynamise la relation de travail tout en « renarcissisant » le salarié, sur la base d'une confiance mutuellement renouvelée ; **la démission,** qui met fin à une relation de travail mais en inaugure une nouvelle ; et **le désengagement,** qui marque l'enkystement dans l'insatisfaction, preuve que le dialogue n'a pas abouti, ou pas été initié.

La chronicité de la crise économique et du chômage de masse a, dans un certain nombre de secteurs d'activité, progressivement grippé la régulation par l'augmentation, la promotion ou la démission : difficile, désormais, d'espérer une augmentation de salaire suffisamment substantielle pour être efficace, sans mettre en péril la rentabilité de l'entreprise et, plus encore, de satisfaire les demandes de promotion de salariés toujours mieux formés. D'autant que d'autres facteurs ont pu éroder l'efficacité de ces modes de régulation traditionnels : la remise en question du modèle de croissance consumériste a pu contribuer à réduire l'intérêt des motivations financières ; la répulsion de plus en plus marquée des candidats pour la dimension managériale et la gestion des hommes, l'attrait pour des postes d'encadrement. Quant à la démission, elle ne constitue, on l'a

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

INTERNATIONAL
DES DISPARITÉS RÉGIONALES

- **Au Québec,** il n'y a aucun signe de « grande démission ». Le taux de personnes ayant quitté un emploi sans demande de prestation de chômage est de 0,63 %, ce qui est même légèrement inférieur à la moyenne de 0,7 % enregistrée entre 2011 et 2019.
- **Aux États-Unis,** le taux de démission est important, sans pour autant être inédit. Il s'élève à 3 % fin décembre 2021. Un nombre record de 4,5 millions d'employés américains ont quitté leur emploi en novembre 2022, et près des trois quarts des employés à temps plein pourraient faire de même dans les années qui viennent.
- **En Allemagne,** durant la pandémie, les dispositifs de chômage partiel ont évité aux salariés de se réorienter pour continuer à gagner leur vie. Toutefois, le chômage particulièrement bas (environ 5 %) témoigne de pénuries de main-d'œuvre parfois très sensibles.
- **La Chine** est confrontée au phénomène inédit du *tang ping* (« rester allongé »), né chez les 20-30 ans sur les réseaux sociaux, et promouvant un mode de vie aussi simple que libre, loin des pressions imposées par la famille et la société, notamment le rythme de travail hyperconcurrentiel du « 996 » – de 9 heures du matin à 9 heures du soir, 6 jours par semaine –, érigé en modèle par le régime et en vogue dans la *high-tech*, et désormais dans la plupart des entreprises privées et publiques. ● P.Z.

vu, une prise de risque acceptable que dans la mesure où le marché du travail permet de retrouver rapidement un emploi. Un luxe réservé à un nombre limité de professions. D'où, depuis quelques décennies, la multiplication des situations d'enfermement dans une forme d'insatisfaction, porteuse de souffrance psychologique et de mal-être (*burn-out*, *bore-out*, etc.).

Apparu sur le réseau social TikTok en juillet 2022, le *quiet quitting* s'est répandu comme une traînée de poudre. Il désigne une attitude, prétendument nouvelle, où les travailleurs s'en tiennent à leur fiche de poste. Si l'on définit l'engagement comme la volonté d'aller au-delà de ce qui est prescrit, cette forme de retrait qui affecte la motivation et le lien même au travail est peut-être plus inquiétante que la démission, simple changement d'emploi où le salarié pourra de nouveau s'engager.

Le déséquilibre entre effort et récompense perçue permet d'ordinaire d'expliquer les différentes situations d'insatisfaction au travail. Le *quiet quitting* inaugure une nouvelle gestion des déséquilibres ressentis par les salariés. Les stratégies ordinaires consistent à tenter de rétablir l'équilibre effort/récompense en accroissant la seconde : augmentation de salaire, promotion et démission constituent des stratégies expansionnistes, dans la mesure où elles vont dans le sens d'un « toujours plus ». Elles sont efficaces tant que le marché de l'emploi est suffisamment dynamique, d'une part, et que le salarié accorde de la valeur aux gains attendus, d'autre part.

La démission ne constitue une prise de risque acceptable que dans la mesure où le marché du travail permet de retrouver rapidement un emploi.

Le *quiet quitting* incarne au contraire une stratégie récessionniste. Elle vise non plus à accroître l'effort en escomptant un gain de récompense (travailler plus pour gagner plus), mais à ajuster l'effort à la récompense actuelle, perçue comme insuffisante (moins s'investir pour gagner autant). D'où un effort ajusté à la baisse. Comparées aux renforcements narcissiques des stratégies expansionnistes, les ressources motivationnelles déployées doivent ici opérer à contre-courant, puisqu'il ne s'agit plus d'espérer une meilleure récompenser, mais d'y renoncer.

Reste à savoir avec quelle rapidité cette perte de foi en l'avenir produira ses inévitables dégâts psychologiques. Car on voit mal le renoncement, alimenté par des mécanismes sous-jacents tels que la culpabilité et la frustration, constituer une source durable d'épanouissement. Un défi majeur pour les employeurs, à la fois économique et éthique, pour remettre le travail au centre du jeu... La dégradation des indicateurs tels que le *turnover* ou les arrêts de travail imputables à une altération de la santé psychologique, devra être surveillée.

● **PHILIPPE ZAWIEJA**
Directeur expert au sein du cabinet AlterNégo, chercheur associé aux universités de Montréal, Paris-Cité, Florence et Lisbonne. Il est l'auteur, entre autres, de *Les Rescapés du burn-out* (Les Arènes, 2023).

❶ Adrien Lagouge, Ismaël Ramajo et Victor Barry, « La France vit-elle une "grande démission" ? », Dares, octobre 2022.
❷ Pierre-Yves Gomez, « Phénomène de "grande démission" : l'effet boomerang de la gestion individualisée des performances », *Le Monde*, 26 septembre 2022.
❸ Marie-Élodie Laurent *et al.*, « Une rupture dans le rapport au travail ? La pandémie de covid-19 et les temporalités de gestion de leur parcours par les salariés », *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, vol. XXVIII, n° 73, 2022.
❹ Santé publique France, « Impact de l'épidémie de covid-19 sur la santé mentale des travailleurs et leurs comportements addictifs pendant le confinement », 19 janvier 2023.
❺ Sophie Mergen, « Vague de démissions : le rapport de pouvoir entre employés et employeurs s'est complètement inversé », *RTBF*, 8 septembre 2022.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

© FREDERIC REGLAIN/GAMMA-RAPHO/GETTY

BIOGRAPHIE
Philippe d'Iribarne, économiste et anthropologue, est directeur de recherche émérite au CNRS. Il est l'auteur de nombreux livres, dont *Le Grand Déclassement* (Albin Michel, 2022).

ENTRETIEN

PHILIPPE D'IRIBARNE
« LES FRANÇAIS SONT À LA FOIS DOCILES ET FRONDEURS »

Selon vous, le rapport des Français au travail est fondé sur un régime de l'honneur. Qu'entendez-vous par là ?

Le sens qu'on met dans son travail n'est pas universel. Tout dépend du contexte socioculturel. En France, les travailleurs ont besoin pour donner du sens à leur travail d'avoir le sentiment de réaliser une œuvre et d'être traités en adéquation avec leur place dans la société. La Révolution, en effet, a remplacé la hiérarchie des rangs fondée sur le sang par une hiérarchie des rangs fondée sur les vertus et les talents. Aujourd'hui encore, le poste qu'occupe un individu est perçu comme le signe de sa valeur. Il correspond aussi à un rang dans la société, certaines professions étant jugées plus prestigieuses que d'autres.

Si la loi Le Chapelier (1791) a aboli les corporations, la notion de « métier », en France, reste aussi synonyme d'appartenance à une communauté, avec ses codes, ses valeurs…

Quel impact sur les relations de travail ?

Au sein de l'entreprise, le chef se doit d'être à la hauteur des attentes de ses équipes, qui le jugeront légitime ou non à les diriger. Si c'est le cas, les employés sont prêts à un engagement important et souvent créatif, attaché au plaisir du « travail bien fait ». En contrepartie, ils demandent à être reconnus pour leurs compétences et refusent d'exécuter des tâches qui ne relèveraient pas de leur métier. Cette autonomie face à leurs supérieurs et leurs clients rend supportable le lien hiérarchique dans un pays où le régime de l'honneur cohabite avec une revendication d'égalité. En cela, les Français sont à la fois dociles et frondeurs.

Ce sentiment de perte de sens actuel est, selon vous, lié à l'effritement de ce régime de l'honneur. Pourquoi ?

Oui, la concurrence internationale a mis à mal l'autonomie des équipes et les logiques de métier. Pris en sandwich entre les exigences du client et celles de l'actionnaire, le travailleur ne sait plus qui il est et pourquoi il travaille.

Le développement des méthodes de management à l'américaine, mal digérées, marquées par l'explosion des « *process* », suscite la frustration des travailleurs, qui ont le sentiment d'être dirigés par des managers qui ne connaissent pas leur métier.

Plus récemment, l'explosion du numérique et de l'IA ainsi que le principe de précaution, qui bride leur goût de l'expérience et de l'aventure, viennent accélérer ce phénomène.

L'ensemble de ces facteurs, combinés au fait qu'il est beaucoup plus difficile aujourd'hui de trouver un métier à la hauteur de ses diplômes, conduit les salariés à se désengager de leur travail au profit de leur vie personnelle.

Beaucoup d'entreprises aujourd'hui disent agir contre cette perte de sens…

Certaines, à l'instar de Michelin par exemple, ont accru de manière importante la responsabilité des opérateurs sur les chaînes, afin de leur garantir plus d'autonomie. De même, certaines entreprises dites « libérées » sont parvenues à mettre en place des modes d'organisation et de décision plus démocratiques, mais au prix d'une sélection drastique à l'entrée qui n'a pas grand-chose de démocratique. L'entreprise agile, qui concilie les attentes des analystes financiers et des employés, par son organisation moins pyramidale et ses prises de décisions proches du terrain, constitue peut-être une piste intéressante. Aujourd'hui, beaucoup d'entreprises disent œuvrer pour redonner du sens au travail, mais avec un niveau de compréhension très faible de ce qui se passe réellement sur le terrain et qui pousse les gens à s'engager…

Cette crise de sens est-elle mondiale ?

Beaucoup de pays sont confrontés à la difficulté de faire coïncider la situation du travailleur salarié avec l'image du citoyen. Aux États-Unis, l'approche est très différente de la nôtre : le modèle idéal en matière de relation employé-employeur y est un contrat entre deux égaux, un fournisseur et son client. Le travail a du sens si l'employé a un contrat clair, qui limite l'arbitraire du supérieur et les moyens de réaliser sa mission. En Allemagne, le travail tire son sens de la capacité à cogérer les intérêts de la communauté que constitue l'entreprise. En cela, il est très difficile d'importer des modèles étrangers. La France a fait l'erreur de copier servilement les méthodes de management à l'américaine, sans réfléchir à la manière dont elles seraient reçues.

PROPOS RECUEILLIS PAR **CÉCILE PELTIER**

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

ET SI ON SE DONNAIT DU TEMPS ?

La pression intense fragilise la santé et les compétences des collaborateurs, parfois jusqu'au sentiment de dépossession. Comment reprendre son souffle ?

Sonia, aide-soignante en gérontologie, est souvent amenée à accueillir et former les collègues nouvelles dans le métier. Cette mission qui, à l'origine, lui plaît tant ne s'accomplit pas sans mal et soulève de nombreuses questions quant à l'usage du temps ❶ : comme le tutorat n'est pas toujours bien anticipé ni aménagé, cet accueil se télescope avec ses tâches de soin ; le *turnover* et la polyvalence déstabilisent et morcellent les temps d'échange ; mais, surtout, que transmettre ? Le « beau » métier, tel qu'on voudrait le pratiquer ? Ou au moins, le protocole technique prescrit ? Ou bien des pratiques qui permettent de tenir à peu près les délais, mais voisinent souvent, selon elle, avec la « *maltraitance organisationnelle des patients* » ?

Cet exemple, parmi tant d'autres ❷, illustre bien les formes et les effets – voire, les méfaits – du « modèle de la hâte » qui prend de l'ampleur depuis plusieurs décennies dans le monde du travail, services publics inclus. Son principe est celui d'un « productivisme réactif » : les produits et services sont ajustés, continûment et instantanément, à la demande (ou la demande supposée). La masse de temps travaillé doit, elle aussi, s'adapter en permanence et à moindre coût à la production visée. On en perçoit les conséquences à toutes les échelles de temps. C'est tout d'abord la pression temporelle dans l'activité immédiate où le travailleur, soumis à de multiples contraintes, doit simultanément répondre au besoin du client pressé, respecter des normes, en interdépendance avec ses collègues, etc. À moyen terme, cette intensification du travail déstabilise des horaires qui ne cessent de déborder du cadre à travers des décalages, des coupures, des imprévus. Enfin, sur le long terme, c'est le tempo toujours plus rapide des changements au sein des organisations comme dans les itinéraires professionnels.

HARO SUR L'ANTICIPATION

En restreignant les possibilités, pour les femmes et les hommes au travail, de garder la main sur leur usage du temps, ces évolutions contribuent fortement aux sentiments de manque, voire de perte de sens. La hâte incessante met à mal les possibilités d'anticiper, de vérifier, de se concerter ou d'essayer différentes façons d'agir, toutes ces stratégies, individuelles et collectives, quotidiennes ou au long cours, dans lesquelles l'expérience de chacun se construit et se mobilise. Les horaires bousculés raréfient les occasions de prendre du recul par rapport aux enjeux de son travail, de clarifier la place de celui-ci et ses liens avec d'autres sphères de vie. Quant à la course aux changements, elle a tendance à faire oublier les acquis du temps long, dans l'expérience des travailleurs comme dans la mémoire de l'entreprise ou de l'administration. Ce phénomène encourage au contraire des postures présentistes qui obèrent aussi une réflexion attentive sur les situations futures.

Ce sentiment de dépossession se trouve renforcé par la distance ressentie entre un travailleur et les cadres temporels qui lui sont imposés, toujours plus contraints, décidés d'en haut, sans réelle prise en compte des réalités du terrain. En témoigne le désarroi de Nathalie, technicienne dans la branche retraite de la Sécurité sociale, face à une nouvelle norme, qui prévoit de faire passer la durée du rendez-vous avec les futurs retraités de 40 à 30 minutes. Une disposition qui, selon elle, fait peu de cas du rendez-vous, moment clé d'un dossier bien monté, tant dans son contenu que pour la maîtrise des délais ultérieurs. C'est oublier aussi les contraintes qui vont faire varier la durée d'un rendez-vous, liée aux spécificités de chacun : certaines personnes hésitent en cours d'entretien sur leur date de départ ; d'autres ont du mal à comprendre les procédures ; d'autres encore viennent avec leur conjoint, qui a aussi des questions à poser. Et puis, un « rendez-vous bien mené » permet de délivrer à l'assuré une sorte de formation, dont vont bénéficier ensuite sa famille, ses voisins, ses collègues... La « bonne » durée d'un rendez-vous est donc par nature, difficilement prévisible. D'autant que s'il prend moins de temps que prévu,

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 5:00:04 PM

Nathalie en profite pour finaliser le dossier aussitôt après. Tout compte fait, la nouvelle norme lui apparaît donc, non seulement contraignante, mais « *absurde* ».

TRANSMETTRE, CRÉER ENSEMBLE

Tiraillé en permanence entre la hâte et la volonté de donner du sens à son travail, le travailleur doit parfois accepter l'une pour renoncer à l'autre. Un vrai dilemme ! Prenons le cas de deux pâtissiers ❸. Romain est employé dans une pâtisserie « *artisanale pure* ». Ce qui le conduit à passer sans cesse d'une recette à l'autre (sans « *perdre le fil* »), participer à des réunions d'innovation et accepter les commandes spéciales, compliquées, sous peine de « *perdre un client* ». Beau métier, mais ses horaires débordent ; il est anxieux pour les commandes bouclées *in extremis*. Et les périodes creuses, qui permettraient de récupérer de la fatigue et de consolider les relations collectives, disparaissent peu à peu. Dans la pâtisserie de Mario, en revanche, la gestion est plus industrialisée, avec des gâteaux moins variés, des assortiments plus simples, un respect à peu près assuré des 35 heures et une certaine régularité dans les rythmes. Mais sans occasions d'innover, que vaut ce métier ? Comment « *faire pour que se lever le matin* (la nuit, en fait) *ne soit pas une contrainte* » ? L'épuisement pour Romain, la frustration pour Mario : l'un comme l'autre auront du mal à durer dans le métier ; ce qui peut expliquer que tant de pâtissiers quittent la profession bien avant l'âge de la retraite.

Les histoires de Sonia, Nathalie, Romain et Mario permettent de repérer quelques-unes des manières de « *presser le travail* » et de remettre en cause son sens. L'alternative consiste à proposer, dans le dialogue social comme dans les recherches, des approches collectives de ces mécanismes trop souvent lus en termes de fragilités individuelles. Et à soutenir les temps qui comptent, consacrés à transmettre, à construire avec les autres, à créer, etc., pour faire en sorte qu'ils se rendent mutuellement utiles, comme dans un écosystème. À la manière d'une écologie des temps du travail ❹.

© JULIEN PACAUD

CORINNE GAUDART ET SERGE VOLKOFF
Corinne Gaudart est ergonome, directrice de recherche (CNRS/Lise). Serge Volkoff est statisticien et ergonome, chercheur invité au Centre d'études de l'emploi et du travail. Ensemble, ils ont écrit *Le Travail pressé. Pour une écologie des temps du travail* (Les Petits Matins, 2022). Ils sont tous les deux membres du Centre de recherche sur l'expérience, l'âge et les populations au travail.

❶ Corinne Gaudart et Jeanne Thébault, « La place du *care* dans la transmission des savoirs professionnels entre anciens et nouveaux à l'hôpital », *Relations industrielles*, vol. LXVII, n° 2, mai 2012.

❷ Corinne Gaudart et Serge Volkoff, *Le Travail pressé. Pour une écologie des temps du travail*, Les Petits Matins, 2022.

❸ Anne Pichené-Houard *et al.*, « Les départs précoces des pâtissiers salariés de l'artisanat : comprendre pour agir en prévention », *Références en santé au travail*, n° 147, 2016.

❹ William Grossin, *Pour une science des temps. Introduction à l'écologie temporelle*, Octarès, 1996.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

DES JEUNES PLUS MOBILES ET EXIGEANTS

La nouvelle génération aspire à préserver leur vie privée et à valoriser au mieux leurs compétences.

Les enquêtes révèlent une plus grande mobilité des jeunes par rapport à leurs aînés. Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop, et Stewart Chau, expert en stratégie électorale, analysent les sondages réalisés depuis une vingtaine d'années concernant les représentations du travail chez les moins de 30 ans. Ils décrivent une « *génération du roulis* » (*La Fracture. Comment la jeunesse d'aujourd'hui fait sécession*, 2021). Dans les premières années de leur vie active, les jeunes navigueraient d'un emploi à l'autre, tout en gardant un cap qu'ils se fixent librement. Moins fidèles à une entreprise en particulier, ils n'hésitent pas à en changer, notamment parmi les plus diplômés. Ainsi, indiquent F. Dabi et S. Chau, 27 % seulement des cadres de moins de 30 ans déclarent vouloir rester dans leur entreprise, contre 35 % en moyenne dans cette catégorie. Moins fidèles à l'entreprise, les jeunes accorderaient-ils moins de valeur au travail ? La question est régulièrement posée. Comment expliquer cette mobilité plus forte en début de carrière ?

Le phénomène n'est pas entièrement nouveau. En 2005 déjà, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) notait chez les moins de 30 ans une aspiration à la mobilité plus importante que chez les salariés plus âgés : près d'un tiers des jeunes changeait alors d'entreprise entre la 4e et la 5e année de leur vie active ❶.

Selon le Céreq ❷, une partie des jeunes, en particulier les diplômés de plus en plus nombreux de l'enseignement supérieur universitaire, connaît un déclassement en entrant sur le marché du travail : ils peinent à obtenir des postes correspondant à leur niveau de qualification. En changeant d'entreprise, les moins de 30 ans chercheraient donc avant tout à valoriser au mieux leurs diplômes dans les premières années de leur carrière.

Cette mobilité est aussi la conséquence du chômage – fin 2022, le taux de chômage atteignait selon l'Insee 18 % parmi les 15-24 ans, contre 7,3 % dans l'ensemble de la population active – qui les frappe de plein fouet depuis la fin des trente glorieuses. Ces jeunes enchaînent contrats temporaires (CDD, intérim, jobs alimentaires) et périodes non travaillées (formations, stages, services civiques « *en attendant* »). Ils ont intériorisé cette « *précarité durable* » et la nécessité d'acquérir une riche expérience professionnelle en changeant d'entreprise régulièrement ❸.

L'idéal des jeunes ? Un travail de qualité, intéressant intellectuellement, pas trop intensif, source d'autonomie et de reconnaissance, et correctement payé.

UNE ASPIRATION AU CHANGEMENT

La plus forte mobilité des jeunes ne s'explique pas seulement par la précarité des emplois. En effet, même lorsque les moins de 30 ans ont accès à un emploi stable (CDI…), cette aspiration au changement est très largement partagée (85 %). Elle s'exprime de manière différente en fonction des profils, souligne le Céreq. La mobilité peut-être interne, pour occuper davantage de responsabilités au sein de l'entreprise (surtout chez les plus diplômés employés sur des postes qualifiés dans des grands groupes) ; ou externe en l'absence de perspectives d'évolution ou lorsque l'emploi est menacé. Les démissions volontaires relèvent souvent de jeunes moins diplômés, qui veulent une meilleure rémunération, davantage de reconnaissance ou d'autonomie.

L'Injep (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) ❹ confirme le clivage important entre les jeunes qui occupent des positions professionnelles favorables et aspirent à l'équilibre entre vie privée et professionnelle, des relations entre collègues de qualité, un poste qui présente de l'intérêt ou encore offre une autonomie ; et les jeunes dans des situations professionnelles moins ouvertes (travail intensif, risque de perdre son emploi, impossibilité d'être promu) et qui espèrent surtout une rémunération

© JULIEN PACAUD

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

plus élevée et la sécurité de l'emploi.

Tout en se déclarant très majoritairement satisfaits de leur travail, les jeunes se montrent aussi plus attentifs à l'activité professionnelle qu'ils exercent. Leur idéal ? Un travail de qualité, intéressant intellectuellement, pas trop intensif, source d'autonomie et de reconnaissance, et correctement payé *(encadré)*.

Actuellement, seulement six jeunes sur dix déclarent utiliser pleinement leurs compétences et moins d'un jeune sur deux s'estime suffisamment rémunéré. La gestion du temps apparaît comme le critère principal d'insatisfaction : quatre sur dix jugent leur travail pénible, se disent obligés de se dépêcher ou soumis à des horaires décalés. Un jeune sur cinq déclare travailler plus de 45 heures par semaine...

À l'inverse, le désir de stabilité apparaît souvent comme un pis-aller. Les 15 % de jeunes interrogés par le Céreq qui ne souhaitent rien changer à leur travail sont issus en majorité de milieux modestes et exercent des fonctions non qualifiées. Faute de perspectives dans leur entreprise, leur secteur et en raison de leurs diplômes limités, ils font passer leur carrière au second plan.

● MAUD NAVARRE

REPÈRE
UNE GÉNÉRATION MULTIFACETTE

Dans son étude de 2020, le Céreq a établi une typologie des jeunes salariés.

1/ Ceux qui veulent **progresser au sein de l'entreprise** (31 %). Épanouis dans leur travail, ils jugent qu'il correspond à leur qualification et s'accorde avec leur vie privée. Il s'agit des jeunes les plus diplômés et qui occupent des emplois très qualifiés, souvent dans de grandes entreprises.

2/ Ceux qui sont frustrés par **un travail très contraignant** (22 %, dont une majorité de femmes). Ils estiment leur travail intéressant mais trop intense, pénible et mal payé. Ils voudraient préserver leur vie privée, mais n'ont pas la possibilité d'en parler à leurs responsables.

3/ Ceux qui veulent **créer leur propre emploi** (16 %). Ils aiment leur travail, mais s'estiment mal payés et veulent évoluer vers plus d'autonomie et de responsabilités, ce que ne leur permet pas leur entreprise.

4/ Les jeunes qui veulent **un travail à la hauteur de leur qualification** (16 %). Il s'agit souvent de sans-emploi ou de jeunes qui trouvent leur travail inintéressant, pénible et mal rémunéré.

5/ Ceux qui **ne veulent rien changer** à leur travail (15 %). Ce sont des diplômés modestes, qui travaillent, par exemple, en tant qu'ouvriers non qualifiés ou dans le secteur des transports. ● M.N.

❶ Arnaud Dupray, « La mobilité en début de vie professionnelle. Externes ou internes aux entreprises, des évolutions aux effets très différents », Céreq, *Bref*, n° 213, 2005.

❷ Christine Fournier *et al.*, « À quoi rêvent les jeunes salariés ? Qualité du travail, aspirations professionnelles et souhaits de mobilité des moins de 30 ans », Céreq, *Économie et statistique*, n° 514-515-516, 2020.

❸ Julie Couronné, « La jeunesse au travail : en finir avec les préjugés », *Droits et libertés*, n° 199, 2022.

❹ Julie Bene, « Les jeunes face au travail : un regard ambivalent, reflet de disparités », Injep, *Analyses et synthèses*, n° 24, juin 2019.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

QU'EST-CE QU'UN SALAIRE JUSTE ?

Infirmière, éboueur, caissière…, la crise sanitaire a souligné le décalage criant entre la dimension « essentielle » de certaines activités et leur faible rémunération.

On a tous en mémoire les applaudissements qui, au plus fort de la crise du covid, venaient tous les jours, sous les coups de 20 heures, célébrer les soignants. L'expression de cette reconnaissance symbolique a permis de mettre en lumière des personnels qui le plus souvent travaillent dans l'ombre. Mais elle ne suffit pas. Ainsi a-t-on vu, au même moment, des infirmières manifester au Royaume-Uni ou ailleurs, aux cris de « *Claps don't pay bills* » (« *Les applaudissements ne paient pas les factures* »).

Si l'anecdote est parlante, c'est qu'elle dit en creux cette tension inhérente à ce qu'on considère comme la « juste rémunération ». En la matière, deux approches sont possibles, comme l'écrivent les économistes Étienne de l'Estoile et Julie Oudot ❶ : « *La première concerne la justesse de la rémunération, et invite à réfléchir à ce qu'elle paie et vient récompenser : le produit du travail ; l'acte du travail, l'effort ; ou bien le travailleur lui-même à travers son parcours. La deuxième question, celle de la justice, déplace le regard vers les écarts de rémunérations entre travailleurs ainsi que sur les instruments nécessaires et souhaitables pour les réduire.* »

© JULIEN PACAUD

INÉGALITÉS SALARIALES GRANDISSANTES

Comme le soulignent notamment les travaux de Thomas Piketty ❷, les salaires sont devenus aujourd'hui un élément majeur dans la formation des inégalités sociales. En France les 10 % des salariés les moins bien rémunérés touchent au mieux 1 280 euros par mois, les 10 % les mieux payés au moins 3 780 euros, soit trois fois plus. On intègre le club du 1 % des plus hauts salaires à partir de 9 200 euros mensuels (L'Observatoire des inégalités). Pour les économistes néoclassiques, ces différences de salaires reflètent la contribution de chacun à la production collective. Autrement dit, pour l'employeur, la vraie question est de savoir si l'embauche d'une personne supplémentaire rapporte plus que ce qu'elle lui coûte.

Pourtant ce modèle théorique peine à lui seul à expliquer les écarts de rémunération entre cadres et ouvriers d'une même organisation. La lecture sociologique nous invite plutôt à y voir le résultat d'un rapport de forces que l'expression d'un ordre naturel et rationnel. Le sociologue Jean Saglio le résume à sa manière : « *Le "juste salaire" ne se calcule pas, il*

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

se négocie ❸. » En France, ce sont les « grilles Parodi » (1945) qui encadrent la fixation des rémunérations, en instaurant par branches d'activités des nomenclatures hiérarchisées d'emploi, définies par des tâches, un niveau de diplôme ou d'ancienneté requis et un salaire minimum. Ce principe de hiérarchisation des rémunérations continue de refléter la division du travail, même si une plus grande marge de négociation est désormais laissée aux entreprises.

Pour le sociologue américain Everett Hugues ❹, la division du travail renvoie à un double mouvement de délégation et de déconsidération du « sale boulot ». Autrement dit, moins un travail est symboliquement reconnu au sein de la société, moins il est rémunéré. Les exemples sont légion : éboueur, auxiliaire de service hospitalier, aide à domicile, livreur, caissière, agent d'entretien, ouvrier de manutention... Autant de métiers qui se sont pourtant retrouvés en pleine lumière avec la crise sanitaire et qu'on a commencé à qualifier pour la première fois de « métiers essentiels ». Christine Erhel et Sophie Moreau-Follenfant ❺ les définissent par « *le caractère vital de l'activité pour le fonctionnement normal de la société et la non-possibilité d'exercer le travail à distance* ». Si on suit la conclusion de leur enquête, ces travailleurs sont non seulement moins payés (environ 30 % de moins que la moyenne des salariés du privé), mais surtout exercent leur métier dans des conditions très difficiles.

L'anthropologue et militant anarchiste américain David Graeber ❻ oppose ces métiers utiles à la société pourtant si mal rémunérés à un ensemble de « *boulots à la con* », les « *bullshit jobs* » qui, s'ils sont prestigieux et bien payés, ne font pas sens pour les personnes qui les exercent : lobbyistes, marketeurs, « petits chefs »... Si le concept a bénéficié d'un fort écho médiatique, il reste fragile d'un point de vue scientifique, comme le souligne la sociologue et philosophe Dominique Méda ❼ pour qui ce type de lecture a tendance à trop homogénéiser les situations : « *Ne peut-on soutenir qu'un même métier peut, dans certains cas, être très utile au fonctionnement de la société – un banquier qui aide une PME à se développer – et dans d'autres nocif – lorsque le même banquier aide un particulier à placer ses fonds dans des paradis fiscaux ?* » Si on prend au sérieux l'argument, comment mesurer la création de valeur ? Est-il possible d'isoler la contribution de chacun et chacune à l'utilité sociale ?

VERS UN NOUVEAU MODÈLE ?

Pour D. Méda, il faudrait d'abord mesurer autrement la production de richesse produite. Aujourd'hui, le PIB ne prend pas en compte les activités domestiques, bénévoles, familiales, amicales, de loisir, politiques qui n'ont pas de contrepartie monétaire... Cela supposerait aussi de définir la « richesse sociale » comme nouvel étalon de mesure de l'activité, au regard notamment de son empreinte carbone et de sa contribution au bien-être social, afin d'établir une nouvelle échelle proportionnelle de rémunération. Ce type de proposition fait écho à la vision défendue par l'économiste Amartya Sen qui a contribué à forger l'indice de développement humain (IDH) mesuré par le Programme des Nations unies pour le développement. Dans sa théorie de la justice fondée sur les « capabilités » ❽, la qualité de vie se mesure par la liberté des individus de vivre la vie qu'ils souhaitent, et non pas seulement par la richesse.

Avec la loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite loi Pacte, qui contraint les entreprises à davantage prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux, on peut espérer que cette notion d'utilité sociétale devienne progressivement centrale dans la manière de penser et rémunérer le travail. L'avenir nous dira si on est à l'aube d'un changement de paradigme ou si la transformation n'est qu'une coquille vide...

FRÉDÉRIQUE LETOURNEUX

> « MOINS UN TRAVAIL EST SYMBOLIQUEMENT RECONNU AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ, MOINS IL EST RÉMUNÉRÉ. »

❶ Collectif, « Regards croisés sur l'économie », *Rémunérer le travail*, La Découverte, 2021.
❷ Thomas Piketty, *L'Économie des inégalités*, 7e éd., La Découverte, coll. « Repères », 2014.
❸ Jean Saglio, « Rémunérations », *in* Antoine Bevort *et al.* (dir.), *Dictionnaire du travail*, PUF, 2012.
❹ Everett C. Hugues, *Le Regard sociologique. Essais choisis*, EHESS, 1997.
❺ Christine Ehrel et Sophie Moreau-Follenfant, « De la mission d'accompagnement des partenaires sociaux dans la démarche de la reconnaissance des travailleurs de la deuxième ligne », rapport pour le ministère du Travail et des Affaires sociales, 2021.
❻ David Graeber, *Bullshit Jobs*, Les Liens qui libèrent, 2018
❼ Dominique Méda, « Quel fondement pour la reconnaissance des travailleurs essentiels ? », *Sociologie du travail*, vol. LXIV, n° 1-2, janvier-juin 2022.
❽ Amartya Sen, *L'Idée de justice*, Flammarion, 2010.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

© JULIEN PACAUD

RÉMUNÉRER LES SURFEURS, UN DÉBAT PHILOSOPHIQUE

Les surfeurs de Malibu méritent-ils de toucher le revenu universel ? Cette controverse, soulevée par le philosophe John Rawls, pose une épineuse question : celle de savoir s'il est juste de verser un revenu à des gens qui ne travaillent pas.

Ceux qui s'adonnent au surf toute la journée à Malibu ne peuvent pas bénéficier de l'aide publique, estimait le philosophe John Rawls ❶. Elle doit être consacrée aux pauvres. Des pays, comme l'État américain d'Hawaï, ont d'ailleurs légiféré en ce sens, obligeant toute personne désireuse de s'établir sur place à justifier d'une année de prise en charge, afin d'éviter l'arrivée de nombreux surfeurs jugés parasites. Dans un article au titre provocateur devenu célèbre, « Pourquoi les surfeurs doivent être subventionnés », le philosophe et économiste Philippe Van Parijs ❷ s'oppose à ces législations et à J. Rawls. Lui défend l'idée d'un revenu universel inconditionnel (RUI), c'est-à-dire d'une allocation individuelle versée à tous sans contrôle de ressources ni exigence de contrepartie, y compris aux surfeurs.

Il part du principe que dans une société libérale, l'État n'a pas à favoriser un mode de vie par rapport à un autre. Pour que cette possibilité soit effective, la liberté de choisir son style de vie ne doit pas se réduire à une autorisation (liberté formelle), mais être réelle. Avoir la liberté formelle de faire du surf, n'implique pas qu'on puisse effectivement surfer. Il faut avoir le temps de pratiquer, de quoi s'acheter un équipement, se rendre au bord de la mer, etc. Entre la liberté formelle et la liberté réelle se dresse une série d'obstacles, contre lesquels le revenu universel s'avère le meilleur antidote.

L'idée n'est pas nouvelle ❸. Thomas Paine (1737-1809), figure de proue de la Révolution française, adressait déjà une proposition de ce type dans un petit texte intitulé *La Justice agraire*. Cette dernière suscite un regain d'intérêt depuis quelques années. Plusieurs candidats à l'élection présidentielle, dont Benoît Hamon en 2017 ou Yannick Jadot en 2022, l'ont même reprise.

Cette proposition est en rupture

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

radicale avec le système de protection sociale à la française qui conditionne le versement d'aide sociale à l'incapacité temporaire ou permanente à obtenir un revenu par le travail. Avec le revenu universel inconditionnel, la prestation est définitivement déconnectée du travail. Une révolution qui fait bondir une partie des intellectuels et des politiques qui voient là un enterrement de première classe du travail, créateur de valeur et source d'intégration sociale ❹. Mais une telle peur est-elle fondée ?

Le projet de revenu universel inconditionnel a eu le mérite de renouveler le débat sur le travail et de faire germer de nouvelles propositions fécondes.

SE LA COULER DOUCE ?

Les plus hostiles à l'égard du revenu universel inconditionnel rétorqueront que si les gens ont la possibilité de toucher un revenu sans rien faire, beaucoup choisiront de se la couler douce. L'effet démoralisateur sur le marché du travail nuira à la création de valeur, rendant impossible le financement d'une telle mesure.

Une étude de Richard Gilbert et ses collègues ❺, à partir de 16 expériences de revenu de base inconditionnel menées à travers le monde, ne confirme pas ces craintes et plaide plutôt en faveur de ce revenu. Si dans les pays développés, comme les États-Unis ou le Canada, les expériences ont contribué à décourager les personnes de chercher du travail, le phénomène, de faible ampleur, a été compensé par l'augmentation du bien-être des bénéficiaires. Le stress de devoir trouver un travail quand on est au chômage, par exemple, a diminué. Dans les pays émergents ou en développement (Brésil, Inde, Mexique, Pérou, Ouganda, etc.), à l'inverse, le revenu de base inconditionnel a eu pour effet d'accroître l'offre de travail et la participation au marché du travail. Les individus l'ont utilisé pour réaliser des investissements susceptibles de faciliter leur activité (téléphone mobile, engrais, etc.), accroître leur production et prendre des risques en matière d'activité qu'ils ne se permettraient pas autrement.

On voit que l'effet démoralisateur n'est pas automatique, mais dépend du contexte et du niveau du revenu de base.

Les partisans du revenu universel inconditionnel le considèrent également comme une réponse à la fin du travail promise par certains observateurs, l'essayiste Jeremy Rifkin ❻ en tête, en raison de l'automatisation induite par le développement des nouvelles technologies. Dans ce contexte, le revenu universel inconditionnel permet aux individus qui ne trouveraient plus d'emplois de repenser leur projet d'activité et de réorienter leurs efforts.

REPENSER LE TRAVAIL

S'il reste pour l'instant à l'état de projet dans une société encore fortement tournée vers le travail, le revenu universel inconditionnel a eu le mérite de renouveler le débat sur le travail, et de faire germer de nouvelles propositions fécondes, dont deux en particulier. La première, formulée par l'économiste Anthony Atkinson ❼, plaide en faveur d'un revenu de participation versé en contrepartie de toute activité jugée socialement utile. Il peut s'agir d'un emploi salarié ou indépendant, d'un bénévolat au sein d'une association – comme de donner des cours de surf à des enfants – ou d'activités de nature familiale, jusqu'ici non rémunérées.

Bernard Stiegler, de son côté, prône un revenu contributif ❽, qui vient s'ajouter au revenu universel inconditionnel en fonction de la contribution sociale de l'individu. Si ces deux propositions restent pour l'instant lettre morte, elles ont le mérite d'élargir ce qui doit être considéré comme un travail socialement utile.

Les opposants au RUI craignent qu'il déstabilise le monde du travail et accélère sa transformation. Ils oublient que ce dernier évolue avec le capitalisme et qu'appuyer sur les freins n'est pas forcément la bonne stratégie. Mieux vaut sans doute prendre un virage, comme le revenu universel inconditionnel nous y invite, en abolissant les frontières entre travail et activités non rémunérées, permettant à chacun de trouver sa place dans la société. Les surfeurs ne sont pas des parasites. Ils nous invitent à revoir les activités socialement utiles.

● **JÉRÔME BALLET**
Enseignant-chercheur en éthique et en économie (CNRS/université de Bordeaux). Il est l'auteur de *L'Économie à l'épreuve de l'éthique. Bonheur, justice, marché*, De Boeck, 2021.

❶ John Rawls, « The priority of right and ideas of the good », *Philosophy & Public Affairs*, vol. XVII, n° 4, automne 1988.
❷ Philippe Van Parijs, « Why surfers should be fed », *Philosophy & Public Affairs*, vol. XX, n° 2, printemps 1991.
❸ Yannick Vanderborght et Philippe Van Parijs, *L'Allocation universelle*, La Découverte, coll. « Repères », 2005.
❹ Jean-Marie Harribey et Christiane Marty (dir.), *Faut-il un revenu universel ?* L'Atelier, 2017.
❺ Richard Gilbert *et al.*, « Would a basic income guarantee reduce the motivation to work ? An analysis of labor responses in 16 trial programs », *Basic Income Studies*, vol. XIII, n° 2, novembre 2018.
❻ Jeremy Rifkin, *La Fin du travail* [1995], La Découverte, 1997.
❼ Anthony Atkinson, « The case for a participation income », *The Political Quarterly*, vol. LXVII, n° 1, janvier 1996.
❽ Bernard Stiegler (dir.), *Bifurquer*, Les Liens qui libèrent, 2020.

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

POUR PROLONGER LA LECTURE

Les sources de ce dossier

- **« "Je t'aime moi non plus" : les ambivalences du nouveau rapport au travail »** Flora Baumlin et Romain Bendavid, Fondation Jean-Jaurès, janvier 2023.
- ***Les Nouveaux Modes de management et d'organisation. Innovation ou effet de mode ?*** Suzy Canivenc, La Fabrique de l'industrie, 2022.
- **« À quoi rêvent les jeunes salariés ? Qualité du travail, aspirations professionnelles et souhaits de mobilité des moins de 30 ans »** Christine Fournier *et al.*, *Économie et statistique*, n° 514-515-516, 2020.
- ***Le Prix du travail bien fait. La coopération conflictuelle dans les organisations*** Yves Clot (coord.), La Découverte, 2021.
- **« Quand le travail perd son sens. L'influence du sens du travail sur la mobilité professionnelle, la prise de parole et l'absentéisme pour maladie »** Thomas Coutrot et Coralie Perez, Dares, *Document d'études*, n° 249, août 2021.
- **« Rémunérer le travail »** Collectif, *Regards croisés sur l'économie*, La Découverte, 2021.
- **« La jeunesse au travail : en finir avec les préjugés »** Julie Couronné, *Droits et libertés*, n° 199, 2022.
- ***La Fracture. Comment la jeunesse d'aujourd'hui fait sécession*** Frédéric Dabi et Stewart Chau, Les Arènes, 2021.
- ***Troubles dans le travail. Sociologie d'une catégorie de pensée*** Marie-Anne Dujarier, PUF, 2021.
- ***Le Travail pressé. Pour une écologie des temps du travail*** Corinne Gaudart et Serge Volkoff, Les Petits Matins, 2022.
- **« Would a basic income guarantee reduce the motivation to work ? An analysis of labor responses in 16 trial programs »** Richard Gilbert *et al.*, Basic Income Studies, vol. XIII, n° 2, novembre 2018.
- ***Bullshit Jobs*** David Graeber, Les Liens qui libèrent, 2018.
- ***L'Invention du travail*** Olivier Grenouilleau, Cerf, 2022.
- ***Le Grand Déclassement*** Philippe d'Iribarne, Albin Michel, 2022.
- ***Le Travail*** Dominique Méda, 7e éd., PUF, coll. « Que sais-je ? », 2022.
- **« Quel fondement pour la reconnaissance des travailleurs essentiels ? »** Dominique Méda, *Sociologie du travail*, vol. LXIV, n° 1-2, janvier-juin 2022.

Les classiques

- ***Les Travaux et les Jours*** Hésiode, Hachette/BNF, 2020.
- ***Le Capital. Livre I*** Karl Marx, 4e éd., PUF, 2014.
- ***L'Économie des inégalités*** Thomas Piketty, 7e éd., La Découverte, coll. « Repères », 2014.
- **« The priority of right and ideas of the good »** John Rawls, *Philosophy & Public Affairs*, vol. XVII, n° 4, automne 1988.
- **« Why surfers should be fed »** Philippe Van Parijs, *Philosophy & Public Affairs*, vol. XX, n° 2, printemps 1991.

Notre coup de cœur

- ***Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire*** Thomas Coutrot et Coralie Perez, Seuil, coll. « La République des idées », 2022.

Pour faire un pas de côté

- ***Un monde sans travail. Comment les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle reconfigurent le marché du travail*** Daniel Susskind, Flammarion, 2023.

À voir

- ***Le Bonheur au travail*** Martin Meissonnier, film documentaire, Arte, 2015.

DANS LES ARCHIVES DE SCIENCES HUMAINES (WWW.SCIENCESHUMAINES.COM)

- **« Travail, les nouvelles fractures »** Frédérique Letourneux (coord), *Sciences Humaines*, n° 337, juin 2021.
- **« La motivation au travail. Pourquoi on la perd, pourquoi on la retrouve »** Jean-François Dortier (coord), *Sciences Humaines*, n° 308, novembre 2018.

ABONNEZ-VOUS

SCIENCES HUMAINES

Abonnement 1 an

Particuliers en **France métropolitaine**

11 Mensuels	11 Mensuels + 4 Grands Dossiers
54 €	**69 €**
seulement au lieu de 73,10 €	seulement au lieu de 104,70 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne

☐ **54 € pour 11 Mensuels**
☐ **69 € pour 11 Mensuels + 4 Grands Dossiers**

Je règle aujourd'hui la somme de ..... €

☐ Par chèque (bancaire ou postal) à l'ordre de Sciences Humaines
☐ Par virement Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté
IBAN : FR76 1080 7004 0922 1217 7531 021
BIC : CCBPFRPPDJN

Mes coordonnées :

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
CP Ville .....
Pays .....
Courriel .....

À compléter et à retourner avec votre règlement :

Dans une enveloppe NON AFFRANCHIE à :

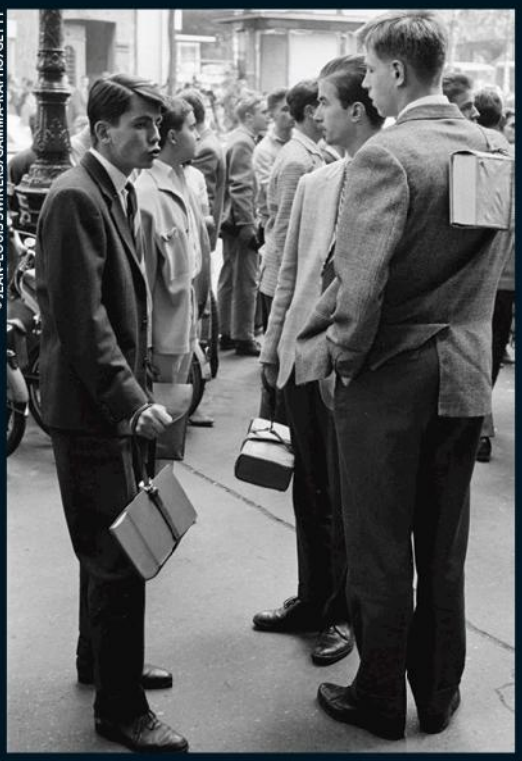
Sciences Humaines
Libre Réponse 60 546
89 019 Auxerre Cedex

POUR ALLER PLUS VITE, APPELEZ LE **03 86 72 17 39**
CODE PROMO 357
(PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE)

DÉCOUVREZ TOUTES NOS **OFFRES D'ABONNEMENTS EN SCANNANT CE QRCODE**

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Sciences Humaines responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse https://www.scienceshumaines.com/politique-confidentialite ou écrivez à notre Délégué à la protection des données à Sciences Humaines BP 256 – 89004 Auxerre Cedex ou serviceclients@scienceshumaines.fr

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM



© JEAN-LOUIS SWINERS/GAMMA-RAPHO/GETTY

À la sortie des épreuves du bac devant le lycée Louis-le-Grand (Paris, 1959).

C'est une des polémiques, les plus célèbres de la sociologie française. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron expliquent les inégalités sociales à l'école par l'héritage culturel, quand Raymond Boudon considère qu'elles résultent de choix individuels dans une société inégale. Que valent ces explications un demi-siècle plus tard ? MARIE DURU-BELLAT

RÉFÉRENCE

BOUDON contre BOURDIEU

D'où viennent les inégalités scolaires ?

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

© DRFP 2023/BRIDGEMAN

Raymond Boudon

© LOUIS MONIER/BRIDGEMAN

Pierre Bourdieu

Alors que, dans la France des années 1960, les pouvoirs publics ouvrent l'accès à l'éducation avec l'espoir de rendre la société à la fois plus prospère et plus juste, des sociologues trentenaires, venus de la philosophie et jusqu'alors peu connus, jettent un pavé dans la mare. Forts de dénoncer le mythe, populaire à l'époque, d'une « école libératrice », Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, dans *Les Héritiers* (1964), puis *La Reproduction* (1970), analysent les inégalités sociales d'accès et de réussite à l'université, et plus largement à l'école, comme la résultante inévitable du fonctionnement d'une institution conçue pour reproduire et légitimer les inégalités sociales. Les élèves héritent de leur famille non seulement des ressources culturelles (livres, visites...) plus ou moins importantes, mais aussi des visions du monde (respect pour le savoir académique, projection dans l'avenir...) qui les rendent plus ou moins capables de se conformer aux exigences de l'école.

Parce qu'ils ont intériorisé les contraintes qui pèsent sur leur milieu social, les élèves anticipent leur avenir conformément à ce qui, dans leur groupe social, apparaît comme probable. Les possibilités de réussite et les projets varient fortement d'un élève à l'autre. Pourtant, l'école ignore ces différences : si elle veut remplir sa fonction de légitimation des inégalités, elle doit faire croire que la réussite des élèves est fondée sur leur mérite personnel. C'est ainsi, selon Bourdieu et Passeron, que l'école transforme les inégalités sociales en inégalités de compétences. Les inégalités scolaires sont nécessaires pour justifier les différences de classes dans un système verrouillé par les rapports de domination.

Centrant ses critiques sur cet autre mythe très populaire à l'époque qu'est l'égalité des chances, le sociologue Raymond Boudon, avec *L'Inégalité des chances* (1973), s'oppose à ces thèses globales. Inspiré par une sociologie américaine combinant grandes enquêtes statistiques et modélisation des comportements, il rejette la démarche structuraliste qui explique les phénomènes sociaux (les inégalités scolaires) par d'autres phénomènes sociaux (les inégalités et la fonction de reproduction sociale de l'école). Les inégalités de scolarité résultent, selon lui, de l'agrégation d'une multitude de comportements individuels qu'il s'agit de comprendre.

Pour cela, il faut analyser le comportement des acteurs en fonction de la

Délivré à 353101 le 3/17/2023, 9:25:46 PM

BIOGRAPHIE

Raymond Boudon

Né en 1934 et décédé en 2013, Raymond Boudon est l'un des sociologues français les plus célèbres de la seconde moitié du 20e siècle. Représentant du courant de l'individualisme méthodologique*, il a notamment travaillé sur l'origine des inégalités scolaires, la mobilité sociale, les idéologies ou encore les effets pervers. Il a enseigné pendant une grande partie de sa carrière à Sorbonne-Université.

Pierre Bourdieu

Né en 1930 et décédé en 2002, Pierre Bourdieu, autre grande figure de la sociologie française, a enseigné à l'EHESS et au Collège de France. Ses analyses visent à caractériser l'organisation de la société à partir de notions comme celle de champ, capital ou encore d'*habitus*, sorte d'héritage culturel spécifique à chaque milieu social et transmis par la socialisation, ce qui le classe parmi les représentants du courant structuraliste et holiste.

MOT-CLÉ

• INDIVIDUALISME MÉTHODOLOGIQUE

Inspiré des travaux du sociologue Max Weber (1864-1920), entre autres, l'individualisme méthodologique est un courant de la sociologie qui considère que les phénomènes sociaux résultent des comportements individuels.
L'individualisme méthodologique est souvent opposé à un autre grand courant de la sociologie, l'holisme, qui part du principe que ce sont les structures sociales, par exemple les classes sociales et les inégalités qui en découlent, qui s'imposent aux individus et déterminent leur histoire.

situation dans laquelle ils se trouvent : ils usent d'une rationalité certes limitée (du fait de leur position particulière qui limite leur perception des réalités), mais réelle. Ainsi un observateur extérieur peut retrouver les « bonnes raisons » qu'ils ont d'adopter tel ou tel comportement. Les choix scolaires découlent d'un calcul de type coût/avantage : avant de s'engager dans un cursus, les élèves en évaluent les bénéfices, les inconvénients présents et futurs (financiers ou psychologiques, espoirs de mobilité sociale, etc.), et les risques (échec scolaire, chômage). Le contexte social de ces « décideurs » module fortement la valeur et le poids de ces critères de choix. Par exemple, dans le contexte des années 1970 (mais ce n'est pas si différent aujourd'hui), une scolarité à l'université n'apporte pas le même bénéfice à un jeune de milieu aisé, et à un jeune issu de milieu populaire. Si cette orientation s'impose au premier pour assurer la reproduction de sa position sociale, des études à la fois moins longues, moins coûteuses et moins risquées (risque d'échec si on a fréquenté une filière moins adaptée aux études longues, risque de s'éloigner de son milieu social…), suffisent à garantir une mobilité ascendante au second.

STRATÈGE AUTANT QU'HÉRITIER ?

De prime abord, l'opposition entre les deux thèses est patente. Pour Bourdieu et Passeron, les inégalités scolaires découlent des structures sociales et de la capacité du groupe dominant à contrôler l'école, école qui joue un rôle crucial et nécessaire dans le processus de justification des inégalités. Boudon rejette ces explications déterministes, qui dénient aux individus toute forme d'autonomie. S'intéressant particulièrement aux choix qui orientent les trajectoires, il donne à l'action des élèves et de leurs parents une place primordiale dans les carrières scolaires. Ce qui contribue en quelque sorte à innocenter l'institution scolaire. Développées à une époque où les travaux empiriques sur l'école sont encore rares, dans quelle mesure ces théories sont-elles confirmées par les recherches actuelles ?

Les analyses récentes intègrent l'élévation du niveau d'étude liée à la massification scolaire. Alors qu'entre 1960 et 1985, le taux de bacheliers est passé de 11 à 29 %, un enfant de cadre a encore six fois plus de chances qu'un enfant d'ouvrier d'obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur. La prolongation des études n'a donc pas entraîné une disparition des inégalités sociales. Aujourd'hui, alors que plus de 80 % des jeunes sont bacheliers, ils sont loin d'avoir tous le même bagage. Les plus favorisés ont plus souvent un bac scientifique – considéré jusqu'à la suppression récente des séries L, ES et S, comme le plus prestigieux – et les plus défavorisés un bac professionnel.

Mais les inégalités de carrières scolaires ne découlent plus de la plus ou moins grande maîtrise de la culture classique (censée être au cœur de l'héritage culturel), comme l'affirmaient Bourdieu et Passeron dans les années 1960-1970. Elles se manifestent dès la maternelle, et portent autant sur les performances en calcul qu'en français. Les parents offrent de meilleures chances de réussite à leurs enfants grâce aux compétences cognitives et linguistiques qu'ils leur permettent d'acquérir et moins par les « affinités culturelles » qu'ils leur transmettent. Doter son enfant d'un vocabulaire étendu ou le faire raisonner grâce à des jeux d'éveil compte plus que lui faire visiter des musées… De plus, cet héritage familial tant mobilisé par Bourdieu ne joue pas de manière mécanique, comme en témoignent les cas d'enfants de diplômés en échec scolaire. Et surtout, il ne suffit pas de réussir : les stratégies des familles à la recherche de la « bonne » filière sont décisives et laissent penser, dans la lignée de Boudon, que la rationalité l'emporte sur les déterminismes

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

sociaux (l'*habitus* de classe) défendus par Bourdieu.

Ces choix scolaires de plus en plus nombreux au fur et à mesure que les cursus s'allongent s'accordent mal avec le modèle de la reproduction. Par exemple, la hausse spectaculaire du niveau d'études des filles depuis les années 1960 résulte moins d'un changement radical de leur « *habitus* sexué » (parce que les pratiques éducatives des parents auraient changé, par exemple) que de l'anticipation de l'intérêt, pour elles, d'opter pour une formation longue. Les filles ont su se montrer stratèges dans un contexte de fort développement des emplois tertiaires qualifiés, d'évolution de la famille et des rapports entre les sexes.

Ce phénomène conforte aussi une autre thèse de Boudon qui critique le modèle linéaire de la reproduction de Bourdieu et Passeron. Ce modèle liait socialisation, succès scolaires et reproduction sociale. Si on estime que l'école contribue à la reproduction de rapports de domination, on comprend mal que les filles réussissent mieux et fassent des études plus longues que les garçons. Dans le même temps, leur devenir professionnel n'est guère en phase avec leurs succès scolaires (inégalités de salaire, moindre accès aux postes de direction…). Ce constat renforce la thèse boudonienne selon laquelle les chances scolaires ne se transforment pas mécaniquement en chances sociales. Le contexte socio-économique joue un rôle déterminant, par exemple l'existence d'opportunités sur le marché de l'emploi…

UN MÊME SCEPTICISME FACE À L'ÉCOLE

Ce poids du contexte socioéconomique est souligné par Passeron dans son autocritique de la reproduction. En 1982, il évoque l'inflation des diplômes, rejoignant ainsi Boudon qui souligne dès 1973 que la dévalorisation des diplômes résulte de l'accumulation de stratégies individuelles rationnelles visant à se classer au mieux. Alors que la structure des emplois se déplace moins vite vers le haut que les niveaux d'éducation, les jeunes accèdent avec le même diplôme à des emplois moins qualifiés. Le fait de décrocher un diplôme d'enseignement supérieur reste cependant rentable (tout diplômé se place mieux que celui qui l'est moins). Ce phénomène suffit à expliquer la demande d'éducation des jeunes, sans qu'il soit pertinent d'invoquer le jeu des *habitus*. Ce mouvement global de dévalorisation des diplômes sur le marché du travail s'accompagne d'un décalage des inégalités à un niveau un peu plus élevé.

La hausse spectaculaire du niveau d'études des filles depuis les années 1960 résulte moins d'un changement radical de leur « *habitus* sexué » que de l'anticipation de l'intérêt, pour elles, d'opter pour une formation longue.

Les analyses de Bourdieu et celles de Boudon tendent à converger. Quand Bourdieu décrit le « *sens du placement* » de certains acteurs investissant les filières les plus rentables, Boudon met en avant les « *bonnes raisons* » qui fondent leurs choix et leur inégale sensibilité aux risques selon leur stabilité financière (quand on a une famille sur laquelle on peut compter,

REPÈRE

EFFET MAÎTRE, EFFET ÉTABLISSEMENT, DEUX LEVIERS DE LA REPRODUCTION

À partir des années 1980, les spécialistes de l'éducation, notamment les économistes avec les travaux fondateurs de l'Iredu, ouvrent la boîte noire qu'était l'école et commencent à évaluer finement les facteurs de réussite des élèves. Comme le synthétise le chercheur Pascal Bressoux, entre autres, ces études montrent que les résultats scolaires, une année donnée, dépendent plus de l'enseignant (« effet maître ») que de l'origine sociale de l'élève. Des travaux ultérieurs attestent que des élèves dont les situations sociales sont analogues progressent plus ou moins selon l'établissement fréquenté. Au total, 10 à 15 % des inégalités de réussite scolaire dépendent de l'effet maître et de l'effet établissement, c'est-à-dire que les élèves de milieu populaire, s'ils ont un maître particulièrement efficace, peuvent réduire significativement leur handicap social.

Ces constats sont une pierre à la fois dans le jardin de Raymond Boudon – les inégalités de carrières scolaires ne dépendent pas seulement des décisions individuelles –, et de Pierre Bourdieu, puisque la reproduction des inégalités ne se fait pas partout avec la même intensité. Car l'ensemble des caractéristiques liées à une meilleure efficacité (enseignants expérimentés, public acquis à la culture scolaire, climat ordonné favorable aux apprentissages…) est plus souvent constaté dans les établissements fréquentés par une population favorisée, dont les élèves réussissent mieux. Ces constats revêtent une importance capitale : le fait qu'une part de l'avantage scolaire des élèves de milieu favorisé s'explique par leur accès à des contextes plus efficaces relativise le poids du capital culturel.

On comprend dès lors l'impact de la ségrégation sociale. Les élèves progressent moins dans les collèges qui accueillent une majorité d'élèves de milieu défavorisé. La moindre réussite des élèves faibles et de milieu défavo-

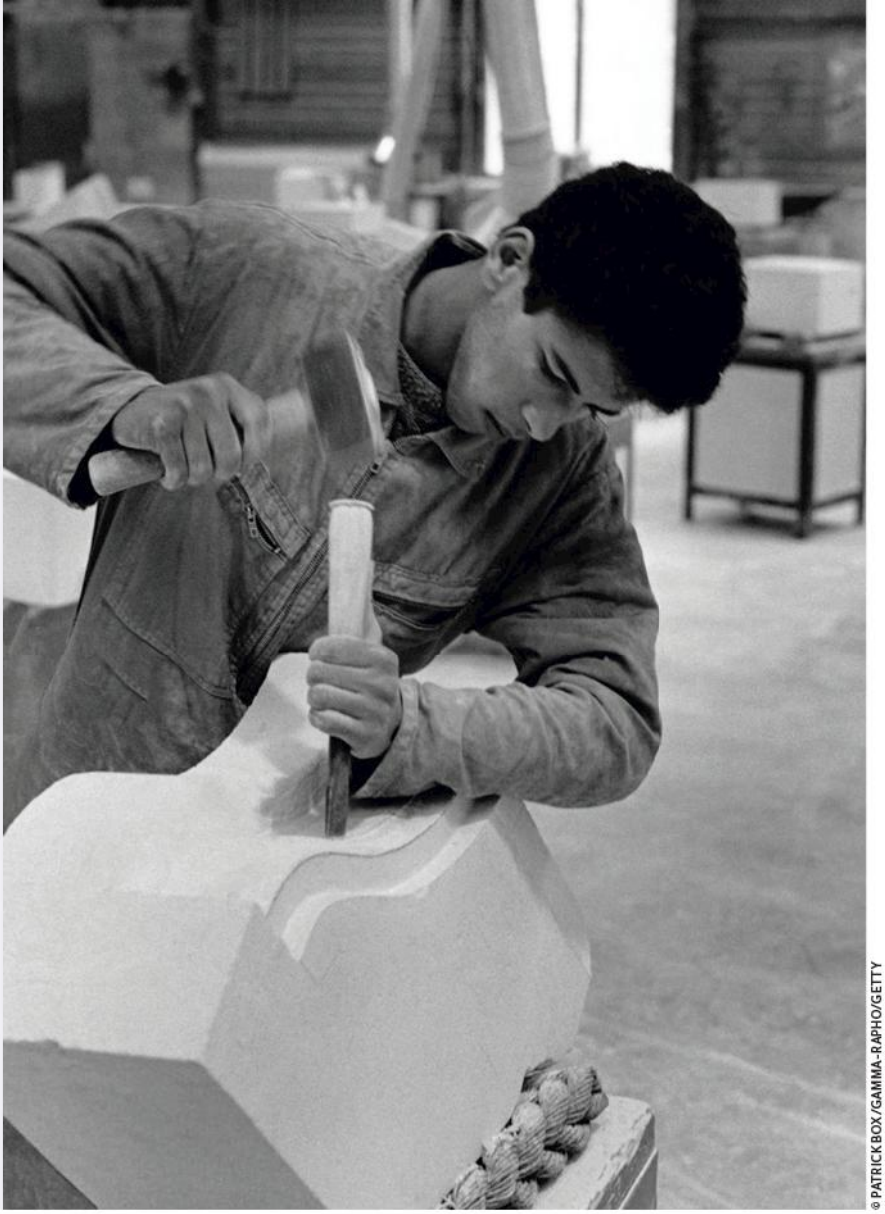
Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

risé, particulièrement marquée en France, pourrait s'expliquer en partie par le fait qu'ils sont concentrés, plus qu'ailleurs, dans certains établissements.

Dans une perspective bourdieusienne, on s'intéresse aujourd'hui à la manière dont les groupes dominants contrôlent les contextes scolaires pour mieux assurer leur avantage (défense des classes bilingues, des écoles privées, de certaines options...). Et qu'on soit proche ou non de la théorie de Boudon, on admet que le contexte marque les choix scolaires. De fait, l'école a une marge de manœuvre non négligeable, notamment dans la réduction des inégalités précoces de réussite auxquelles Boudon (comme Bourdieu, d'ailleurs) s'est peu intéressé. **M.D.-B.**

SOURCES

- « Les recherches sur les effets école et les effets maîtres »
  Pascal Bressous, *Revue française de pédagogie*, n° 108, juillet 1994.
- « Indicateurs d'équité éducative. Une analyse de la ségrégation académique et sociale dans les pays européens »
  Marc Demeuse et Ariane Baye, *Revue française de pédagogie*, n° 165, octobre 2008.
- « Que savons-nous de l'"effet établissement" ? » Alette Grisay, *in* Gaëtane Chapelle et Denis Meuret (dir.), *Améliorer l'école*, PUF, 2006.



© PATRICK BOX/GAMMA-RAPHO/GETTY

Apprenti tailleur de pierres au lycée professionnel des Alpilles (Miramas, Bouches-du-Rhône, 1988).

il est plus facile de spéculer sur l'avenir en se projetant dans des études longues...), ce qui est très proche ! Certes, l'accent est mis davantage sur les déterminismes qui cadrent les stratégies, chez le premier, et davantage sur la rationalité des personnes dans l'élaboration de leurs projets, chez le second. Mais l'acteur n'est pas plus libre chez Boudon que chez Bourdieu, qu'on parle des déterminants sociaux des choix ou de l'intériorisation des chances objectives... Chez l'un comme chez l'autre, le contexte scolaire reste néanmoins une boîte noire que les études ultérieures entreprendront d'ouvrir *(encadré)*.

Enfin, même si l'école est moins impliquée dans la reproduction des inégalités chez Boudon que chez Bourdieu, ces sociologues partagent un même pessimisme quant à sa capacité à réduire les inégalités sociales, et à ce titre, leurs analyses ont été perçues comme décourageantes par le milieu scolaire. Aujourd'hui, le cadre théorique de Bourdieu oriente les investigations vers ce qui est hérité (dans la famille) et constitue un atout à l'école ; le cadre proposé par Boudon incite davantage à se focaliser sur les stratégies d'acteurs. Les travaux sociologiques sur l'école sont avant tout empiriques et la sociologie contemporaine, loin de ces polémiques théoriques, s'accorde à donner un rôle essentiel aux capacités d'agir des personnes.

MARIE DURU-BELLAT
Sociologue, chercheuse au Cris (Centre de recherche sur les inégalités sociales, IEP-Paris) et à l'Iredu (Institut de recherche sur l'éducation).

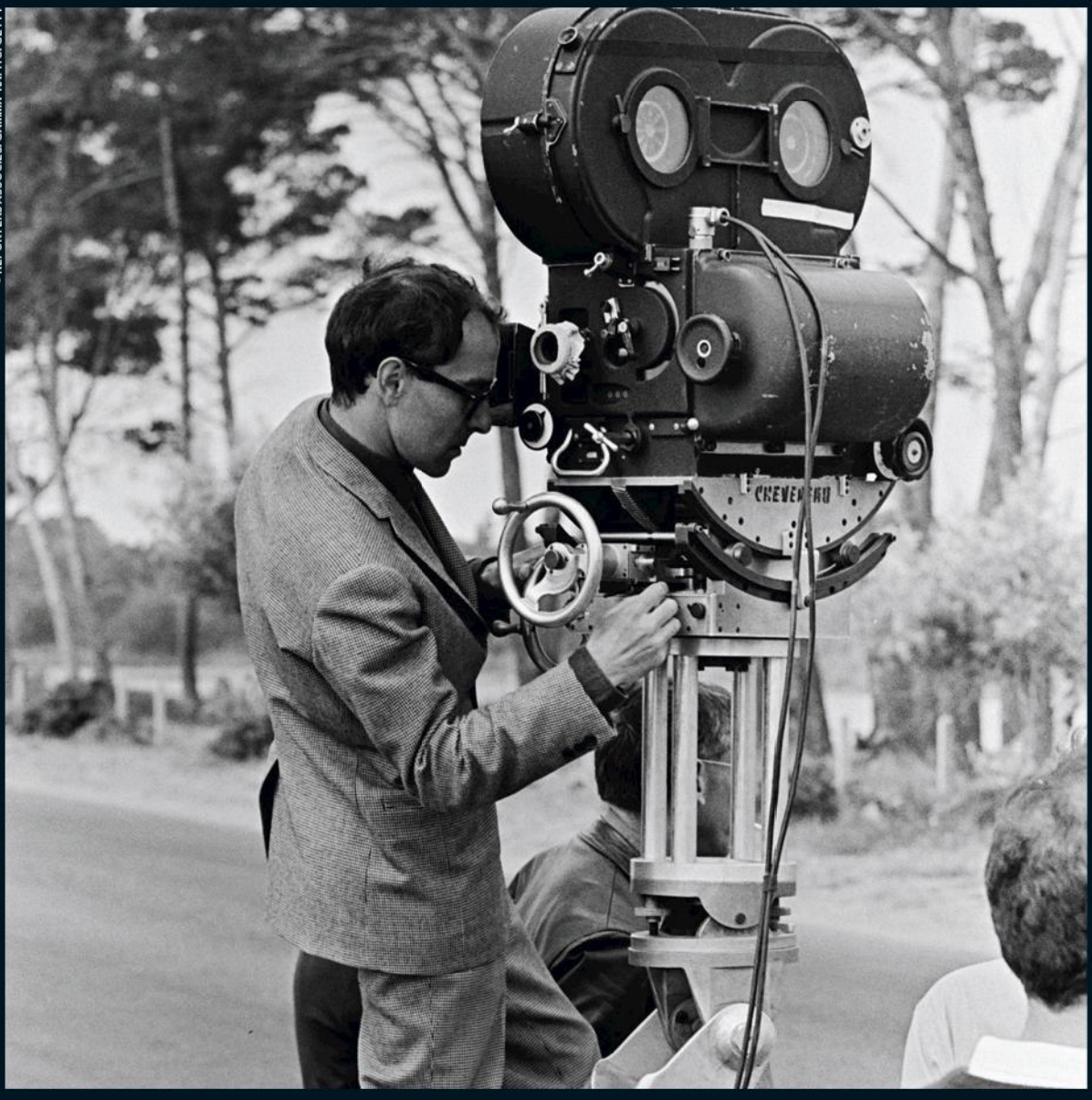
SOURCES

- « Penser les choix scolaires »
  Joanie Cayouette-Remblière, *Revue française de pédagogie*, n° 175, 2011/2.
- « Avenir de classe et causalité du probable »
  Pierre Bourdieu, *Revue française de sociologie*, vol. XV, no 1, 1974.
- *Sociologie de l'école*
  Marie Duru-Bellat, Géraldine Farges et Agnès van Zanten, 6e éd., Armand Colin, 2022.
- « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. XXIII, n° 4, 1982.

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

● JUIN 1965

Jean-Luc Godard derrière la caméra sur le tournage de *Pierrot le fou*, film dont les principaux interprètes sont Anna Karina et le jeune Jean-Paul Belmondo.



© REPORTERS ASSOCIES/GAMMA-RAPHO/GETTY

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

© SAMUËL BERTHET

● FRANÇOIS DOSSE
HISTORIEN DES IDÉES, ÉPISTÉMOLOGUE

LE JOUR OÙ...
la « nouvelle vague » est née

En mai 1959, un colloque se tient sur l'expression cinématographique au château de la Napoule. Sur les marches, on reconnaît Claude Chabrol, Jean-Luc Godard ou encore Louis Malle. Ce qu'on appellera plus tard la « nouvelle vague » du cinéma français se présente déjà comme un ensemble cohérent. François Truffaut n'a que 28 ans et triomphe au Festival de Cannes avec *Les 400 coups*. La même année sortent sur les écrans *Les Cousins* de C. Chabrol, *Hiroshima mon amour* d'Alain Resnais sur un scénario de Marguerite Duras et, peu après, *À bout de souffle* de J.-L. Godard.

Chacun de ces films porte une esthétique faite d'effacement des transitions, de plans fixes, d'arrêts sur image, d'errances, de répétitions, soit toute une grammaire inédite. Le rapport entre son et image est totalement revisité : les dialogues et les voix postsynchronisés donnent à la bande-son une autonomie qui en fait à elle seule un second récit.

Ces films veulent se situer au plus près de la réalité sociale et exprimer les aspirations spontanées de la nouvelle génération. Le terme générique « nouvelle vague » ne désigne d'ailleurs pas au départ un phénomène propre au cinéma, mais une enquête sur la jeunesse restituée par la journaliste Françoise Giroud dans *L'Express* en 1969. L'effet de vérité recherché rapproche le travail du cinéaste de celui de l'enquêteur, et le conduit à privilégier le tournage en extérieur avec de jeunes acteurs inconnus.

Sur le grand écran naît une esthétique qui rejoint les positions du critique André Bazin. Il soutient avec ferveur les films de Jean Renoir, d'Orson Welles et du néoréaliste italien Roberto Rossellini. Pour A. Bazin, la guerre, avec le trauma historique qui en a résulté, est à l'origine d'une rupture esthétique fondamentale. Cette nouvelle conception du cinéma est liée à l'effondrement d'une vision téléologique de l'histoire : avec le triomphe de la barbarie nazie au cœur de l'Europe, le profond séisme de la Shoah a bouleversé le rapport au monde. On ne peut plus en rester à une vision naïve et linéaire d'une histoire qui réaliserait, selon un progrès continu, le règne de la raison. La politique concentrationnaire et la propagande cinématographique nazie qui l'a accompagnée, comme celle de Leni Riefenstahl, auront eu raison des rêves d'émancipation portés par le cinéma : au lieu d'être le levier d'un renouvellement de la pensée, il est devenu le lieu même de son étouffement.

Ce cinéma devient un des modes d'expression d'une jeunesse (...) en quête d'une rupture non seulement esthétique mais politique.

En 1951, sur la base de cette rupture esthétique, naît la revue *Les Cahiers du cinéma*. Celle-ci se présente comme le manifeste d'une nouvelle génération gagnée par la cinéphilie et avide d'un autre regard sur le monde. Dans les années 1960, le cinéma français marqué par le succès de la « nouvelle vague » est investi comme contre-culture. Ces films expriment un désir de renouvellement, porté par une nouvelle génération de réalisateurs et d'acteurs : des moyens techniques légers, de petits budgets, et une volonté de parler de la société contemporaine en toute liberté. Ce cinéma devient un des modes d'expression d'une jeunesse de plus en plus critique et contestataire, en quête d'une rupture non seulement esthétique mais politique. Cette génération s'identifie d'autant plus fortement à la quête d'un *Pierrot le fou* que J.-L. Godard procède par enquête et emprunte le langage de la jeunesse pour mettre en mots et en images ses aspirations, son désarroi et son malaise. ●

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

LE LIVRE DU MOIS

LA DÉMOCRATIE, UNE HISTOIRE À ÉCLIPSES

De la démocratie, nous savons au moins trois choses : elle est apparue en Grèce, elle est le pouvoir (*kratos*) exercé par le peuple (*demos*) et le pire des régimes politiques à l'exception de tous les autres, selon le mot de Winston Churchill.

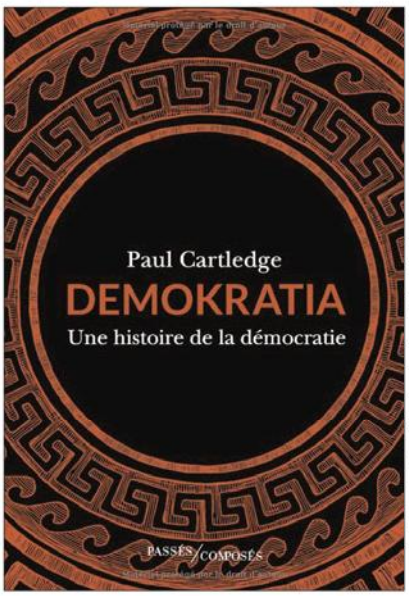
De nombreux livres traitant de la démocratie, antique ou moderne, ont paru ces derniers mois. On imagine à bon droit qu'il est question de l'amender, afin de la rendre plus efficiente encore. Mais d'autres inquiétudes surgissent aussi en amont, qui portent sur les capacités mêmes de la démocratie à se maintenir durablement, aujourd'hui comme dans le passé. Pour les examiner, il est donc salutaire d'accompagner Paul Cartledge, éminent antiquisant britannique, d'abord dans sa remontée des tribulations de la démocratie en Grèce ancienne, là où elle fut, selon l'historiographie classique, inventée, diversement développée, mais aussi contestée et bien souvent mise à bas par ses ennemis.

Un des premiers enseignements à retirer du tableau qu'il en donne est que, dans les cités grecques, la participation des citoyens au pouvoir politique a connu des formes si différentes que le mot « démocratie » doit être entendu au pluriel, certaines de ces formes méritant à peine d'être qualifiées ainsi. Des deux cités modèles dominant la période classique, Athènes et Sparte, la seconde, dotée d'un roi chef des armées, d'un directoire tout-puissant, d'une petite couche de citoyens et d'une assemblée aux pouvoirs faibles, passerait plus volontiers pour une autocratie ou une oligarchie, modèle que les Spartiates n'eurent de cesse d'exporter. Athènes, en revanche, exemplaire du genre démocratique avec son *ecclesia* ouverte à tous les citoyens de sexe masculin et ses tirages au sort, fait figure de référence pour les Modernes. Pour autant, les philosophes contemporains n'appréciaient guère son régime. Comme le souligne P. Cartledge, *Les Politiques* d'Aristote, et d'autres textes de son école, fustigent la fragilité du pouvoir exercé directement par le peuple. Cette populace, trop encline à suivre ses émotions du moment, serait par nature instable et influençable. D'où, également, la critique féroce de Platon vis-à-vis des sophistes, maîtres de la parole capables de soutenir les opinions les plus contraires et de manipuler les foules. Cependant, assurés de la solidité de leurs institutions, les Athéniens acceptaient en leur sein l'existence d'une faction oligarchique. Pour ces derniers, seuls les plus éclairés – et souvent les plus riches – étaient en mesure de gouverner, débarrassés qu'ils étaient d'intérêts mesquins et contingents. À deux reprises, d'ailleurs, Athènes vécut l'éclipse de sa démocratie avant de s'incliner, en 322 av. J.-C., devant la puissance macédonienne, laquelle s'imposa à toute la Grèce. Selon certains historiens, dont P. Cartledge, la démocratie athénienne survécut, quoiqu'inféodée à Philippe II de Macédoine.

« NOUS, PEUPLE ATHÉNIEN »

Mais qu'entend-on par « démocratie » ? L'acception simple et apparemment sans détour du « *pouvoir exercé par le peuple* » ne suffit pas à définir un régime politique, et encore moins une forme sociale. À Athènes, c'est d'abord au niveau local, celui des dèmes, territoires divisant la cité, sorte de circonscriptions, que le pouvoir local du peuple s'exerce au quotidien. La réforme clisthénienne (- 508) les avait redéfinis, ainsi que les tribus, tout en réduisant le pouvoir des archontes, c'est-à-dire des aristocrates. Cette réforme créa la

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM



• ***Demokratia. Une histoire de la démocratie***
Paul Cartledge, Passés composés, 2023, 382 p., 25 €.

BIOGRAPHIE
Paul Cartledge est un spécialiste anglais mondialement reconnu de l'histoire grecque et notamment de Sparte. Il a enseigné dans les universités de Warwick et d'Ulster et a participé en tant que consultant à plusieurs séries télévisées, notamment pour la BBC.

boulè, une assemblée de cinq cents membres tirés au sort, chargés de recueillir les projets de lois. Quant à l'*ecclesia*, assemblée aux pouvoirs législatifs, judiciaires et financiers étendus, elle était le lieu final de décision ouvert à tous les citoyens. À Athènes, il n'y avait donc pas de représentants du peuple, la démocratie était directe, à la différence des démocraties modernes. « Nous, peuple athénien », tel était le nom dont se parait l'*ecclesia*, qui pouvait accueillir dix mille membres. Encore faut-il considérer ce que désignait le « peuple athénien ». En étaient exclus les esclaves (à vie, car les Grecs, à la différence des Romains, ne les affranchissaient pas) et les femmes. Le « peuple politique » se limitait donc aux hommes libres qui, depuis la réforme de Périclès, étaient issus de deux parents athéniens : pas de métèques (étrangers) à l'Assemblée. Selon Aristote, « *le citoyen est celui qui participe au jugement et au commandement* ». C'est également celui qui sait commander et obéir : le tirage au sort désignant les magistrats étant renouvelé chaque année, chacun pouvait connaître les deux postures, ainsi que les responsabilités propres à chacune. Les comptes des magistrats étaient rendus publics à l'issue de leur mandat, ce qui permettait, le cas échéant, de sanctionner leur mauvaise gestion. Pour beaucoup d'historiens, le « miracle grec » est celui de la seconde moitié du 5e siècle av. J.-C., celui de Périclès donc. P. Cartledge y voit lui une étape nouvelle, le renforcement d'un modèle inauguré par Clisthène, quand bien même le terme même « *demokratia* » n'apparaîtra qu'à partir des années 420.

UNE REPRÉSENTATION DE FAÇADE

Ce n'est qu'avec l'essor de la puissance macédonienne, face à laquelle les cités grecques n'ont pas su s'unir, que la démocratie sombrera. À ce défaut s'ajoute l'incapacité à élargir la base citoyenne ainsi qu'une propension à ne voir la source de toute grandeur que dans le passé, ce qui freine l'innovation, de même que la dépendance vis-à-vis de l'esclavage. Mais ce qui ne laisse pas de surprendre, c'est la disparition non seulement de la démocratie comme régime après la période hellénistique, mais encore du mot lui-même. Avec la domination de Rome, c'est le terme « république » (chose publique) qui s'impose, et sera repris par les mouvements politiques les plus antimonarchiques. Ainsi, les révolutions anglaise, américaine et française, aux 17e et 18e siècles, ne feront référence qu'à l'héritage républicain romain, qui ignorait la participation directe. Même la Constitution française de 1793, la plus radicale, n'entend pas se passer de la représentation, même si les jacobins se réclamaient de Rousseau qui l'avait si vivement critiquée. Le vaste peuple, dont on se réclamait pourtant, était une source d'inquiétude et les préventions de Platon demeuraient chez les Modernes vis-à-vis d'une plèbe ignorante et turbulente. La définition de Lincoln de la démocratie, pourtant si claire (« *le pouvoir par le peuple et pour le peuple* ») ne prévoyait pas d'y inclure les esclaves. On s'exprimait au nom du peuple, mais ce n'était en somme qu'une représentation de façade.
On le voit, les alternatives grecques, même mises sous le boisseau durant des siècles, les ont traversés. Du tirage au sort, de la publication des comptes des magistrats, de leur responsabilité et d'un engagement actif des citoyens, il ne fut plus véritablement question. À l'inverse, la pratique professionnelle du politique, l'automatisation des normes conçues par des officines d'experts, le pouvoir octroyé à des instances non élues sont monnaie courante dans nos actuelles démocraties. Glisser périodiquement son bulletin dans l'urne fait office de participation, encore est-elle en baisse constante. Ainsi, revenir sur cet héritage grec, c'est comprendre que l'histoire ne s'occupe pas que du passé, mais bien de ce qui se passe aujourd'hui.

● THIERRY JOBARD

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

À SIGNALER
• ***Le Management de la vertu. La diversité en entreprise à New York et à Paris,***
Laure Bereni, Presses de Sciences Po, 2023, 288 pages, 25 €.

Sociologie

À QUOI SERVENT LES JEUX SÉRIEUX ?

Ce petit essai synthétise une série d'enquêtes menées au cours de ces dernières années. Stéphane Le Lay s'y emploie à mettre en évidence la montée d'un style de management qu'il nomme « distractif ». Par là, il faut entendre l'usage du jeu comme nouveau moyen de rationaliser le travail. L'auteur admet que la stratégie n'est pas inédite puisque dès le 18e siècle, des philosophes avaient déjà attiré l'attention sur la possibilité d'associer pratiques ludiques et ambitions pédagogiques. Dans le domaine du travail, le recours au jeu n'est pas non plus une pratique totalement inconnue. Qu'il s'agisse du détournement d'outils de travail à des fins personnelles et plaisantes (la « perruque ») ou de la mise en scène ludique des activités sous forme, par exemple, de compétition entre pairs, la « gamification » était déjà à l'œuvre à l'époque du taylorisme triomphant.

Toutefois, selon l'auteur, les *serious games* représentent un sérieux pas en avant. Dans le monde de l'entreprise comme à l'université, ces dispositifs mettent en situation de compétition ludique des salariés ou des étudiants afin d'aiguiser leur « esprit d'entreprise ». La mode a fait tache d'huile et s'applique également à une main-d'œuvre moins qualifiée, comme celle des employés de centres d'appel et des livreurs en deux-roues. À en croire S. Le Lay, qui mobilise une grille d'analyse psychodynamique pour encadrer son argumentaire, le succès de la gamification du travail peut se comprendre comme une ruse du néolibéralisme. Subvertir l'essence du jeu pour gérer autrement le travail est, selon lui, un moyen d'incorporer « en douceur » de nouvelles dispositions professionnelles, de contrôler les pulsions des salariés pour mieux les canaliser et, enfin, d'éviter que les subordonnés s'interrogent sur le sens ou la moralité de leurs tâches. Cette analyse, il est vrai, n'a rien de très original. Le matériau mis en scène l'est davantage, à l'instar en particulier de celui qui est mobilisé au début de l'ouvrage pour décrire le travail des éboueurs. ● **CLÉMENT LEFRANC**

• ***Jouez ! Le travail à l'ère du management distractif***
Stéphane Le Lay, CNRS, 2023, 224 p., 23 €.

• ***Le Mythe de l'entrepreneur. Défaire l'imaginaire de la Silicon Valley***
Anthony Galluzzo, Zones, 2023, 232 p., 20,50 €.

SELF-MADE MAN, L'ENVERS DU DÉCOR

Le nouvel esprit du capitalisme a ses ruses, ses *topoï* et ses intrigues. Le propos d'Anthony Galluzzo, dont les travaux portent sur les imaginaires marchands et les cultures de consommation, est de nous ouvrir les yeux sur la dimension légendaire de certaines figures d'entrepreneurs célèbres des temps modernes. Il s'agit en particulier de comprendre ce qui, au-delà du vrai et du faux, donne envie de croire au récit héroïque de leur succès, concocté par des agences de communication et diffusé par les médias.

Ainsi, la biographie de Steve Jobs, le cofondateur d'Apple, mobilise l'archétype de la « *trajectoire de l'artiste inspiré et de l'humaniste obstiné* », avec ses étapes incontournables : la scène créatrice dans le garage, la rupture avec le vieux monde des financiers, la descente aux enfers, le retour en grâce, la réussite et la fortune.

Un des propos du livre est de réinscrire cette légende dorée dans la réalité des rapports sociaux qui en forment le contexte. A. Galluzzo rappelle ainsi les conditions matérielles dans lesquelles S. Jobs a pu bénéficier des ressources de son milieu familial et de l'environnement social dans lequel il a grandi. Par ailleurs, il insiste sur le travail invisible des petites mains qui, notamment en Asie, ont contribué au succès des produits Apple. Qu'à cela ne tienne, le mythe Steve Jobs ne s'intéresse qu'au démiurge schumpetérien : la création destructrice est présentée comme l'œuvre d'un surhomme animé par sa seule volonté de puissance.

Si l'histoire résiste si bien à ce qu'elle cache, c'est qu'elle perpétue la tradition très américaine du *self-made man*. Des filiations s'établissent ainsi entre Andrew Carnegie – le roi de l'acier –, Bill Gates, Thomas Edison, Henry Ford, Elon Musk et Steve Jobs : par-delà les spécificités de leurs légendes personnelles, ils ont tous incarné la marche du progrès et de la réussite individuelle bien méritée. Pour A. Galluzzo, si on veut espérer un jour changer de modèle de société, il faudra aussi penser à développer d'autres imaginaires.

● **FRÉDÉRIQUE LETOURNEUX**

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

Anthropologie

• ***Françoise Héritier. La biographie***
Gérald Gaillard,
Odile Jacob, 2023,
240 p., 22,90 €.

SUR LES PAS DE FRANÇOISE HÉRITIER

Cette biographie réalisée par Gérald Gaillard et préfacée par Michelle Perrot, fait pendant à celle, plus intime, signée par Laure Adler et publiée fin 2022. L'auteur en effet retrace avec beaucoup de détails l'ensemble du parcours scientifique, intellectuel et public de l'anthropologue Françoise Héritier, dont on a retenu, au moins, qu'elle a contribué de manière originale à la mise en évidence de la domination masculine. F. Héritier a d'abord réalisé ses études en compagnie d'un groupe de jeunes philosophes qui se tourneront vers l'anthropologie, puis mené des enquêtes extensives sur les systèmes de parenté des Samos du Burkina Faso. Ces recherches fondamentales lui ouvriront les portes du Collège de France au début des années 1980, avec l'appui de Claude Lévi-Strauss, auquel elle a succédé à la tête du Laboratoire d'anthropologie sociale.

Elle présidera le Conseil national du sida de 1989 à 1994 et, face à la montée de la xénophobie, consacrera des séminaires à la figure de l'étranger.

La publication en 1996 de *Masculin/Féminin. La pensée de la différence*, marque son entrée dans le cercle des intellectuelles féministes. Dans ce livre, elle développe la notion de « valence différentielle des sexes », un principe quasi universel fondant l'inégal statut des femmes et des hommes, et qui relie trois domaines de l'ordre social : la prohibition de l'inceste, la séparation sexuelle des tâches et les formes prescrites d'union sexuelle. En 1999, affaiblie par une maladie rare, elle prend sa retraite, mais développe sa réflexion dans le sens d'une critique de la domination masculine. *Masculin/Féminin II. Dissoudre la hiérarchie* paraît en 2002.

Ses derniers écrits, *Le Sel de la vie* (2012), *Le Goût des mots* (2013) et *Au gré des jours* (2017) reviennent sur son parcours personnel. Bien qu'ayant du mal à se déplacer, F. Héritier est régulièrement consultée en haut lieu pour des réformes du droit de la famille (mariage pour tous, PMA et GPA…). Cette grande dame de l'anthropologie de la fin du 20e siècle décède en 2017. ● **MAUD NAVARRE**

SCIENCES HUMAINES
NOUVEAUTÉ

Retrouvez cet ouvrage en scannant ce QRcode

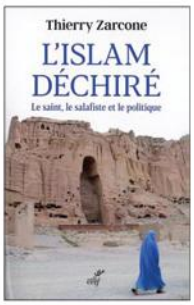
EN LIBRAIRIE LE 23 MARS

« IL N'EST PAS TROP TARD POUR AGIR. »

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

À SIGNALER
• ***L'Évolution de la connaissance. Repenser la science pour l'Anthropocène***
Jürgen Renn, Les Belles Lettres, 2022, 752 p., 29,50 €.

Religion



• ***L'Islam déchiré. Le saint, le salafiste et le politique***
Thierry Zarcone, Le Cerf, 2023, 400 p., 24 €.

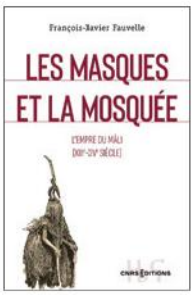
LA DRÔLE DE GUERRE DU SALAFISME ET DU SOUFISME

En matière de religion, des idées manichéennes s'imposent trop souvent. L'une d'elles fait du soufisme un remède souverain contre le fondamentalisme en islam. Or, le soufisme est multiple. Il qualifie des formes d'islam tendant vers la mystique, mêlant de puissantes confréries d'initiés, des cultes rendus au tombeau d'un saint fondateur, des techniques de méditation permettant d'approcher le divin, des lignées de maîtres souvent héréditaires, des pratiques favorisant le syncrétisme (avec le taoïsme en Chine, le chamanisme en Asie centrale, l'hindouisme en Inde, les animismes en Afrique ou en Indonésie…).

Tous ces traits, à fort relent d'hétérodoxie, horrifient les salafistes, qui défendent un islam intolérant et simplifié calqué sur une vision fantasmée de l'islam des débuts. On connaît les grandes étapes de la guerre qui pousse depuis sept siècles les salafistes à persécuter les soufis. Le conflit commence au 14e siècle, quand le théologien Ibn Taymiyya recommande d'imiter les pieux ancêtres (*salaf*) pour revenir au « vrai islam ». Il atteint une sorte d'apogée quand les wahhabites, émules des salafistes, prennent par étapes aux 19e et 20e siècles le contrôle de l'Arabie et s'emploient à en éradiquer le soufisme.

Thierry Zarcone livre ici une analyse nuancée, soulignant nombre de paradoxes : Ibn Taymiyya lui-même était favorable à certains soufis, tout en dénonçant le culte des saints – cet islam des tombeaux, plutôt populaire, qui sacralise les fondateurs de confréries. L'auteur insiste aussi sur l'importance du phénomène : les pèlerinages sur les tombes des saints ou des imams drainent parfois dix fois plus de fidèles que le *hadj*, le pèlerinage « obligé » à La Mecque. Il existe donc de multiples cas de figure. On trouve des politiques qui instrumentalisent les tombeaux, comme des salafistes membres de confréries. On comprend mieux comment le confrérique s'entremêle au salafisme, voire au jihadisme. Citons un exemple entre mille : en Irak, des membres de la confrérie Naqshbandiyya se sont engagés dans les rangs d'Al-Qaïda puis de Daesh, alors que ces organisations rasent sans pitié les mausolées de saints qui tombent sous leur contrôle. ● **LAURENT TESTOT**

Histoire



• ***Les Masques et la Mosquée. L'empire du Mâli (13e-14e siècle)***
François-Xavier Fauvelle, CNRS, 2022, 296 p., 25, €.

L'EMPIRE DU MÂLI (13e - 14e SIÈCLE)

Voici un livre impressionnant par la précision de l'examen des différentes sources et du matériel archéologique parvenu jusqu'à nous sur l'histoire du Mâli. Cette somme, qui reprend le fil d'un cours délivré en 2021 au Collège de France, restera indépassable jusqu'à nouvel ordre. Elle s'ouvre sur une très longue lecture critique de la notice Wikipédia consacrée à l'empire du Mâli, et notre chère encyclopédie n'en sort malheureusement pas grandie. Les cinq chapitres qui suivent tentent de reconstituer ce que François-Xavier Fauvelle nomme le « puzzle de l'histoire du Mâli ».

Un puzzle n'étant en rien chronologique, le mot « histoire » est d'ailleurs presque de trop. Si l'auteur l'emploie, c'est pour désigner son matériau (textes arabes, récits de voyageurs européens, traditions orales et vestiges archéologiques, autant de pièces qu'il s'agit d'assembler en une image unique). Les titres et sous-titres des parties (« Comment les rois prennent ou perdent le pouvoir », « Chronologie de la dynastie impériale », « Localisation de la ville de Mâli », etc.) sont autant de fragments de cet empire polymorphe.

Le chapitre « Ambivalences politiques et religieuses à la cour du Mâli » montre en particulier qu'au sein de cet ensemble coexistaient des manières de voir et des logiques dissemblables. La pluralité est bien le propre des empires, mais que « *les masques dansent devant la mosquée durant les fêtes* » est un détail particulièrement révélateur. Rappelons que F.-X. Fauvelle publie parallèlement une édition augmentée du *Rhinocéros d'or. Histoires du Moyen Âge africain*, ouvrage plus enjoué que le texte ici commenté, dont la lecture est exigeante. ● **GÉRALD GAILLARD**

Délivré à 353101 le 3/18/2023, 7:57:23 PM

Préhistoire

• ***La Première Image. L'art préhistorique*** Philippe Grosos, Presses universitaires de Rennes, 124 p., 9,90 €.

DANS LA TÊTE DU PEINTRE DES CAVERNES

Philippe Grosos, depuis plusieurs années, travaille à une philosophie de l'art préhistorique. Livre après livre, il bâtit un système cohérent qui trouve grâce aux yeux des spécialistes car, contrairement à beaucoup de ses collègues, il part du terrain et prend au sérieux cet art « premier », quand d'autres philosophes considèrent qu'il n'est d'esthétique qu'à partir de l'art mésopotamien, les motifs rupestres n'étant que jeux d'enfants ou simples productions rituelles.

Reprenant là où Georges Bataille s'était arrêté, P. Grosos s'intéresse d'abord à l'impact visuel de ces images plutôt qu'à leur sens, à jamais perdu. Pourquoi l'être humain a-t-il commencé par reproduire la figure animale et la sienne, plusieurs millénaires après l'apparition du genre *Homo* ? Et pourquoi seulement *Homo sapiens* ? Selon l'auteur, lorsque nous envisageons l'activité figurative des grottes ornées comme « *pleinement artistique* », certaines conséquences s'imposent. D'abord, il faut reconnaître à leurs auteurs des compétences techniques dignes de professionnels, ne serait-ce qu'en matière de couleurs, qu'ils savaient modifier par chauffage pour obtenir les teintes désirées. Mais pourquoi ont-ils travaillé à ce point la forme et l'expression de leurs compositions souterraines, alors qu'il est probable que très peu de gens (à part leurs auteurs) les ont vues ? Au-delà du symbolisme dans lequel de nombreux préhistoriens se sont égarés, l'art des cavernes révèle une « *façon d'être au monde* » des Paléolithiques.

Celle-ci, selon P. Grosos, est d'ordre « *participatif* ». L'homme s'y définit en creux dans le bestiaire qui est l'objet de toute son attention. Il ne s'est que rarement représenté de manière claire, se contentant de figures allusives ou métonymiques. C'est seulement au Néolithique qu'apparaîtra dans l'art une autre manière, « *présentielle* », où les humains se mettent en scène dans un rapport de domination vis-à-vis du monde animal. Là intervient une césure, un bouleversement du regard qu'il faut tenter d'expliquer, ou du moins de conceptualiser en poussant la réflexion au-delà des images. ● **ROMAIN PIGEAUD**

sciences HUMAINES
sciencehumaines.com

38, RUE RANTHEAUME, BP 256
89004 AUXERRE CEDEX
SAS SCIENCES HUMAINES COMMUNICATION
Représentante légale et directrice de publication : Nadia Latrèche
Directrice générale : Héloïse Lhérété

Relation clients
Ventes et abonnement : 03 86 72 07 00
serviceclients@scienceshumaines.fr
Sylvie Rilliot - Mélina Lanvin
Bénédicte Marrière

RÉDACTION
Directrice de la rédaction
Héloïse Lhérété
@HeloiseLherete

Rédacteurs en chef adjoints
Cécile Peltier
cecile.peltier@scienceshumaines.fr
Christophe Rymarski
christophe.rymarski@scienceshumaines.fr

Rédacteurs
• Nicolas Journet
Chef de la rubrique *Lire*,
nicolas.journet@scienceshumaines.fr
• Maud Navarre
Cheffe de la rubrique *Référence*,
maud.navarre@scienceshumaines.fr
• Fabien Trécourt
Chef de la rubrique *Dossier*,
fabien.trecourt@scienceshumaines.fr
• Hugo Albandea
Iconographe - Rédacteur web et réseaux sociaux
hugo.albandea@scienceshumaines.fr
• François Dosse
Chroniqueur *Histoire des idées*

Ont collaboré à ce numéro
Olivier Bories, Adèle Cailleteau, Ève Charrin, Gérald Gaillard, Béatrice Kammerer, Clément Lefranc, Thomas Lepeltier, Frédérique Letourneux, Emmanuelle Picaud, Romain Pigeaud, Chloé Rébillard, Laurent Testot, Anne-Claire Thérizols, Tom Umbdenstock, Tigrane Yégavian.

Secrétariat de rédaction et révision
Renaud Beauval
Frédéric Peylet

Conseillère de la rédaction
Martine Fournier

Direction artistique
Isabelle Mouton

Chef de projet Web
Steve Chevillard

Assistant webmestre et secrétaire documentaliste
Alexandre Lepême
03 86 72 17 23

Promotion Publicité
Patricia Ballon : 03 86 72 17 28
contact.annonceurs@scienceshumaines.fr

Diffusion : MLP
Contact : À juste titres, Laetitia Canole :
04 88 15 12 45
Titre modifiable sur le portail-diffuseurs :
www.direct-editeurs.fr

Livres des éditions Sciences Humaines
Agathe Guillot
agathe.guillot@scienceshumaines.fr

Responsable administratif et financier
Annick Total : 03 86 72 17 21

Comptabilité
Carole Charreau : 03 86 72 07 02

IMPRIMERIE SIEP
ZA Les Marchais
77590 Bois-le-Roi

Origine du papier : Suède
Taux de fibres recyclées : 0 %
Certification : PEFC
« Impact sur l'eau » : Ptot 0.006 kg/t

Conception graphique et Conception de la couverture : Rampazzo & Associés

Couverture
©Julien Pacaud

Titres et chapôs sont de la rédaction.

Commission paritaire : 0527 D 81596
ISSN : 0996-6994
Dépôt légal à parution.

Délivré à 353101 le 3/19/2023, 1:20:20 PM

Géopolitique

LA FRANCE DANS LE JEU MONDIAL

Le directeur de l'Ifri reprend la plume pour gagner de la hauteur et nous inviter à comprendre les bouleversements que connaît le système international. Désormais la séquence « paix, crise, guerre » doit être remplacée par le triptyque « compétition, contestation, affrontement », qui reflète mieux la réalité d'un monde de plus en plus menaçant, où le concept d'alliance a laissé place à celui de partenariat. Mobilisant des ressources historiques, l'auteur fait le point sur neuf puissances qui représentent, chacune à sa façon, un défi pour la France. Il passe en revue les attributs de puissance de ces neuf pays déclinés en trois groupes : Terre (Russie, Chine, Allemagne), Mer (États-Unis, Royaume-Uni, Inde) et Ciel (Arabie saoudite, Iran, Turquie). Il insiste sur la menace que fait peser la Russie sur le Vieux Continent.

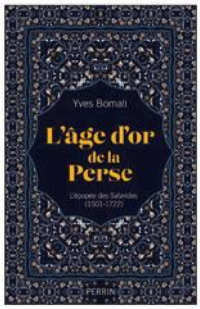
Notant que ces pays puissants cumulent ensemble 54 % du PIB mondial, l'auteur s'interroge sur la façon dont la France peut se positionner dans leur jeu en tant que facteur d'équilibre. Le cas du Moyen-Orient est d'autant plus délicat que l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie constituent une sorte de réseau qui, pour paraphraser Pierre Teilhard de Chardin, « *tient par toutes ses fibres matérielles, organiques et psychiques* ».

Se remettre en cause est d'autant plus nécessaire que ces pays ont d'ores et déjà bouleversé l'ordre international établi au sortir de la guerre froide. D'où la nécessité de prendre en compte toutes les composantes de leur puissance en combinant l'économie et le militaire, l'enjeu énergétique et les données du changement climatique affectant leurs vues stratégiques.

Un tour d'horizon d'autant plus bienvenu que les agendas de ces puissances mondiales et régionales, tels qu'ils sont décrits, imposent une redéfinition de la politique étrangère de la France, dont la voix originale s'est progressivement diluée dans l'euro-atlantisme. ● **TIGRANE YÉGAVIAN**

● ***Les Ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances***
Thomas Gomart, Tallandier, 2023, 336 p., 22,50 €.

● ***L'Âge d'or de la Perse. L'épopée des Safavides (1501-1722)***
Yves Bomati, Perrin, 2023, 448 p., 25 €.



Histoire

LA DYNASTIE QUI FORGEA L'IRAN

Entre 1501 et 1722, la Perse – comme on appelait alors l'Iran – fut dirigée par une dynastie de rois, ou shahs, les Safavides. Ils jouèrent un rôle pivot dans l'histoire du pays en imposant l'islam chi'ite comme religion d'État alors que le sunnisme prévalait avant. Ce faisant, ils contribuèrent à l'instauration de rapports inédits entre les pouvoirs temporels et spirituels et façonnèrent la géographie religieuse de l'Iran. Yves Bomati retrace leur histoire mouvementée, faite de splendeurs et de misères. Le cœur de l'ouvrage est dominé par la figure du shah Abbas Ier (1587-1629). Ce stratège déplaça sa capitale à Ispahan afin de mieux centraliser l'État, qui n'avait connu jusque-là que des capitales proches de la frontière avec l'Empire ottoman, alors puissance militaire inégalée à l'ouest de l'Asie. Shah Abbas développa une puissante armée, dotée d'artillerie et de corps de mousquetaires. Il s'impliqua aussi dans la diplomatie, espérant convaincre l'Europe chrétienne de la nécessité d'une alliance contre les Ottomans.

Il fut surtout un précurseur par sa politique intérieure : à l'instar d'un Louis XIV, il s'imposa comme monarque absolu, centralisa la fiscalité et imposa des codes vestimentaires aux différents corps sociaux, suscitant ainsi un prospère commerce du luxe qui contribua au *soft power* de son royaume. Il limita le pouvoir des religieux de diverses manières, répétant que « *le sceptre doit dominer le turban* ». Il développa enfin un appareil répressif qui fit de la Perse un endroit sûr pour les voyageurs. Les Européens de l'époque louaient l'exceptionnelle sécurité et l'hospitalité qui caractérisaient ce pays. Cependant, pris de paranoïa à la fin de sa vie, Shah Abbas tua ou aveugla ses trois fils, plongeant la dynastie dans des affres dont elle ne devait plus se relever. Ispahan tomba sous la coupe de dirigeants impuissants, jusqu'au coup de grâce délivré par une invasion venue de l'ancienne province vassale qu'était l'Afghanistan.

● **LAURENT TESTOT**

Délivré à 353101 le 3/19/2023, 1:20:20 PM

À SIGNALER
• ***Qu'est-ce que la philosophie indienne ?***
Vincent Eltschinger et Isabelle Ratié, Gallimard, coll. « Folio », 2023, 560 p., 13,50 €.

• ***Le Plus Grand Bonheur possible. Une introduction à l'utilitarisme***
Katarzyna de Lazari-Radek et Peter Singer, Eliott, 2022, 192 p., 17,50 €.

Philosophie

COMMENT PEUT-ON ÊTRE UTILITARISTE ?

Que devons-nous faire ? La question est aussi ancienne que la philosophie. En France, elle est souvent abordée à travers la pensée antique, mettant l'accent sur la meilleure façon de vivre et d'agir. Elle est également abordée dans le sillage des penseurs allemands du 19e siècle, valorisant l'intention ou encore le sens de nos actions. La philosophie utilitariste ou conséquentialiste, elle, se fonde sur une intuition plus pragmatique : la valeur morale d'une action dépend surtout de ses conséquences. Plus elle apporte de bonheur sans léser personne, meilleure elle est. En forçant à peine le trait : peu importe l'intention préalable ou la justesse avec laquelle on exécute une action, seuls comptent ses effets concrets sur le monde et sur les autres.

La question devient dès lors : comment évaluer les conséquences de nos actes, de sorte qu'on puisse décider ce que nous avons intérêt à faire et à ne pas faire ? Comment faire advenir « *le plus grand bonheur possible* », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Katarzyna de Lazari-Radek et Peter Singer. Ces deux éminents spécialistes de l'utilitarisme présentent l'histoire et les débats animant ce courant de pensée, depuis son émergence – dans l'Antiquité mais surtout au 18e siècle – jusqu'à aujourd'hui.

Écrite de manière remarquablement claire et pédagogique, cette introduction est à mettre entre toutes les mains. Elle a également le mérite de s'attarder avec honnêteté sur les objections et les difficultés rencontrées par l'utilitarisme, bien que l'auteur et l'autrice en soient des partisans revendiqués. En traduisant cet ouvrage paru en 2017 en Grande-Bretagne, les éditions Eliott poursuivent un travail salutaire de diffusion et de démocratisation des philosophies de tradition anglo-saxonne en France.

● **FABIEN TRÉCOURT**

SOCRATE EN IMAGES

Les bandes dessinées dédiées aux sciences humaines se multiplient depuis quelques années. Cette reconstitution historique consacrée à Socrate propose cependant une approche originale. Ce n'est pas une biographie du maître de Platon, parfois considéré comme le fondateur de la philosophie. Ce n'est pas non plus une présentation simplifiée de ce que serait sa philosophie, d'autant qu'il professait n'en défendre aucune en particulier. C'est une histoire inventée de toutes pièces, bien qu'elle repose sur des hypothèses crédibles et un contexte réaliste : trois ans après la mort de Socrate, ses proches et disciples reçoivent une mystérieuse invitation à un banquet clandestin. Se réunir ravive le souvenir de leur maître et ami. Ils évoquent sa quête de sagesse, ses leçons de vie, mais aussi les moqueries dont il fut l'objet, et bien évidemment son injuste condamnation à mort.

Le récit de sa vie, volontairement épars, dépeint ainsi Socrate comme un maître spirituel ayant inspiré des disciples aux vues parfois divergentes, mais aussi comme un simple mortel et un homme de son temps : père de famille, soldat sur le champ de bataille, intellectuel pris dans des enjeux politiques. Si la qualité de la reconstitution historique donne toute sa valeur à ce roman graphique, il est en revanche difficile de savoir ce qu'on doit en retenir. L'ouvrage reste volontairement mystérieux quant à ce que pensait profondément Socrate, préférant lui prêter des traits presque christiques ou messianiques. On le referme en ayant plus de questions que de réponses en tête. Après tout, n'était-ce pas l'effet que produisait une rencontre avec Socrate ? ● **F.T.**

• ***La Vérité sur Socrate***
Ollivier Pourriol (texte) et Éric Stalner (dessin), Les Arènes BD, 2023, 136 p., 22,90 €.

Délivré à 353101 le 3/19/2023, 1:20:20 PM

• ***Des gènes, des synapses, des autismes***
Thomas Bourgeron, Odile Jacob, 320 p., 23,90 €.

Neurosciences

Y A-T-IL UN GÈNE DE L'AUTISME ?

Près de 80 millions de personnes dans le monde seraient concernées par l'autisme. Or, il n'existe pas un, mais des autismes et autant de types d'accompagnement, affirme dans cet ouvrage Thomas Bourgeron, responsable du laboratoire Génétique humaine et fonctions cognitives à l'institut Pasteur. Vingt ans de recherches sur le sujet l'amènent à contester les limites de l'autisme et la pertinence de la catégorie. Plus de deux cents gènes associés à différents symptômes ont pu être récemment identifiés, dont les variantes sont présentes dans le génome de chacun d'entre nous.

Autrement dit, le gène de l'autisme n'existe pas. Il rappelle que le génome idéal n'existe pas non plus, pas plus que le cerveau ou l'humain idéal, et que la diversité biologique est la règle : trois millions de variations génétiques peuvent séparer deux individus. Il est donc grand temps de s'intéresser à la pluralité des aspects de l'autisme. Le sort des familles qui errent de spécialiste en spécialiste pour essayer de comprendre ce qui leur arrive et à qui on a pu faire croire n'importe quoi, y compris que leur enfant était victime du comportement maternel, est aussi au cœur de cet ouvrage.

Développer une connaissance scientifique fiable, bien que la route soit encore longue mais prometteuse, grâce aux recherches sur les gènes va dans le sens d'une intégration plus importante des patients avec leur famille. Tel est le *credo* de T. Bourgeron. Parce que le tout-génétique est aussi infondé que le tout-environnemental pour expliquer la grande variété des autismes, il reste un travail immense et passionnant à faire. La recherche sera multidisciplinaire : outre la génétique, la biologie et la neurologie, la psychologie, la psychiatrie ainsi que l'imagerie cérébrale ont un rôle essentiel à y jouer.

● ANNE-CLAIRE THÉRIZOLS

International

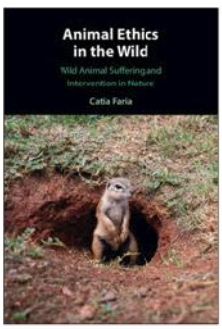
FAUT-IL SECOURIR LES ANIMAUX SAUVAGES ?

De nos jours, il est largement admis que la souffrance des animaux nous importe et qu'il est bien de les secourir quand c'est possible. Il est justifié de recueillir un oiseau tombé du nid ou un mammifère blessé. Mais, au-delà de ces petits gestes, l'idée d'intervenir de manière systématique dans la nature pour aider la faune sauvage à mieux vivre peut sembler saugrenue. C'est pourtant celle que défend la philosophe Catia Faria dans ce livre. Elle commence par rappeler que les animaux, en raison de leur capacité à souffrir et à éprouver du plaisir, doivent être moralement reconnus comme des êtres sensibles. Nous ne devons donc pas être indifférents à ce qui leur arrive. Puis elle met en évidence la grande souffrance des animaux sauvages, très souvent victimes de la faim, de la soif, du climat, de blessures, de maladies, de parasites et de prédateurs cruels. Il est donc moralement injustifiable, souligne-t-elle, de les abandonner à leur triste sort : il faut aller à leur secours.

Cette injonction rencontre bien sûr des objections, que C. Faria reconnaît. D'aucuns objectent que l'intervention humaine risque d'empirer la situation, ou encore qu'elle va à l'encontre de la préservation des écosystèmes, et qu'elle n'est justifiée que si nous avons des relations particulières avec certaines espèces, comme avec les bêtes de compagnie ou domestiques, ou bien qu'il y a d'autres priorités et, enfin, qu'en raison de la complexité des milieux naturels, le problème de la souffrance des animaux sauvages est insoluble. À chacune de ces objections, C. Faria répond que cela ne suffit pas à régler le problème moral.

Selon elle, nous devrions tenter de prévenir et réduire la souffrance des animaux en liberté. Déterminer les meilleures interventions à mener reste une question épineuse, et cette tâche incombe aux spécialistes des écosystèmes, aux éthologues et aux biologistes. Sur le principe, l'auteure soutient que nous avons un devoir moral d'agir pour aider les animaux sauvages à mieux vivre, ce qui veut dire qu'il ne faut donc plus, comme on l'entend souvent répéter, chercher à préserver les milieux naturels de l'intervention humaine.

● THOMAS LEPELTIER



• ***Animal Ethics in the Wild. Wild animal suffering and intervention in nature***
Catia Faria, Cambridge University Press, 2022, 232 p., 97 €.

Délivré à 353101 le 3/19/2023, 1:20:20 PM

SCIENCES HUMAINES

BOUTIQUE EN LIGNE

NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

LE MENSUEL

LES GRANDS DOSSIERS

HORS-SÉRIE

LES ESSENTIELS

HORS-SÉRIE

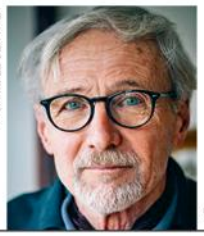
L'HUMANOLOGUE

RETROUVEZ TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE **WWW.SCIENCESHUMAINES.COM**

GAGNEZ DU TEMPS, **SCANNEZ CE QRCODE**

POUR DÉCOUVRIR NOS DERNIERS LIVRES, C'EST ICI : **HTTPS://WWW.SCIENCESHUMAINES.COM/EDITIONS/**

Délivré à 353101 le 3/19/2023, 1:20:20 PM



© SAMUEL BERTHET

● NICOLAS JOURNET

LE MOT QUI FÂCHE

Luxe durable

Le 24 janvier dernier, le journal *Le Monde* annonçait le renoncement du géant du luxe LVMH à installer un centre de recherche sur le campus de l'École polytechnique à Saclay (Essonne), et ce en dépit de l'accord de sa présidence. Simple revirement financier ? C'est très peu probable. En réalité, le projet entretenait, depuis plusieurs mois, une sérieuse bronca parmi certains enseignants, élèves et anciens élèves d'une des plus prestigieuses écoles de la République. Certains dénonçaient la vente d'un espace mieux utilisable par les étudiants. D'autres fustigeaient le peu d'intérêt scientifique des activités de LVMH pour des ingénieurs de haut niveau.

En conséquence, les communicants de l'industriel ne ménageaient pas leurs efforts pour mettre ce projet sous le signe de « Gaïa », du « luxe durable » et du « digital ». « Gaïa », c'était pour l'architecture du futur centre, entièrement écoresponsable et recyclable, le « digital » était censé mettre les matheux polytechniciens en appétit, et quant au « luxe durable », ça allait de soi : une paire de bottes Dior dure autrement plus longtemps qu'une paire de Nike, sans parler du côté « cousu main » des produits de luxe. Face à ces arguments imparables, les opposants à LVMH n'hésitèrent pas à monter en généralité, mettant un pied dans la critique sociale. Dans un appel à mobilisation, ils déclaraient en septembre 2022 : « *Dans une France et une Europe en crise, menacées par les pénuries énergétiques et l'inflation, les défis oxymoriques du "luxe durable" mis en avant par le groupe de Bernard Arnault apparaissent bien dérisoires, voire indécents, face aux nécessités immédiates de la vaste majorité de la population.* » Ensuite, ils interpellaient : « *Quelles sont les perspectives de formation et de recherche de l'École polytechnique dans les décennies à venir ? Trouver des solutions pour l'industrie du luxe, afin de permettre au 1% le plus riche de la population de continuer à consommer toujours plus ? Ou former des ingénieurs aptes à accompagner l'ensemble de la population pour faire face à la crise climatique et à l'effondrement de la biodiversité ?* »

> ***« Dans une France et une Europe en crise, menacées par les pénuries énergétiques et l'inflation, les défis oxymoriques du "luxe durable" mis en avant par le groupe de Bernard Arnault apparaissent bien dérisoires. »***

Horresco referens ! Ces futures élites de la nation, qu'il y a deux décennies encore on blâmait de n'aspirer qu'à pantoufler dans la finance, seraient-elles gagnées par les virus de la justice sociale et de l'écologie radicale ? De fait, il y a un peu de cela : en 2022, bon nombre d'évènements tenus à Sciences po, HEC, AgroParisTech et Centrale ont été émaillés d'interventions de diplômés invitant leurs pairs soit à « prendre le maquis », soit à investir la fonction publique pour se mettre au service du bien commun et de la transition écologique. À Polytechnique, déjà, la mobilisation des élèves, aidée par une affaire de conflits d'intérêts, avait permis de retoquer l'implantation d'un laboratoire TotalEnergies sur le campus. À l'IEP-Paris, au raout de fin d'année, une élève sortante exhortait à « *changer radicalement le système politique, économique et culturel* », et même à HEC, lors de la remise des diplômes, une future banquière ne cachait pas son intention « *d'utiliser les portes ouvertes pour changer les règles* ». Aussi, le sourcilleux *Figaro* ironisait-il récemment sur ces « *surdiplômés qui s'enivrent d'anticapitalisme* » et de « *décroissantisme* ». Cette peu délicate allusion aux pots de fin d'année arrosés n'enlève rien au fait que le « luxe durable » et la « croissance verte » ne semblent plus suffire à convaincre même le haut du panier de la jeunesse française. ●

Délivré à 353101 le 3/19/2023, 1:20:20 PM

PLUS D'INFOS

institut Curie

Délivré à 353101 le 3/19/2023, 1:20:20 PM

Université Paris Nanterre

VENEZ FAIRE VOS HUMANITÉS À L'UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE !

2 diplômes d'université (DU)

DU

COMPÉTENCES EN LANGUES ANCIENNES

GREC ET/OU LATIN

4 niveaux

présentiel ou à distance

DU

ORATOR

ARGUMENTATION, EXPRESSION, ÉLOQUENCE

3 niveaux

présentiel ou à distance

Un Master « Humanités »

Master « Humanités classiques et Humanités numériques »

présentiel ou à distance

Une préparation à l'agrégation externe de Lettres Classiques

Diplôme d'université

présentiel ou à distance

Une Licence « Humanités »

Licence « Humanités »

à distance

DÉPÔT DES CANDIDATURES SUR

monmaster.gouv.fr ou ecandidat.parisnanterre.fr

à partir de mars 2023
ou Parcoursup pour L1 Humanités (janvier-mars 2023)

RENSEIGNEMENTS

www.parisnanterre.fr/offre-de-formation-/

DU Orator : p.duchene@parisnanterre.fr
Ducla et Licence Humanités : merlier@parisnanterre.fr
Master « Humanités classiques et Humanités numériques »
et agrégation de Lettres Classiques
cdenizot@parisnanterre.fr

Délivré à 353101 le 3/19/2023, 1:20:20 PM